

L'assurance divorce : une utopie ou un projet réaliste?

Regards croisés avec le veuvage

Réalisé par : LUISIER Laurie

Promotion : BAC AS 12 PT

Sous la direction de : JURISCH PRAZ Sarah

Sierre, le 5 avril 2016

Remerciements

La réalisation de ce travail de recherche n'aurait pas été possible sans le soutien de mon entourage personnel et professionnel. Je souhaiterais donc remercier toutes les personnes qui ont participé, de près ou de loin, à l'élaboration de ce travail de recherche.

Pour leur investissement plus prononcé, j'aimerais dire un grand merci....

- A ma directrice de mémoire Madame Sarah Jurisch Praz, pour sa grande disponibilité et sa bienveillance dans le suivi de mon travail.
- A mon ancienne directrice de mémoire Madame Marie-Luce Délez, pour ses nombreuses idées et l'élaboration de mon projet de recherche.
- Aux divers·es politicien·ne·s interrogé·e·s dans le cadre de ce travail, pour leur précieuse aide et leur intérêt pour mon travail.
- A ma famille, pour son aide inconditionnelle et son écoute. Ils ont su me redonner confiance quand cette dernière me faisait défaut et ont toujours su tendre une oreille attentive quand j'avais besoin d'évacuer toute ma frustration.
- A ma voisine, Eveline, pour sa précieuse relecture.
- A mon copain, qui m'a énormément soutenue durant toute la réalisation du travail.

Avertissement

Les opinions non référencées émises dans ce travail n'engagent que leur auteure.

Je certifie avoir personnellement écrit le Travail de Bachelor et ne pas avoir eu recours à d'autres sources que celles référencées. Tous les emprunts à d'autres auteur·e·s, que ce soit par citation ou paraphrase, sont clairement indiqués. Le présent travail n'a pas été utilisé dans une forme identique ou similaire dans le cadre de travaux à rendre durant les études. J'assure avoir respecté les principes éthiques tels que présentés dans le Code éthique de la recherche.

Laurie Luisier

Résumé

En Suisse, le divorce est un événement familial relativement commun à l'heure actuelle, puisqu'il concerne plus d'un tiers des mariages. Mais depuis quelques décennies, il prend de plus en plus d'importance dans les débats politiques, car il est considéré par certains partis comme une des problématiques sociales du 21^{ème} siècle.

En effet, en plus des conséquences psychologiques, le divorce est un facteur de paupérisation pour les personnes concernées qui ne peuvent plus se permettre le niveau de vie qu'elles ont connu auparavant. Ainsi, une fois prononcé, le divorce laisse place à des processus économiques très dangereux : coût de la vie élevé à affronter seul·e, problématique liée à la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, dédoublement des loyers... Accumulés, ces désavantages amènent bien souvent à une forte précarisation des ménages divorcés. Beaucoup d'entre eux finissent d'ailleurs très proches du seuil de pauvreté.

Sur la base de ce constat, ce travail de recherche va essayer d'interroger la possibilité de mettre sur pied, dans le système assurantiel suisse, une assurance divorce publique qui puisse en partie combler la précarisation des ménages divorcés. Pour ce faire, cinq entretiens auprès de politicien·ne·s issu·e·s de partis politiques différents ont été menés pour, à la fois mieux comprendre leur représentation respective du divorce, mais également pour savoir si le divorce est bel et bien considéré comme un problème social ou non. De plus, ils vont également permettre d'évaluer la faisabilité du projet de mise en place d'une assurance divorce publique.

Comme point d'appui à la réflexion, une comparaison avec les prestations assurantielles liées au veuvage sera entreprise, car les conséquences des deux situations sont assez semblables : une multiplication par deux des coûts à assumer. Cette comparaison est d'autant plus intéressante, qu'actuellement, parmi la population résidente permanente suisse, il y a beaucoup plus de personnes divorcées que de personnes veuves.

De manière générale, les résultats de cette recherche démontrent que le divorce n'est, pour l'heure, pas réellement reconnu comme un problème social par les partis politiques interrogés. En revanche, le fait que le divorce touche de près les enfants pourrait être un levier à l'action pour le futur.

Mots-clés

Divorce – Mariage – Pauvreté – Veuvage – Protection sociale – Problème social - Assurance

TABLES DES MATIERES

1	INTRODUCTION.....	1
1.1	CHOIX DE LA THEMATIQUE, MOTIVATIONS.....	1
1.2	LA QUESTION DE RECHERCHE	2
1.3	LES OBJECTIFS DE RECHERCHE	2
2	PROBLEMATIQUE.....	4
2.1	HYPOTHESE DE RECHERCHE.....	5
3	CADRE THEORIQUE	7
3.1	LA PROTECTION SOCIALE	8
3.1.1	Définition.....	8
3.1.2	Histoire de l'Etat social.....	11
3.1.3	Système de protection sociale suisse.....	13
3.2	LE DIVORCE	15
3.2.1	Mariage.....	15
3.2.2	Définition du divorce	16
3.2.3	Historique du divorce	17
3.2.4	Mesures légales autour du divorce.....	19
3.2.5	Statistiques du divorce	21
3.3	LA PAUVRETE	23
3.3.1	Définition.....	23
3.3.2	Les seuils de pauvreté.....	25
3.3.3	Les effets de seuil	26
3.3.4	La pauvreté en Suisse	27
3.4	LE DIVORCE ET LA PAUVRETE	28
3.5	LE VEUVAGE.....	32
3.5.1	Définition.....	32
3.5.2	Historique	32
3.5.3	Chiffres	33
3.5.4	Situation actuelle – Mesures automatiques.....	34
3.5.5	Comparaison entre divorce et veuvage.....	36
3.6	LE DIVORCE : UN PROBLEME SOCIAL ?.....	38
3.6.1	Les désavantages que cette problématique engendre.....	38
3.6.2	Le nombre de personnes concernées.....	39
3.6.3	Qu'il soit désirable et possible d'atténuer	39
3.6.4	L'incompatibilité avec certaines valeurs.....	39
3.6.5	Le problème est en voie de « construction »	40
4	METHODOLOGIE	41
4.1	POPULATION CONCERNEE ET TERRAIN D'ENQUETE	41
4.2	OUTILS DE PRODUCTION DES DONNEES	43
4.2.1	La grille d'entretien	43
4.2.2	Déroulement des entretiens	46

5	ANALYSE	47
5.1	LE DIVORCE : UN PROBLEME SOCIAL ?.....	48
5.1.1	<i>Regards croisés sur le divorce.....</i>	48
5.1.2	<i>Les enfants au cœur du dilemme : un levier à l'action ?.....</i>	51
5.1.3	<i>La question du choix et de la responsabilité individuelle : un obstacle ?.....</i>	52
5.1.4	<i>En conclusion.....</i>	54
5.2	MISE EN OEUVRE D'UNE ASSURANCE DIVORCE	55
5.2.1	<i>Regards croisés sur une assurance divorce</i>	55
5.2.2	<i>Assurance publique ou assurance privée ?.....</i>	58
5.2.3	<i>En conclusion.....</i>	59
5.3	AUTRES PISTES D' ACTIONS.....	60
5.3.1	<i>Revalorisation du mariage : prévention des risques en amont</i>	60
5.3.2	<i>Prévention de la précarité pour la population.....</i>	62
6	SYNTHESE DES RESULTATS	64
6.1	HYPOTHESE DE RECHERCHE.....	64
6.2	QUESTION DE RECHERCHE.....	66
6.3	PISTES D' ACTIONS PROFESSIONNELLES	67
7	BILAN DE LA RECHERCHE	68
7.1	OBJECTIFS DE RECHERCHE.....	68
7.2	LIMITES DE LA RECHERCHE	69
7.3	POSITIONNEMENT PERSONNEL	70
8	CONCLUSION	71
9	BIBLIOGRAPHIE	73
10	ANNEXES	
	ANNEXE A : HISTORIQUE DU DIVORCE.....	
	ANNEXE B : INEGALITES AUTOUR DU DIVORCE	
	ANNEXE C : GRILLE DE QUESTIONS	
	ANNEXE D : COURRIER DE PRESENTATION	

Quand on aime, on ne compte pas. Pour un divorce, c'est le contraire

(Citation anonyme)

Table des illustrations

STATISTIQUE 1 : MARIAGES SELON L'ETAT CIVIL DE CHACUN DES PARTENAIRES AVANT LE MARIAGE, EN 2014	16
STATISTIQUE 2 : TAUX BRUT DE NUPTIALITE ET DE DIVORTIALITE EN EUROPE	21
STATISTIQUE 3 : EVOLUTION DES DIVORCES EN SUISSE.....	22
STATISTIQUE 4 : BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DES 18 ANS SELON L'ETAT CIVIL, EN 2013	28
STATISTIQUE 5 : TAUX D'ASSISTANCE SELON LA STRUCTURE DE L'UNITE D'ASSISTANCE, EN 2013	29
STATISTIQUE 6 : DUREE D'OCTROI DES DOSSIERS ACTIFS, SELON LA STRUCTURE DE L'UNITE D'ASSISTANCE, EN 2013	29
STATISTIQUE 7 : BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE SELON LA STRUCTURE DE L'UNITE D'ASSISTANCE ET LA CLASSE D'AGE, EN 2013 ...	30
STATISTIQUE 8 : DYNAMIQUE DES RENTES AVS, 2011-2014, RENTES DE VEUVES ET VEUFS	33
STATISTIQUE 9 : POPULATION RESIDANTE PERMANENTE, SELON L'ETAT CIVIL, LE SEXE ET LA CATEGORIE DE NATIONALITE, AU 31.12.2014.....	36
FIGURE 1 : LES DIFFERENTS TYPES DE PAUVRETE.....	25
TABEAU 1 : CARACTERISTIQUES DES PERSONNES INTERROGEEES	42

Table des abréviations

AS : ASSISTANT-E SOCIAL-E

AVS : ASSURANCE VIEILLESSE ET SURVIVANTS

BA : BONIFICATIONS POUR TACHES D'ASSISTANCE

BE : BONIFICATION POUR TACHES EDUCATIVES

CSIAS : CONFERENCE SUISSE DES INSTITUTIONS D'ACTION SOCIALE

LPP : LOI SUR LA PREVOYANCE PROFESSIONNELLE

OFAS : OFFICE FEDERAL DES ASSURANCES SOCIALES

OFS : OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE

TB : TRAVAIL DE BACHELOR

TS : TRAVAILLEUR, TRAVAILLEUSE SOCIAL-E

1 INTRODUCTION

1.1 CHOIX DE LA THEMATIQUE, MOTIVATIONS

Mon choix, un peu ambitieux, de travailler sur une nouvelle thématique apportée en cours durant mon quatrième semestre ne reflète pas seulement l'envie d'innover dans le domaine du social, mais également ma volonté de réfléchir sur le système d'assurances sociales suisses et sur sa prise en charge des risques sociaux. Cette réflexion me semble essentielle, dans la mesure où c'est avec ce système que je travaillerai au quotidien en tant que future assistante sociale (AS). Il s'agit donc pour moi avant tout d'une nécessité de bien saisir le système suisse et son fonctionnement, en terme d'assurances sociales et des différents types de politiques (publique, sociale, familiale).

Comprendre et interpréter les mécanismes politiques me semble également essentiel. En effet, la politique fait partie intégrante du travail de l'AS, puisqu'elle influence son intervention au quotidien, notamment en dirigeant les différents services pour lesquels chaque AS peut-être amené-e à travailler.

Il est également important de préciser que, pour moi, le Travail de Bachelor (TB) est l'occasion de faire évoluer ces connaissances et de les transformer en des compétences qui me seront utiles sur le terrain. En effet, au-delà du côté recherche, je souhaitais également à travers ce travail commencer à aiguiser mes « armes » pour ma future entrée dans le milieu professionnel.

De plus, durant mon TB, je souhaitais analyser le rôle du travailleur ou de la travailleuse social·e (TS) en politique publique. En effet, je pense que le TS n'est pas simplement là pour appliquer les lois et les normes que lui imposent les différentes politiques, mais qu'il peut (et doit ! – il s'agit selon moi plus d'une responsabilité que d'un engagement) également, dans son action, avoir un impact sur celles-ci, en portant un avis critique notamment. Je le considère donc comme un acteur à part entière en politique publique et en protection sociale. Ainsi, le TS pourra, à travers sa pratique, faire émerger de nouvelles problématiques sociales. Les avis politiques et économiques sur ces dernières seront certes importantes, mais rester proche de la réalité des citoyen·ne·s suisses, en faisant remonter les problématiques telles qu'elles sont sur le terrain me semble primordial, pour que la réponse donnée soit au plus proche des besoins de la population.

Pour finir, une des choses importantes pour moi dans ce travail est le fait de pouvoir apprendre en tant que TS à gérer les nouvelles demandes sociales. En effet, nous vivons aujourd'hui dans un contexte qui évolue et change très vite. Il est donc du devoir du TS de repérer et d'agir face aux nouvelles problématiques sociales. Dans mon cas, la précarité des ménages monoparentaux me semble en être une, et c'est pour cela que je m'efforce de pousser ma réflexion afin d'évaluer certaines éventualités, comme la création d'une assurance divorce.

1.2 LA QUESTION DE RECHERCHE

En comparaison avec le veuvage, une assurance divorce peut-elle répondre de manière réaliste aux nombreux risques que présente le divorce ?

Cette question, bien qu'elle soit assez précise, me laissait entrevoir passablement de pistes de recherches pour y répondre. Elle me permettait à la fois de soulever une problématique, mais également de proposer ou non un projet autour de cette dernière. De plus, le veuvage était un élément de comparaison intéressant, car ses conséquences peuvent être semblables à celles du divorce.

1.3 LES OBJECTIFS DE RECHERCHE

Sur la base de cette question de recherche, j'ai formulé quelques objectifs de travail que j'ai, tout au long de ma recherche, poursuivis afin d'analyser la problématique de manière globale :

→ Déterminer si le divorce est construit à l'heure actuelle comme un problème social.

En comparant avec la manière dont le veuvage a été construit comme problème social et sur la base des différents déterminants d'un problème social, une analyse du divorce a été effectuée pour définir s'il peut être considéré comme un problème social ou non.

→ Comprendre pourquoi et comment le phénomène du divorce a pris une telle ampleur dans la société.

Pour cet objectif, le but principal était d'analyser les différents éléments qui constituent la problématique. Pour cela, il est important de faire des liens historiques, sociologiques et culturels. L'histoire va non seulement permettre de comprendre comment le divorce et sa perception ont évolué à travers le temps, mais également de resituer la création des premières assurances sociales. La sociologie et les éléments culturels vont, quant à eux, permettre de mieux saisir la place qu'occupent le mariage et le divorce dans la société actuelle. De plus, une analyse du système politique suisse permettra de savoir comment, actuellement, la problématique de la pauvreté des suites du divorce est traitée par nos politiques : s'agit-il réellement d'un problème social construit et pensé comme tel ou simplement d'un phénomène social jugé peu important, car il relève uniquement de l'individu et non pas de la société ?

- ➔ Développer et analyser les enjeux de la thématique au niveau politique pour mieux comprendre les réticences qu'elle peut provoquer chez certains acteurs sociaux.

Au travers des diverses recherches effectuées pour le premier objectif, il fallait également repérer et analyser les réticences et enjeux qu'allait rencontrer le projet. En effet, peut-être que la création d'une assurance afin de prévenir les risques peut être perçue comme non-adaptée à la problématique de la pauvreté post-divorce, selon le point de vue des différents acteurs du problème. Et que pensent les personnes qui ne sont pas touchées par la pauvreté ? Cet objectif avait pour but de compléter l'analyse des besoins et de réadapter les mesures dans le cas où elles ne seraient pas adaptées.

- ➔ Comprendre la structure de la politique suisse ainsi que de son système d'assurances sociales.

Cet objectif était plus personnel, dans la mesure où, pour moi, il était important de comprendre ce système suisse dans sa globalité, pour pouvoir évoluer dans mon futur professionnel, de manière sereine. Cependant, cet objectif ne répondait pas uniquement à des envies personnelles : il est en effet important, pour pouvoir imaginer instaurer une nouvelle assurance, de bien comprendre la structure de la politique suisse et de son système d'assurances sociales. De cette bonne connaissance débouchera un projet réaliste et réalisable.

2 PROBLÉMATIQUE

« La séparation des couples avec enfants n'est pas seulement un bouleversement intime, c'est aussi une épreuve économique » (Molénat, 2015, p. 32)

Sur la base des différentes lectures d'ouvrages et d'articles, une problématique qui présente les principaux enjeux du divorce a pu être élaborée.

En Suisse, le divorce est un événement familial relativement commun à l'heure actuelle, puisqu'il concerne plus d'un tiers des mariages. Mais depuis quelques décennies, il prend de plus en plus d'importance dans les débats politiques, car il est considéré par certains partis comme une des problématiques sociales du 21^{ème} siècle.

L'explosion des divorces durant les dernières décennies s'explique par le fait que, jusqu'à la moitié du 20^{ème} siècle au moins, les conceptions morales autour de la séparation étaient bien plus marquées qu'actuellement. En effet, il fut un temps où la stigmatisation était forte à l'égard des personnes divorcées. De plus, le fait que les femmes n'avaient pas accès au marché de l'emploi participait au fait que les divorces étaient beaucoup plus compliqués, puisqu'elles ne pouvaient subvenir seules à leurs besoins. En outre, contrairement à la situation actuelle, mariage et amour étaient souvent déconnectés avant la Seconde Guerre Mondiale : le mariage était plus de l'ordre d'un contrat entre deux parties visant à avoir des enfants et leur transmettre un patrimoine, en accédant notamment à un certain statut social. Le développement de l'Etat social dans les années d'après-Seconde Guerre Mondiale a changé totalement ce paradigme et favorisé, en conséquence, l'émergence des libertés individuelles et donc, indirectement, des divorces également. La notion d'épanouissement individuel est centrale à l'heure actuelle, ce qui peut favoriser l'augmentation des divorces durant ces dernières décennies.

En plus des conséquences psychologiques, le divorce est un facteur de paupérisation pour les personnes concernées qui ne peuvent plus se permettre le niveau de vie qu'elles ont connu auparavant. En effet, une fois prononcé, le divorce laisse place à des processus économiques très dangereux : coût de la vie élevé à affronter seul-e, problématique liée à la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, dédoublement des loyers... Accumulés, ces désavantages amènent bien souvent à une forte précarisation des ménages divorcés. Beaucoup d'entre eux finissent d'ailleurs très proches du seuil de pauvreté.

Cette situation est d'autant plus alarmante si l'on sait qu'elle ne touche pas que des adultes, mais également des enfants. Les premières années de la vie étant déterminantes pour la construction d'un enfant, les conséquences économiques négatives du divorce peuvent avoir des effets dévastateurs sur le développement de l'enfant. Ainsi, il est particulièrement préoccupant de voir que 20% de la clientèle de l'aide sociale se constitue de familles monoparentales. Ceci démontre bien que le divorce est devenu un des plus grands risques sociaux de notre siècle.

Ce constat m'amène donc à penser que la société doit prendre, d'une manière ou d'une autre, position face à la problématique du divorce. A travers ce travail, je vais donc essayer d'évaluer la possibilité de la mise en place d'une assurance divorce pour prévenir le risque de précarisation des ménages divorcés.

2.1 HYPOTHESE DE RECHERCHE

Sur la base de la problématique ci-dessus, qui permet de cerner les principaux enjeux autour du divorce, j'ai décidé d'élaborer une hypothèse générale de recherche qui guidera l'élaboration de ce travail de recherche.

Le politique ne défend pas l'investissement dans la couverture du risque de pauvreté en cas de divorce, car les valeurs défendues par les partis politiques (la responsabilité individuelle, un retrait de l'Etat dans les problématiques sociales notamment) ne vont pas dans ce sens. Le divorce n'est donc pas considéré comme un problème social.

Dans son ouvrage sur la politique familiale, Dafflon nous explique qu'à l'heure actuelle, le système suisse prône une grande indépendance des individus dans la société (Dafflon, 2003). La vie de famille des citoyen·ne·s suisses leur appartient et fait entièrement partie de la sphère privée : l'État n'a ainsi pas à s'en occuper. Investir dans la problématique du divorce pourrait par conséquent remettre en question le système actuellement mis en place en politique familiale.

Ce désinvestissement de l'État dans les questions d'ordre privé n'est pas si ancien. Le passage de l'État Providence à l'État Incitateur durant les années 1980 va en effet marquer une grande rupture en termes de responsabilités. En effet, le contexte des Trente Glorieuses (1945-1975) a permis l'émergence de l'État Providence. Les caisses étaient pleines et l'État se devait d'intervenir face à l'explosion des problèmes sociaux d'après-guerre. L'État a alors pu aider l'ensemble de la population, comme le démontrent l'apparition des nombreuses assurances sociales – AVS notamment – durant ces années et l'émergence de nombreuses institutions dans le domaine du travail social. A cette époque, on considère donc que l'économie a intérêt à ce que tout le monde soit heureux et travaille, afin de pouvoir produire plus de richesses. Le travail social est ainsi plus considéré comme un investissement que comme une dépense et la notion de responsabilité individuelle n'a pas sa place dans ce contexte d'État très paternaliste : « *si tu as des problèmes, c'est la faute de l'État et il va t'aider* ». Malheureusement, le contexte de la crise économique des années 1970 – fin de la croissance continue, crise du marché du travail – va tout bousculer. L'État Providence va en effet être vivement critiqué : il assiste trop les personnes et on attend trop de lui. L'État, dans un tel contexte, va alors commencer à faire des économies en diminuant ses investissements et en vérifiant leur légitimité. Un des premiers domaines qui sera touché par ce changement brutal sera le domaine du travail social, qui avait tant profité de la période des Trente Glorieuses. Désormais, le travail social est considéré comme coûteux et peu rentable. L'État va alors commencer à se désinvestir de ses tâches sociales et à instaurer des mesures de contrôle pour trier les personnes méritantes et non-méritantes pour attribuer des prestations. C'est alors que la notion de responsabilité individuelle va apparaître et marquer profondément le système social suisse : « *si tu es pauvre, ce n'est que de ta faute* ». L'arrivée des contreparties et l'apparition des contrats dans l'aide sociale en sont des exemples. La structure paternaliste va alors laisser la place à un État, certes social, mais responsabilisant et incitateur également, système dans lequel nous évoluons actuellement.

En plus de ces changements idéologiques au niveau politique, l'instauration d'une assurance divorce rencontrerait également des opposant·e·s chez certaines franges de la population :

- Les premiers seraient certainement les personnes proches de la religion. Nous savons que le mariage peut encore, dans certains cas, avoir un lien profond avec les pratiques religieuses. Le fait de « faciliter » le divorce peut par conséquent être remis en cause par cette partie de la population et par les politiques qui le représentent, qui verraient là une banalisation du phénomène.
- Les seconds seraient les personnes qui sont totalement contre le mariage. Avec les changements de mentalité de nos sociétés occidentales, le mariage et le divorce sont de plus en plus controversés. Ainsi, les personnes opposées au mariage pourraient peut-être contester la création d'une assurance divorce, pour laquelle elles ne souhaiteraient pas cotiser.

Les questions de responsabilité individuelle et collective sont également très importantes pour la question du divorce. En effet, actuellement, la principale tendance serait de dire que le divorce est un choix personnel et individuel et que la société n'en est par conséquent en rien responsable : « *Tu as fait le choix de te marier et maintenant tu fais celui de divorcer. C'est de ta responsabilité. Tu dois accepter les conséquences de tes choix* ». Cette manière de penser s'inscrit bien dans ce paradigme d'État Incitateur qui ne cherche plus à faire mur contre les nouveaux problèmes sociaux.

Mais dans une telle situation, où plus de 40% des couples divorcent, ne serait-il pas possible, voire judicieux, de penser autrement et de se dire que ce n'est plus l'individu qui est seul responsable de son divorce, mais qu'il s'agit bien d'un phénomène sociétal ? En changeant cette perception et en problématisant la question du divorce sous l'angle d'un problème social collectif, l'éventualité d'instaurer une assurance divorce ne serait en rien utopique.

3 CADRE THEORIQUE

Afin de mener à bien cette recherche, il était nécessaire de commencer par comprendre certains concepts théoriques clés en lien avec la problématique choisie. Pour ce faire, diverses recherches, par le biais de livres, articles et sites internet ont été entreprises.

Le cadre théorique va donc s'articuler autour des thématiques suivantes :

- Le système de protection sociale, qui sera défini à l'aide des différents concepts théoriques qui le composent, développé selon sa mise en exécution en Suisse. Un bref historique de l'Etat social sera également exposé pour mieux comprendre dans quel contexte le système de protection sociale s'est construit. Pour terminer, les notions de risque et sa prise en charge en Suisse seront abordées.
- Le divorce, qui sera défini, mis en lien avec son histoire pour mieux saisir son évolution et situé, avec des chiffres, en Suisse.
- La pauvreté, qui sera définie et analysée selon les divers concepts intéressants pour la recherche : les différents types de pauvreté, les seuils de pauvreté et la pauvreté en Suisse.
- Un lien entre la pauvreté et le divorce, qui permettra de cerner la problématique ainsi que les enjeux de la recherche.
- Le veuvage, qui sera défini sur la base des différentes mesures qui le concernent, situé avec des chiffres en Suisse et mis en lien avec le divorce. L'exemple du veuvage servira de base de comparaison, d'analogie, pour comprendre comment ce phénomène a été construit comme un problème social et dans quel contexte.

3.1 LA PROTECTION SOCIALE

Commencer par contextualiser le système de protection sociale suisse semble pertinent dans le cadre de ce travail, car c'est dans ce dernier que s'inscrira ou non la mise en place d'une assurance divorce. Ainsi, le but de cette partie du travail sera essentiellement de définir la protection sociale et de voir comment elle est réalisée en Suisse. Pour ce faire, le lecteur ira à la découverte de l'histoire de l'Etat social, pour mieux comprendre dans quel contexte le système de protection sociale suisse, avec ses nombreuses assurances sociales, s'est construit. Les notions de politique sociale, de problème social et de risque social seront également abordées, car elles sont centrales dans le cadre de la création d'une assurance.

3.1.1 DEFINITION

Selon Verena Keller (2005), la politique est large et comprend autant de sujets que de problèmes sociaux. Afin de pouvoir répondre correctement aux besoins des personnes concernées par le sujet de ce projet, il est donc essentiel de comprendre dans quelle politique va s'inscrire la problématique de la pauvreté comme conséquence du divorce.

Chaque société produit une multitude de problèmes sociaux et elle les identifie comme tels, selon les influences politiques des personnes au pouvoir. Ainsi, certains problèmes sociaux donnent lieu à un système de protection sociale. Cette dernière pourrait être définie comme l'action de l'Etat en réponse à certains problèmes sociaux. Elle permet de couvrir les besoins vitaux de la population et englobe par conséquent l'ensemble du système assurantiel suisse, qui vise à couvrir un certain nombre de risques.

Cette définition nous démontre bien que la protection sociale est reliée à des termes qu'il est nécessaire de définir pour mieux la comprendre. Ainsi, les notions de « politique sociale » et de « problème social » seront définies ci-dessous.

3.1.1.1 LA POLITIQUE SOCIALE

La politique sociale représente l'ensemble des décisions et actions prises par les acteurs privés, corporatistes ou étatiques pour résoudre un problème social. Elle est régulièrement débattue dans le processus décisionnel démocratique. Il s'agit donc de la réponse du système politico-administratif à un état de la réalité sociale jugé politiquement inacceptable. La politique sociale vise ainsi plusieurs objectifs :

- Le premier est de protéger les citoyens contre les grands risques de l'existence, dont la pauvreté fait partie. Nous parlons de *sécurité sociale*.
- Le deuxième vise à répartir de manière équitable l'égalité des chances dans la société. Il s'agit de la *justice sociale*.
- Et pour finir elle promeut également la stabilité politique et la cohésion du peuple. Nous parlons alors de *paix sociale*.

Ainsi, la politique sociale englobe l'ensemble du système de protection sociale.

3.1.1.2 LE PROBLEME SOCIAL

Pour pouvoir mettre en œuvre des actions, la politique sociale doit s'assurer que la nouvelle problématique soulevée soit reconnue comme un problème social. Le problème social peut être défini comme un « *désavantage affectant un grand nombre d'individus et qu'il apparaît à la fois désirable et possible d'atténuer, éventuellement de faire disparaître. Il s'agit de souffrances, de privations, d'injustices ou de simples inconvénients...* » (Giro, 2002, p. 252).

Les caractéristiques pour qu'un phénomène soit reconnu comme un problème social sont les suivantes :

- Les désavantages que cette problématique engendre ;
- Le nombre de personnes concernées ;
- Qu'il soit désirable et possible d'atténuer ;
- L'incompatibilité avec certaines valeurs ;
- Le problème est en voie de « construction », c'est-à-dire que son caractère problématique est relativement récent et qu'il convient aujourd'hui de le traiter.

Une fois qu'un phénomène social est reconnu comme problème social, la politique sociale va mettre en place des mesures dans le cadre du système de sécurité sociale pour prévenir les différents risques évalués.

Pour revenir à la problématique du divorce, la couverture d'un risque social s'organise uniquement si la problématique en question est vraiment identifiée comme un problème social. Pour ce faire, elle doit donc répondre aux critères soulevés ci-dessus. Est-ce le cas ? C'est à la lumière de ce cadre théorique et des entretiens menés que je vais pouvoir répondre à cette question.

3.1.1.3 LE RISQUE SOCIAL

La notion de risque est centrale dans le système assurantiel suisse. En effet, les assurances se créent en fonction des risques (chômage, vieillesse, accident, etc.). Il est donc très important de définir le risque pour savoir si le divorce peut, à l'heure actuelle, être considéré comme tel.

Tout d'abord, il est à préciser que cette notion de risque est très difficile à définir, car il existe énormément de définitions. Par exemple, selon le Robert Collège de 2005, le risque peut être considéré comme l'« *éventualité d'un événement qui peut causer un dommage* ». Selon le Dictionnaire suisse de politique sociale en ligne (Bachmann, s.d.), « *le risque est la possibilité de subir un dommage quelconque ou de perdre quelque chose à quoi on attache de la valeur* ». Ces deux définitions démontrent toute la complexité qui règne autour de la notion de risque et donc, indirectement, de celle de risque social.

D'une part, cette notion est employée pour signifier la représentation d'un danger potentiel pour la collectivité « *fondé sur les notions sociales d'issues acceptables ou inacceptables pour la société* » (Bachmann, s.d.), en opposition à l'échelle des risques personnels (qui reposent sur une idée de choix). Ces propos sont d'ailleurs étayés par la phrase suivante :

« L'existence comporte un certain nombre de risques : atteintes à la santé, invalidité, incapacité de travail due au grand âge, perte de l'autonomie, perte d'un soutien de famille par décès ou divorce, reconversion forcée, chômage. Ces risques entraînent un besoin de protection : soins, revenu de remplacement, garantie de ressources, services. Ils représentent une donnée de la condition humaine et posent la question fondamentale suivante : appartient-il aux individus de les supporter seuls ou convient-il d'instituer des mécanismes collectifs ? Protection individuelle ou sociale ? »
(Bachmann, s.d.).

En effet, cette citation évoque toute la complexité à distinguer les risques sociaux – qui font appel à la notion de responsabilité collective et doivent donc être assumés par la société –, des risques individuels – qui font appel à la notion de responsabilité individuelle et qui doivent donc être assumés par les personnes elles-mêmes. Cette vision des choses se complexifie d'autant plus, car une problématique individuelle peut devenir collective dans des contextes particuliers. Ainsi, alors que la situation migratoire était bien moins préoccupante il y a quelques années, elle mobilise aujourd'hui les débats, et les politiques doivent donc prendre des décisions importantes. Les contextes social, politique et économique ont donc une influence non-négligeable sur la perception des risques individuels et sociaux dans un pays.

Ce flou qui règne autour de la définition de risque social participe au fait qu'actuellement beaucoup de phénomènes de nature très différente sont considérés comme des risques sociaux (pauvreté, VIH, extrémisme politique). La nature du risque social est donc beaucoup moins importante que la dynamique de légitimation du risque qui l'accompagne. Malgré tout cela, le Dictionnaire de politique sociale suisse s'essaye tout de même à une définition de la notion : *« on qualifie de social un risque qui met en question l'ordre symbolique d'une société à un moment précis, ce qui engendre la mobilisation de différents acteurs et groupements sociaux »* (Bachmann, s.d.). La notion « d'ordre symbolique » étant très subjective, les questions contextuelles (temps, lieu, personnes politiques en charge, etc.) seront très importantes pour déterminer si tel phénomène est considéré comme un risque social. En effet, *« un risque social ne fait souvent pas état de vérité partagée, il doit d'abord être objectivé avant d'être géré, ce qui présuppose en effet la stabilisation des débats sociaux et la construction d'un large consensus sociétal sur son sens »*. De plus, l'ambivalence soulevée ci-dessus entre échelle collective et individuelle d'une part, et entre les différents types de risques d'autre part, souligne encore plus la difficulté à cerner un risque social dans une société.

Au vu de ce qui précède, il paraît difficile de déterminer si le divorce est bel et bien un risque social, tant la subjectivité qui règne autour de cette notion semble être déterminante. Cerner des éléments objectifs permettant de définir si le divorce est un risque ou produit des risques (comme la pauvreté) sera donc un des enjeux fondamentaux de cette recherche. La question de responsabilité individuelle ou collective sera également centrale dans le cadre de cette recherche, car c'est sa réponse qui va permettre à la société, à travers ses organismes politiques, de prendre en charge un problème social ou non. Dans le cas du divorce, il sera donc particulièrement intéressant d'interroger la pensée politique autour de cette problématique sociale.

En Suisse, l'ensemble de ces risques sociaux est couvert par le système de protection sociale, qui sera défini par la suite.

3.1.2 HISTOIRE DE L'ETAT SOCIAL

Ce chapitre a pour objectif de donner un bref aperçu de l'évolution de l'Etat et de son rôle dans la société en Europe et en Suisse. Il permettra également de mettre en évidence les contextes dans lesquelles se sont mises en place les assurances sociales, chose importante puisque ce projet s'inspire directement des assurances sociales pour apporter une réponse à la problématique de la précarisation des ménages divorcés.

3.1.2.1 BREF HISTORIQUE

Les informations ci-dessous s'inspirent de l'article de Pierre-Yves Carnal « *Les assurances sociales, la politique sociale et la sécurité sociale : essai de définitions et de présentation générale* » ainsi que du cours de Monsieur Jorge Pinho sur l'Etat social, dans le cadre du module D2 de la formation HES en Travail Social.

Le système assurantiel s'est construit progressivement en Europe, et il a fallu quelques siècles pour dessiner les contours de l'Etat actuel (Etat social incitateur). Un bref retour en arrière avec les grandes étapes de ce développement paraît dès lors primordial pour bien comprendre sa mise en place :

1. *Dès les premières civilisations jusqu'à la fin du Moyen-Âge* : Durant cette longue période de l'histoire, la forme de l'Etat était autoritaire : le pouvoir politique était incarné par le roi et personne d'autre. Ainsi, les problèmes sociaux étaient exclusivement pris en charge par les familles, les différentes corporations et l'Eglise : la politique sociale prenait ainsi plus la forme de charité. A cette époque, l'Eglise occupait donc une place prépondérante dans la protection sociale en vigueur.
2. *Au début du 19^{ème} siècle* : Le contexte européen se dégrade, car le continent subit une explosion démographique. Ainsi, les personnes commencent à ne plus avoir assez à manger, à tel point que la cohésion sociale en devient menacée. L'Etat se voit donc dans l'obligation d'intervenir et favorise donc l'émergence – en investissant des fonds – d'une société civile organisée autour d'associations et de fondations privées (les premières entreprises sociales) pour faire face à l'augmentation des problèmes sociaux. Cette dernière se régit selon le principe – toujours actuel – de subsidiarité, l'Etat n'intervenant qu'en cas de défaillance des organisations de la société civile. Ce fut une grande première dans l'histoire de l'humanité, car, pour la première fois, l'Etat commençait à s'emparer des problématiques sociales. C'est donc dans ce contexte qu'on voit apparaître les prémices de l'aide sociale, alors nommée « assistance publique ». La forme de l'Etat est alors dite libérale.
3. *A la fin du 19^{ème} siècle* : sous l'impulsion de Bismarck, Chancelier allemand, le système assurantiel va prendre un essor considérable. Il faut dire que ce dernier arrive dans un contexte allemand marqué par un dysfonctionnement global et un mécontentement croissant de la population. Ainsi, il base son programme politique autour du bien-être des travailleurs, car il estime que la pauvreté n'est pas que due aux personnes elles-mêmes, mais que le système post révolution industrielle a également un rôle dans cette précarisation des ménages. C'est donc à cette période qu'apparaissent les notions de responsabilité sociale et de risque social, ainsi que la première création d'une assurance sociale. Le principe est simple : tout le monde

(employé·e·s et chef·fe·s d'entreprise) doit payer pour financer cette assurance, mais les prestations de cette dernière sont destinées uniquement aux personnes qui ont un emploi. Les risques couverts par cette assurance sont la maladie, l'accident du travail, l'invalidité et la vieillesse. Bismarck est donc considéré comme le père fondateur des assurances sociales. Pour la Suisse il faudra attendre le début du 20^{ème} siècle pour que les assurances sociales fassent leur apparition.

4. *Après la Seconde Guerre Mondiale* : Après la guerre, le traumatisme est énorme en Europe. Dans ce contexte difficile et face à l'explosion des problèmes sociaux, l'Etat se doit d'intervenir et le fait à travers la création d'institutions sociales. Un changement de taille a également lieu à cette période : la société civile devient productrice de services complémentaires à l'Etat et non plus le contraire. Ainsi, le devoir de l'Etat consiste désormais à fournir une protection à l'ensemble des citoyen·ne·s et à répondre à leurs besoins, chaque fois que cela semble nécessaire, dans le but d'assurer une cohésion sociale. Il est donc omniprésent dans la vie quotidienne et un certain paternalisme étatique s'installe. Ce sont les débuts de l'Etat Providence.
5. *Entre 1945 et 1975* : C'est la période des Trente Glorieuses. Devant le fort développement économique, les caisses sont pleines et l'Etat n'hésite donc pas à investir massivement dans les causes sociales. Le plan Beveridge, qui s'inspire des idées de Bismarck, imagine la sécurité sociale comme universelle et beaucoup de pays s'en inspirent. Il s'agit donc d'une période très dynamique d'un point de vue du Travail Social, où les premiers systèmes de protection sociale (sécurité sociale) font leur apparition. Cet investissement dans des causes sociales n'est néanmoins pas sans arrière-pensée : selon l'idéologie de l'époque, l'économie a intérêt que tout le monde soit heureux et travaille pour produire plus de richesses. Cette période est décrite dans les récits historiques comme l'âge d'or de l'Etat social ou comme l'Etat Providence d'après-guerre. Concernant la Suisse, c'est surtout à partir des années 1960 que se développe le système d'assurances sociales, avec l'arrivée notamment des quatre branches principales – les assurances maladie, accident, vieillesse et chômage –, car les organisations de la société civile sont encore très performantes.
6. *Fin des années 1970 jusqu'à nos jours* : Dans le contexte de crise économique que traverse l'Europe à la fin des années 1970 – fin de la croissance continue, crise du marché du travail, apparition du chômage et de l'exclusion sociale –, l'Etat doit se repenser et il commence donc à émettre des doutes sur l'efficacité des mesures étatiques alors en vigueur. L'idéologie est alors totalement différente : L'Etat social a eu tendance à trop assister les personnes, sans pour autant réussir à résoudre tous les problèmes sociaux (apparition du chômage, des emplois précaires). C'est pour cette raison que l'Etat commence à se retirer des causes sociales. Or, c'est précisément à cette période que le divorce devient un phénomène social plus répandu. Il est donc normal que les partis politiques ne se soient pas penchés sur la question, tant le contexte économique était difficile. Cette période marque la fin de l'Etat Providence d'après-guerre et laisse place à l'Etat dit incitateur. Ce système, beaucoup moins paternaliste, vise avant tout à réduire le poids de l'Etat dans la société. Ainsi, les prestations des assurances sociales se modifient : de la distribution passive à la contrepartie active, des programmes d'aide standardisés à des approches ciblées, de l'aide informelle à la contractualisation de la protection sociale, de l'aide à

la volonté de réinsérer à tous prix. Ainsi, bien qu'elle reste sociale, cette forme d'Etat commence à imposer des conditions pour bénéficier du soutien des assurances sociales. C'est dans ce système que s'inscrit la politique sociale suisse actuellement.

3.1.3 SYSTEME DE PROTECTION SOCIALE SUISSE

Les informations ci-dessous sont inspirées des différentes lectures, principalement du « *Manuel sur la pauvreté en Suisse* » de Christin Kehrli et de Carlo Knöpfel.

En Suisse, la protection sociale est assurée par l'article 41 de la Constitution fédérale et organisée de manière très complexe. Le système fédéraliste en distribue la responsabilité à divers acteurs, publics et privés. Elle est organisée de la manière suivante :

1. **Couverture de base** : Elle est assumée par la Confédération et concerne l'ensemble des systèmes de formation, juridique et de la santé.
2. **1^{er} niveau de protection / Assurances sociales** : Il est assumé par la Confédération, mais les Cantons sont souvent chargés de leur application. Il concerne toutes les grandes assurances obligatoires et vise à assurer un revenu pour les personnes qui sont en incapacité de gain pour les risques suivants : vieillesse, veuvage, invalidité, maladie, chômage, service militaire, accident, maternité. Ces phénomènes sociaux induisent des risques considérés comme sociaux, ce qui implique qu'ils sont aujourd'hui traités comme des problèmes sociaux et donc couverts par des assurances sociales (principe de causalité). Les assurances sociales sont financées conjointement par les employés et les employeurs. En effet, le système assurantiel suisse est construit autour du travail rémunéré et les cotisations sont, par conséquent, prélevées sur le salaire.
3. **2^{ème} niveau de protection / Prestations cantonales (sous conditions de ressources)** : La Confédération a chargé les Cantons des politiques liées à la formation, au logement, à la santé et à l'éducation. Ces prestations cantonales regroupent donc diverses aides telles que les bourses, les avances sur les pensions alimentaires ou encore les subventions pour les caisses maladies. Il s'agit de prestations sous conditions de ressources (évaluation complète de la situation financière) qui visent à protéger des groupes cibles de personnes. Selon CARITAS (Kehrli & Knöpfel, 2007), beaucoup de personnes seraient dépendantes de l'aide sociale si les prestations cantonales n'existaient pas.
4. **3^{ème} niveau de protection / Aide sociale** : Le système d'assurances sociales en place ne permettant pas de couvrir l'ensemble des besoins vitaux de tout le monde (il y a des failles dans le premier maillon du filet de la protection sociale), il a donc fallu le compléter par des prestations individualisées sous conditions de ressource (principe de subsidiarité). La Confédération a alors chargé les Cantons de ce système de prestations individualisées, qu'on nomme plus communément l'aide sociale (ou encore assistance publique). Elle est considérée comme le dernier filet dans le système de protection sociale suisse et a pour but de couvrir le minimum vital prévu dans les normes cantonales en cas d'absence ou d'insuffisance de revenu du travail, ou lorsque les prestations d'assurances sont insuffisantes, inexistantes ou en attente.

Elle intervient par conséquent souvent en complément d'autres ressources financières. Elle se fonde sur le principe du besoin qui veut que, quelle que soit la cause de l'indigence, la personne touche une prestation définie par un barème. L'aide sociale propose deux types de prestations : les aides matérielles, qui concernent toutes les prestations dispensées en argent et les aides non-matérielles, qui comprennent le soutien et l'encadrement dispensés par les institutions liées à l'aide sociale.

5. **Prestations d'aide complémentaires** : Il s'agit de fonds privés délivrés par des acteurs non-gouvernementaux dans certaines situations.

A l'heure actuelle, un constat semble néanmoins s'imposer : l'émergence de nouvelles problématiques (risque accru de pauvreté suite au divorce, le chômage de longue durée ou encore les working poors par exemple) durant ces dernières décennies augmente considérablement le pourcentage de la population résidente ayant recours à l'aide sociale, qui doit s'adapter, comme nous le confirment Christin Kehrli et Carlo Knöpfel dans leur « Manuel sur la pauvreté en Suisse » : « *le catalogue des prestations complémentaires de l'aide sociale s'étend également, de plus en plus, vers l'aide complémentaire et permanente* » (Kehrli & Knöpfel, 2007, p. 167). En effet, au cours des années 1990, l'intervention de l'aide sociale était conçue comme subsidiaire et devait uniquement faire face à des situations de crises temporaires. Elle n'était donc pas pensée pour compenser les défaillances du système assurantiel. Aujourd'hui, ce n'est malheureusement plus le cas et l'aide sociale est devenue l'un des principaux piliers de la protection sociale suisse. Elle doit donc aujourd'hui faire face à des situations structurelles de détresse, et non plus des situations individuelles de détresse — ceci soulève encore plus la question de la responsabilité individuelle —. Ainsi, aujourd'hui un nombre de critères toujours plus importants doit être rempli par le bénéficiaire afin qu'il puisse profiter des mêmes prestations de l'aide sociale. Nous sommes donc passés d'un principe de prestation et d'assurances générales gratuites à celui d'aides individuelles ciblées et conditionnées par une contrepartie obligatoire.

Ce système de protection sociale, bien qu'il soit performant, présente tout de même quelques failles. En effet, alors qu'il devrait couvrir toutes les personnes en difficultés, de plus en plus de monde à l'heure actuelle passe entre les mailles du filet et se retrouve dans des situations de pauvreté. Le divorce est actuellement une de ces failles.

En bref, pour résumer ce chapitre, un certain nombre d'éléments devront être observés pour la mise en place ou non d'actions contre la précarisation des ménages divorcés :

- Il faudra définir si le divorce est considéré à l'heure actuelle comme un problème social, au sens des assurances et de la politique, ou non.
- Les notions de responsabilité individuelle ou collective seront déterminantes pour définir si la société doit prendre en charge ou non le divorce dans son système assurantiel.
- Au vu de l'évolution du contexte autour des assurances sociales, des contreparties exigeantes seront certainement demandées dans le cas de l'élaboration d'une assurance divorce.

3.2 LE DIVORCE

Le contexte autour des assurances sociales ayant été défini, nous pouvons désormais approcher la notion de divorce. Dans ce cadre, une petite introduction sur le mariage sera exposée, le divorce sera défini et, par la suite, le lecteur ira à la découverte de l'historique de ces deux notions à travers les différentes époques de l'histoire de l'humanité. Cela permettra de bien définir l'évolution de la perception du divorce et du mariage dans nos sociétés occidentales à travers le temps et permettra également de mieux comprendre les différents enjeux qui composent la problématique du divorce.

Pour introduire ce chapitre, il est important de spécifier que les questions que pose le divorce remontent à l'apparition du mariage. En effet, depuis que le mariage existe, la possibilité de rompre cette union est envisageable. Il est donc évident que parler du divorce sans parler du mariage n'est pas possible.

3.2.1 MARIAGE

Selon le Robert Collège de 2005 (Drivaud, 2005), le mariage correspond à l'« *Union légitime de deux personnes, dans les conditions prévues par la loi* ». Ces conditions sont régies par le Code Civil en Suisse (CCS chapitre 3 : de la procédure préparatoire et de la célébration du mariage), qui nous dit que, pour se marier, la personne en question doit :

- Avoir la capacité de discernement ;
- Avoir 18 ans révolus au minimum ;
- Être de sexe différent de la personne qu'elle souhaite épouser ;
- Ne pas être parent avec la personne qu'elle souhaite épouser ;
- Ne pas être déjà mariée ;

Le Code Civil stipule également que le mariage doit être célébré par un officier de l'état civil au terme d'une procédure préparatoire et qu'il incombe un certain nombre de responsabilités aux deux futurs époux.

De nos jours, le mariage n'est plus la seule forme d'union possible. En effet, d'autres formes existent comme le partenariat enregistré ou encore le concubinage.

3.2.1.1 STATISTIQUES DU MARIAGE EN SUISSE

Selon les statistiques de l'Office Fédéral de la Statistique (OFS), 41'891 mariages ont été officialisés en 2014 en Suisse. Ce n'est ainsi pas moins de 3'565'208 personnes qui étaient mariées à la fin de cette même année, soit 43,3 % de la population résidente suisse. Sur les cinq dernières années, la population des personnes mariées a augmenté de manière assez linéaire (plus au moins 90'000 personnes en plus depuis 2010). Ceci est sans aucun doute dû à l'augmentation de la population en Suisse.

Les statistiques ci-dessous (voir Statistique 1), démontrent également que le phénomène du remariage après un divorce est bien présent en Suisse. Sur 41'891 mariages en 2014, 16'217 sont des remariages suite à un divorce (soit 38,7%), qui se répartissent ainsi : 7590 femmes (46,8%) et 8627 hommes (53,2%). Cette répartition entre hommes et femmes démontre

bien que les femmes divorcées sont moins nombreuses que les hommes divorcés à se remarier.

su-f-01.06.01.01.11 Mariages selon l'état civil de chacun des partenaires avant le mariage, en 2014						
Épouse	Époux					
	Total	Célibataire	Veuf	Divorcé	Non marié	Partenariat dissous
Total	41 891	32 787	462	8 627	12	3
Célibataire	33 987	29 339	151	4 484	10	3
Veuve	291	91	41	159	0	0
Divorcée	7 590	3 345	270	3 973	2	0
Non mariée	19	10	0	9	0	0
Partenariat dissous	4	2	0	2	0	0

Source: BEVNAT
Renseignements: Centre d'information, section Démographie et migration, 058 463 67 11, info.dem@bfs.admin.ch
© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse

Statistique 1 : Mariages selon l'état civil de chacun des partenaires avant le mariage, en 2014
Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

3.2.1.2 PROTECTION DU MARIAGE

Contracter un mariage n'est pas sans conséquence : chaque époux s'engage dans un certain nombre de domaines (Confédération suisse, 2014).

- Engagement mutuel à la prospérité de l'union conjugale
- Engagement mutuel à l'entretien de la famille
- Engagement mutuel à la fidélité et à l'assistance.

Au contraire, le mariage donne également accès pour chacun des époux à un certain nombre de droits et de protections dans divers domaines : pour l'AVS par exemple, il y aura un partage des cotisations entre les époux (si un·e des conjoint·e·s ne travaille pas, l'autre cotise pour lui) ainsi qu'une rente de veuf ou veuve en cas de décès de l'un·e des époux.

3.2.2 DEFINITION DU DIVORCE

Toujours selon le Robert Collège de 2005, le divorce est la « *Rupture légale du mariage civil, du vivant des époux* ». Les conditions en Suisse sont également réglées par le Code Civil (chapitre 4 : du divorce de la séparation de corps), qui nous dit que le divorce peut être demandé de plusieurs manières :

- **Sur requête commune** : les deux époux consentent au divorce et produisent, de ce fait, une convention complète sur les effets de leur divorce. Cette manière de divorcer est de loin la plus rapide et économique. Actuellement, plus de 90% des divorces en Suisse se font par requête commune (CDR divorce.ch Sàrl).
- **Avec un accord partiel** : les époux confient au juge le soin de régler les effets du divorce sur lesquels subsiste un désaccord.

Ces deux premières manières d'invoquer le divorce représentent plus de 90% de la totalité des divorces en Suisse. La dernière manière fait quant à elle référence aux divorces dits « conflictuels » :

- **Sur demande unilatérale** : il s'agit d'une demande faite par l'un des époux et refusée par l'autre. Dans cette situation, la requête ne peut être ratifiée et un délai de deux ans, avec séparation de corps (les époux doivent vivre séparément) est nécessaire pour que le divorce soit prononcé. Néanmoins, « *un époux peut demander le divorce avant l'expiration du délai de deux ans, lorsque des motifs sérieux qui ne lui sont pas imputables rendent la continuation du mariage insupportable* » (article 115 du Code Civil Suisse 2014).

Ces différentes procédures sont complexes et le droit suisse a mis en place une législation importante autour du divorce, qui vise à protéger les deux parties et leurs éventuels enfants. Les procédures sont bien souvent longues en cas de conflit, mais nous n'allons pas trop nous attarder sur ceci, car cette thématique n'est pas l'objet de la recherche.

3.2.3 HISTORIQUE DU DIVORCE

« Les lois sont la résultante d'un constant ajustement entre le pouvoir et la façon dont les individus vivent à un moment donné leurs rapports sociaux et privés, elles sont fonction du cadre religieux, philosophique, culturel dans lequel ils baignent, ce qui explique leur diversité dans le temps et dans l'espace. » (Holstein, 1996, p. 6)

Cette citation justifie à elle seule la présence de l'historique du divorce dans le cadre théorique de cette recherche. En effet, elle démontre bien que toute problématique s'inscrit dans un contexte bien particulier et évolue dans le temps : il est donc essentiel, pour la création d'une prestation réduisant le risque de pauvreté après un divorce de non seulement prendre connaissance du contexte actuel, mais également d'investiguer le passé pour comprendre l'évolution de la problématique et de ses enjeux historiques.

Pour explorer le divorce, Colette Holstein (1996), dont est tirée la citation introduisant le chapitre, montre bien l'historique du divorce et la manière dont sa perception a évolué dans nos sociétés occidentales, et plus spécifiquement en France. Ci-dessous, vous trouverez un bref résumé de l'historique du divorce à partir du 20^{ème} siècle, mais si vous souhaitez en savoir davantage, vous trouverez l'entier de l'historique en annexe (voir Annexe A).

En Suisse, le premier droit du divorce remonte à 1907. A cette époque, lorsqu'un divorce était prononcé, le juge invoquait la notion d'époux « innocent » ou « coupable ». Ceci signifiait que l'époux qui provoquait le divorce était dans l'obligation de subvenir aux besoins de l'époux lésé. Mais, durant tout le siècle, et particulièrement à partir des années 1970, la place de la femme commença à changer (mouvements d'émancipation). Dès lors, elle n'était plus assignée à la seule mise au monde et à l'éducation des enfants, mais également à une autre ouverture au monde : elle avait donc, tout comme l'homme, droit à sa liberté individuelle. Cela entraîna un changement considérable dans la pensée collective et les droits des personnes et de la famille n'échappèrent pas à cette véritable révolution. La notion de famille fut totalement bouleversée : la famille qui avait à la base une visée d'unité dirigée par une autorité patriarcale devint alors une unité de consommation et d'aide mutuelle.

Les structures familiales et notamment la répartition des rôles dans le couple se virent alors totalement bousculées. Alors que le mariage avait auparavant des visées de reproduction, il s'associait désormais à une notion de liberté individuelle : être heureux en se mariant avec la personne que l'on aime. Dès lors, il devint évident que si l'amour n'était plus présent, la possibilité de divorcer devait exister. De plus, avec l'inscription du principe de l'égalité des sexes dans le droit suisse dès l'année 1981, la conséquence fut, qu'en cas de divorce, chaque époux se devait une entraide financière mutuelle. Ceci eut pour conséquence de mettre hommes et femmes sur le même pied d'égalité, avec les mêmes droits, mais également les mêmes devoirs.

Le nouveau droit sur le divorce, toujours actuellement en vigueur, fut introduit dans le Code Civil suisse le premier janvier 2000. Il y eut certes des modifications du droit du nom en 2013, mais aucune conséquence directe sur le divorce n'est à recenser, si ce n'est que le législateur a assoupli les démarches pour changer de nom après un divorce. Alors que jusque-là, la notion de faute prévalait dans l'invocation du divorce, dès cette date, elle disparut pour laisser place à la notion d'échec. Ce nouveau droit marqua donc un changement idéologique de taille : il considère que le divorce est un acte qui fait appel à la responsabilité individuelle de chacun·e. Il incite donc les époux à trouver eux-mêmes des solutions à l'amiable pour régler leurs conflits, tout en renforçant la protection de l'enfant.

L'histoire du divorce montre que la perception de ce dernier a passablement évolué au fil des siècles. Autrefois très mal vu – il faut dire que les principes religieux étaient plus imprégnés dans la société –, il fait aujourd'hui partie du quotidien. En revanche, je doute qu'il soit encore totalement assumé par la société et c'est donc pour cette raison, selon moi, que le phénomène n'a pas été problématisé et investi politiquement.

L'instauration du nouveau droit du divorce en Suisse est également particulièrement importante pour ce travail de recherche, car les changements idéologiques peuvent justifier certaines réticences des milieux politiques pour la couverture du risque lié à la précarisation des ménages suite à un divorce.

3.2.4 MESURES LEGALES AUTOUR DU DIVORCE

Une fois que le divorce est prononcé, un certain nombre de choses se mettent en marche. Les informations ci-dessous sont tirées du Code Civil suisse (article 121 à 133) :

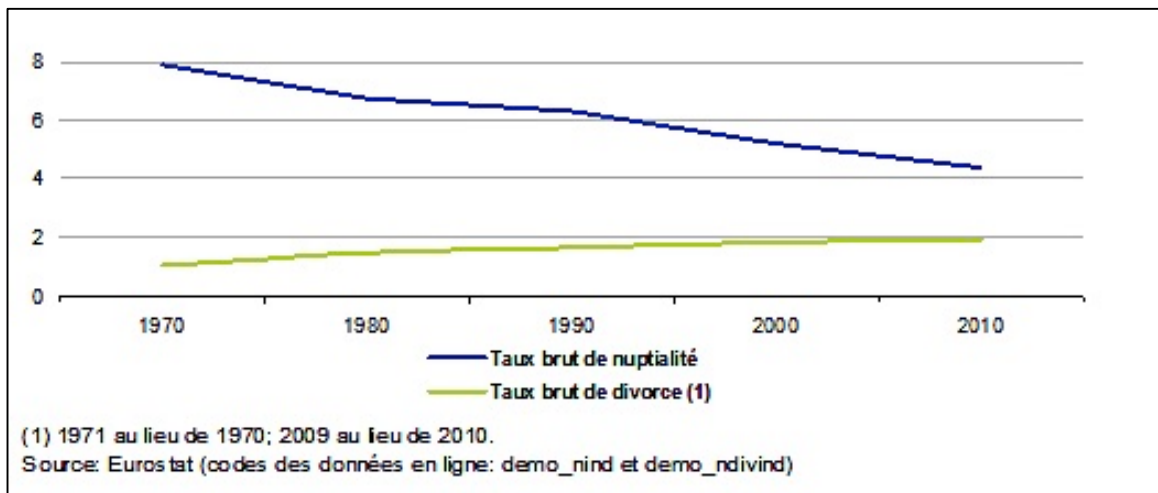
- **Logement** : il est attribué en fonction de la situation, mais, bien souvent, le parent à qui est attribuée la garde des enfants conserve le contrat de bail portant sur le logement de la famille. L'épouse ou l'époux qui n'est plus locataire répond alors solidairement du loyer jusqu'à l'expiration du bail ou jusqu'au terme de congé prévu par le contrat ou la loi, mais dans tous les cas pour deux ans au plus. Dans le cas où sa responsabilité a été engagée pour le paiement du loyer, elle ou il peut compenser le montant versé avec la contribution d'entretien due à l'autre conjoint.
- **Prévoyance professionnelle** : Si aucun cas de prévoyance particulière n'est survenu et qu'au moins un des deux époux est affilié à une institution de prévoyance, chaque époux a droit à la moitié de la prestation de sortie de son conjoint calculée pour la durée du mariage. Si les conjoints ont réciproquement un avoir de prévoyance, seule la différence entre les deux créances doit être partagée. Par convention, l'époux peut renoncer en tout ou partie à son droit, pour autant qu'il puisse bénéficier d'une autre prévoyance vieillesse et invalidité équivalente.
- **Sort des enfants** : Le juge attribue l'autorité parentale à l'un des parents et fixe le droit de garde de l'enfant ainsi que la contribution d'entretien¹ due pour ce dernier. En effet, habituellement, les parents assument l'entretien de l'enfant en nature (soins, éducation, etc.) à travers les soins et l'éducation qu'ils lui fournissent. Il est donc normal que, suite à un divorce, le parent qui ne vit plus avec son enfant doive participer, solidairement avec son conjoint qui continue à fournir sa prestation en nature, à l'entretien de cet enfant. Lorsqu'il attribue l'autorité parentale et décide du droit de garde, le juge prend en considération toutes les circonstances importantes pour le bien de l'enfant, une éventuelle requête commune des parents et, si possible, l'avis de l'enfant. Il peut également décider d'une garde partagée, pour autant que les parents signent une convention qui détermine leur participation à la prise en charge de l'enfant.
- **Entretien après le divorce** : Le conjoint doit une contribution équitable à son conjoint qui ne peut subvenir seul à son entretien. La contribution d'entretien s'applique donc non seulement aux enfants, mais également au conjoint qui n'arrive pas à subvenir seul à ses propres besoins. Pour décider si une contribution d'entretien est allouée et pour en fixer, le cas échéant, le montant et la durée, le juge se base sur les éléments suivants : la répartition des tâches pendant le mariage, la durée du mariage, le niveau de vie des époux pendant le mariage, l'âge et l'état de santé des époux, les revenus et la fortune des époux, l'ampleur et la prise en charge des enfants qui doit encore être assurée, la formation professionnelle et la perspective de gain des époux ainsi que des attentes de l'assurance-vieillesse et survivants et de la prévoyance professionnelle. Le refus d'allocation d'une

¹ Selon le guide social romand (Artias et les cantons romands, 2014), les contributions d'entretien correspondent à la prestation en argent que fournit le parent qui ne vit plus avec son enfant suite à un divorce.

contribution peut être décrétée par le juge quand elle s'avère inéquitable. La contribution d'entretien s'alloue sous forme de rente et le juge fixe le moment à partir duquel elle est due. Il peut également augmenter ou réduire la contribution d'entretien en fonction de l'évolution du coût de la vie. Bien que tout ceci paraisse comme assez juste, il est souvent vécu comme une injustice pour le conjoint qui doit payer pour un foyer au sein duquel il ne vit plus et, même pire, pour un ex-époux qu'il n'aime plus. Ainsi, il arrive régulièrement que le parent débiteur ne s'acquitte pas de cette contribution d'entretien. C'est alors qu'intervient l'ORAPA (Office Cantonal de Recouvrement et d'Avances des Pensions Alimentaires). Cet organe prend en charge le recouvrement et les avances sur les pensions alimentaires pour ne pas laisser le parent créancier et son enfant sur la paille. Il se charge également de l'ensemble des démarches administratives et juridiques nécessaires pour faire valoir les droits du parent créancier. Ce dernier ne devra par conséquent pas rembourser le montant des avances, car ce dernier est à charge du parent débiteur.

3.2.5 STATISTIQUES DU DIVORCE

Depuis les années 1970, nous assistons, en Europe, à une explosion du nombre de divorces, comme le montre le graphique (voir Statistique 2) ci-dessous.



Statistique 2 : Taux brut de nuptialité² et de divortialité³ en Europe
Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

Ainsi, alors que le phénomène était autrefois marginal, il est devenu, en quelques dizaines d'années un fait de société banal, avec les conséquences que nous connaissons :

« Un divorce a des conséquences financières à divers niveaux. Une procédure de divorce peut s'avérer très coûteuse, en particulier si les deux parties ne s'entendent pas sur des points importants de la convention de divorce. Les coûts supplémentaires engendrés par la séparation du ménage prennent une importance beaucoup plus grande. Les frais fixes sont doublés. Au lieu d'un loyer, d'un raccordement téléphonique et d'un abonnement de journal, il s'agit désormais d'en payer deux. Soumis à cette pression des coûts, les divorcés augmentent dans la mesure du possible le degré d'emploi. Là où ce n'est pas possible, par exemple pour des raisons de garde d'enfants, une diminution du standard de vie est inéluctable » (Kehrli & Knöpfel, 2007, p. 95).

De plus, lors d'un divorce, la présence d'enfants communs complexifie encore plus la situation. La mère, à laquelle le droit de garde des enfants – depuis le 1^{er} juillet 2014, l'autorité parentale reste conjointe après le divorce, à moins que des motifs importants imposent qu'elle soit attribuée à l'un des deux parents – est attribué dans près de 60% des cas (Office Fédéral de la Statistique, 2008), doit subitement organiser seule la garde des enfants, ce qui a pour conséquence une modification considérable du budget et de la gestion du temps. Bien que l'autre parent doive verser pour chaque enfant une pension alimentaire, ce n'est souvent pas suffisant pour subvenir à l'entier de ses besoins. Ce

² Le taux brut de nuptialité correspond au nombre total de mariages enregistrés au cours de l'année sur la population résidente permanente moyenne.

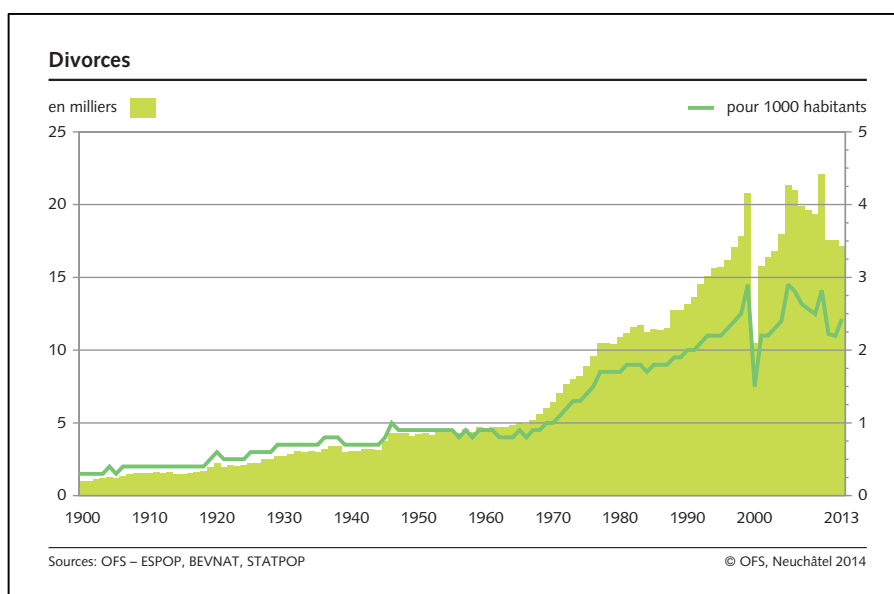
³ Le taux brut de divortialité correspond au nombre total de divorces enregistrés au cours de l'année sur la population résidente permanente moyenne.

d'autant plus que cette pension dépend de la situation économique du parent débiteur. « *Si le revenu de ce dernier est inférieur au minimum vital fixé par le droit des poursuites, le parent concerné n'a pas à payer de pension alimentaire pour l'enfant* » (Knöpfel & Schuwey, 2014, p. 111) et les services sociaux doivent voler au secours de la famille monoparentale. En 2014, selon l'OFS, sur les 16'737 divorces prononcés en Suisse (voir ci-dessous), 7456 concernaient des divorces avec enfants mineurs (soit 44,5%). Ainsi, ils étaient 11'979 (1359 entre 0 et 4 ans / 3900 entre 5 et 9 ans / 3893 entre 10 et 14 ans / 2827 entre 15 et 18 ans) en 2014.

Cependant, le graphique nous montre également que le nombre de divorces a tendance à se stabiliser depuis une décennie. Au contraire, nous assistons à une baisse considérable des mariages en Europe, ce qui n'est par contre pas le cas en Suisse (voir chapitre 3.2.1.1).

Plus spécifiquement, le graphique ci-dessous (voir Statistique 3) met également en évidence l'augmentation exponentielle des divorces en Suisse depuis les années 1900, et particulièrement entre 1970 et aujourd'hui. Ainsi, alors qu'il y eut uniquement 10'910 divorces prononcés en Suisse en 1980 (soit un divorce pour 3,2 mariages), l'Office Fédéral de la Statistique a recensé 16'737 divorces en 2014 (soit un divorce pour 2,5 mariages). Ainsi, selon l'OFS, l'indicateur conjoncturel de divortialité⁴ nous indique que le taux de divorce a atteint 40,9% en 2014. Ceci signifie que presque 41 couples sur 100 sont amenés à divorcer si le comportement à l'égard du divorce ne change pas.

La chute vertigineuse des divorces durant l'année 2000 correspond à l'apparition du nouveau droit du divorce, qui a énormément complexifié les conditions pour pouvoir divorcer (voir chapitre 2.1.3 : Histoire du divorce).



Statistique 3 : Evolution des divorces en Suisse
Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

⁴ L'indicateur conjoncturel de divortialité correspond à la proportion de mariages dissous par divorce à chaque durée de mariage, aux conditions de divortialité observées durant l'année considérée

3.3 LA PAUVRETE

Cette partie du travail aborde la notion de pauvreté et les différents enjeux qui y sont associés. En effet, avant de parler de pauvreté dans le cadre du divorce, il est nécessaire de comprendre ce que cette notion signifie et dans quelle mesure elle peut s'appliquer au divorce.

Le terme « pauvreté » est un terme qui ne veut plus rien dire actuellement, tant les rapports à cette notion sont différents selon les valeurs, la culture ou encore les normes en vigueur... Ainsi, lorsque nous parlons de pauvreté en Suisse, nous ne parlons pas de la même pauvreté que dans les pays en voie de développement.

Dans diverses études menées par l'OFS, il est possible de voir que la thématique de la pauvreté occupe une place importante dans les débats politiques actuels et est même souvent déterminante pour instituer un problème social à partir d'un phénomène. En ce qui concerne ce travail de recherche, nous allons essentiellement nous concentrer sur la pauvreté chez les familles monoparentales ainsi que chez les personnes seules. Plusieurs conférences et études ont été menées dans ce cadre, permettant ainsi de saisir l'ampleur des dégâts : ces deux groupes de population sont extrêmement touchés par la pauvreté en Suisse.

3.3.1 DEFINITION

D'un point de vue général, selon la définition de l'ONU, une personne est pauvre lorsqu'elle a moins de deux dollars par jour pour vivre. Cette définition se base bien entendu sur une notion absolue – lutte pour la survie – de la pauvreté. En Suisse, ce type de pauvreté n'existe pas : la pauvreté doit donc être appréhendée comme un phénomène relatif en lien avec le niveau de vie de la population globale. Il y a donc autant de définitions de la pauvreté et de seuils de pauvreté que d'acteurs de la sécurité sociale (comme nous le verrons plus bas). Le montant du soutien dont un ménage bénéficie dépend donc exclusivement du minimum vital sur lequel s'appuie la prestation concernée.

Etant donné que la pauvreté est mesurée par l'OFS sur la base du minimum vital social recommandé par la CSIAS, sa définition me semble la plus adéquate :

« La pauvreté en tant que phénomène relatif désigne un déficit dans les domaines importants de la vie tels que logement, nourriture, santé, formation, travail et contacts sociaux. On parle d'indigence lorsqu'un ménage n'est pas en mesure de générer par ses propres forces les ressources nécessaires à l'entretien ou lorsque, après déduction des cotisations aux assurances sociales et des impôts, le revenu du ménage est inférieur au minimum vital social » (CSIAS, 2015, p. 2).

Ce minimum vital social vise, en plus de la survie, une dimension de participation à la vie sociale et active. « Il s'agit d'éviter l'exclusion, la précarité, la criminalité, la formation de ghettos et de contribuer ainsi fortement à la lutte contre la pauvreté ainsi qu'au maintien de la paix sociale » (CSIAS, 2005, pp. A.2-2). Ainsi, en plus de la couverture des besoins matériels de base, le minimum vital social comprend également des prestations en lien avec l'intégration, la garde d'enfants ou des dépenses professionnelles. Actuellement, il s'élève à 986 CHF pour une personne seule, 1509 CHF pour une famille monoparentale avec un enfant

et à 2110 CHF pour deux adultes avec deux enfants. Cette définition de la pauvreté met également en évidence le fait qu'il est impossible de parler de pauvreté, en faisant abstraction du contexte sociétal dans laquelle elle s'insère. En effet, en plus du côté matériel, la pauvreté comprend également un aspect immatériel, soit l'exclusion de la société qui limite les possibilités d'épanouissement personnel. Il est donc primordial, avant d'en parler, de saisir ce que signifie le terme « pauvreté » dans le lieu et la période étudiés.

Il est aussi nécessaire de mentionner que les termes « précarité » et « pauvreté », bien qu'ils soient souvent utilisés pour signifier les mêmes choses, n'ont en fait pas la même signification. En effet, *« la notion de précarité comme " pauvreté potentielle " (donc distincte de la pauvreté) inclut l'idée d'instabilité (par exemple du revenu, lorsqu'il est sujet à oscillations imprévisibles) et de fragilité (manque de pouvoir contractuel, par exemple) »* (Marazzi, s.d.). Pour ma recherche, j'ai décidé de garder en tête les deux notions (pauvreté et précarité), car, selon moi, les idées d'instabilité et de fragilité sont certes intéressantes, mais elles ne mettent pas assez le doigt sur l'ampleur du problème.

Bien que cette définition de la CSIAS donne certaines balises, il est néanmoins important de resituer la notion de pauvreté par rapport aux différents termes qui lui sont généralement associés. Les définitions ci-dessous sont issues des diverses lectures effectuées dans le cadre de la réalisation de ce travail.

3.3.1.1 PAUVRETE ABSOLUE ET PAUVRETE RELATIVE

La première est une pauvreté qui touche les besoins physiologiques⁵ (ou primaires) des personnes qui sont atteintes. Au contraire, la pauvreté relative concerne plutôt le besoin d'appartenance à un groupe. La personne souffrant de pauvreté relative se considère ainsi comme pauvre en comparaison avec les personnes qui l'entourent. C'est pourquoi, les termes « d'exclusion sociale » sont régulièrement associés à la pauvreté relative, car les personnes en question ne sont pas en mesure d'accéder aux mêmes choses que leurs pairs.

3.3.1.2 PAUVRETE OBJECTIVE ET SUBJECTIVE

Dans la pauvreté relative, il existe également une différence entre pauvreté objective et subjective. La pauvreté objective est une pauvreté qui touche la norme. Les personnes concernées sont touchées par la pauvreté en comparaison avec une norme sociale donnée, comme par exemple vivre en dessous du minimum vital. Cette approche est relativement dangereuse et ne représente pas forcément la réalité : elle ne tient, par exemple, pas compte des familles de classe moyenne, au sein desquelles les ressources financières sont certes suffisantes pour subvenir aux besoins vitaux, mais qui se retrouvent exclues de la société, car elles n'ont pas assez de moyens pour participer activement à la vie sociale. A titre d'exemple, nous pourrions citer une famille qui ne peut pas inviter des amis à la maison en raison de son budget.

⁵ Boire, manger, dormir et besoin de sécurité : des concepts notamment développés par Abraham Maslow, psychologue américain du 20^{ème} siècle.

La pauvreté subjective, quant à elle, repose sur un sentiment subjectif des personnes qui sont concernées : mon voisin possède deux voitures, une maison et moi je suis locataire sans voiture (exemple illustratif).

Le graphique ci-dessous (voir Figure 1) résume les différents types de pauvreté abordés ci-dessus.

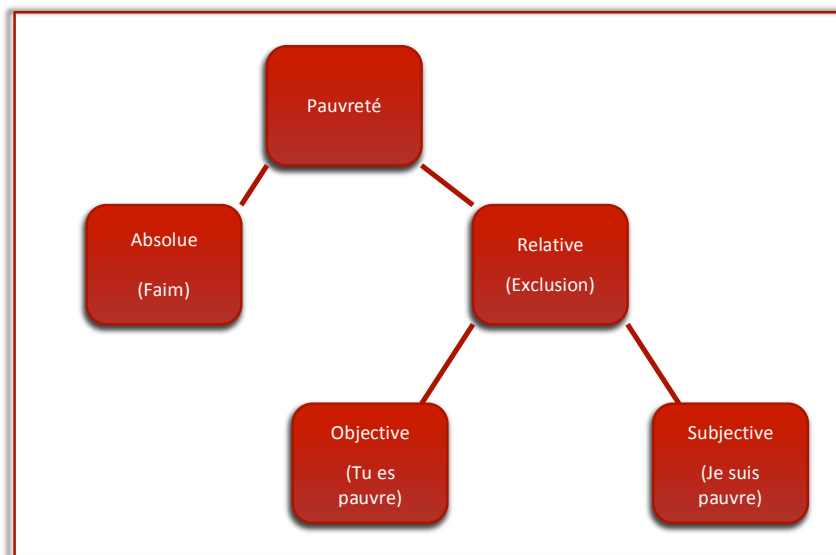


Figure 1 : Les différents types de pauvreté
Source : CARITAS, Manuel sur la pauvreté, 2007, p.24

3.3.2 LES SEUILS DE PAUVRETE

Tout d'abord, il est nécessaire de définir ce qu'est un seuil. Selon le Robert Collège de 2005, le seuil est une « *limite au-delà de laquelle se mettent en place de nouvelles conditions* ». Cette définition est particulièrement intéressante, car elle soulève à elle seule la problématique des effets de seuil qui sera explicitée ci-dessous. Selon cette définition, nous pourrions donc définir les seuils de pauvreté comme des montants qui désignent à quel moment une personne a le droit de bénéficier de prestations sociales, par exemple les subsides pour la caisse maladie. Ce seuil permet de simplifier le droit aux prestations sociales, mais constitue également un risque de paupérisation, en ne tenant pas compte de la situation complète des demandeurs.

Selon « Le manuel sur la pauvreté » (Kehrli & Knöpfel, 2007), les seuils de pauvreté peuvent être calculés de plusieurs manières :

- La première est de fixer un montant nécessaire (minimum vital social) à une personne pour vivre convenablement dans le pays en question. Il s'agit du seuil de pauvreté absolue.
- La seconde se détermine, conformément aux normes internationales, à 60% (Eurostat) ou à 50% (OCDE) du revenu disponible équivalent médian de la population, ce qui permet des comparaisons avec d'autres pays. Il s'agit du seuil de pauvreté relative.

Les seuils peuvent cependant biaiser la notion de pauvreté, car ils n'incluent pas les éléments relatifs à la vie sociale des individus, comme par exemple les activités que peuvent entreprendre les enfants en dehors de l'école, ou encore le fait de pouvoir inviter des amis pour manger à la maison. Ainsi, ils ne tiennent compte que des besoins primaires, définis plus haut dans le travail. Or, il est évident, comme expliqué dans le chapitre sur la différence entre pauvreté absolue et relative, que la pauvreté ne se situe pas exclusivement dans le fait de pouvoir satisfaire ses besoins primaires, mais également dans le fait de se sentir intégré dans la société dans laquelle la personne s'intègre. Autrement dit, la pauvreté absolue renvoie à un montant en-dessous duquel on ne peut pas subvenir aux besoins primaires, alors que la pauvreté relative renvoie à une notion d'égalité et de justice sociale.

En ce qui concerne la Suisse, comme déjà mentionné plus haut, le seuil de pauvreté absolue n'est plus utilisé, puisque ce type de pauvreté n'existe plus dans les pays industrialisés, suite à l'instauration des systèmes assurantiels (assurances chômage, invalidité et vieillesse ou encore l'aide sociale), qui luttent activement contre la pauvreté. Au contraire, dans les pays en voie de développement, les situations de pauvreté absolue sont encore bien présentes. L'exception en Suisse se situe dans le calcul au droit de prestation pour les requérants d'asile, chez qui un tel seuil est encore utilisé (aide d'urgence).

Pour la population résidente permanente suisse, une autre base de calcul est entreprise pour donner le droit aux prestations sociales. En effet, le seuil de pauvreté se traduit par trois grands seuils différents :

- La Conférence Suisse des Institutions d'Action Sociale (CSIAS) propose un minimum vital qui sert de référence pour certains cantons en matière d'aide sociale. Actuellement, il s'élève à CHF 986.- / mois pour une personne vivant seule.
- Le minimum vital fixé par les prestations complémentaires de l'AVS, AI. Actuellement, il s'élève à CHF 1587.50.-/ mois pour une personne vivant seule.
- Le minimum vital fixé par l'Office des Poursuites (droit des poursuites). Actuellement, il s'élève à CHF 1'100.-/ mois pour une personne vivant seule.

Ces trois organisations ne se basent pas sur les mêmes chiffres, ce qui démontre bel et bien la complexité d'élaborer un seuil universel qui corresponde à toutes les normes. Cette constatation permet de visualiser par des faits tangibles qu'il est très compliqué d'instaurer une norme unique applicable dans toutes les situations concernant la pauvreté.

3.3.3 LES EFFETS DE SEUIL

Dans la plupart des cas, il est possible de parler d'effet de seuil lorsqu'une augmentation de salaire a pour conséquence de diminuer une prestation sociale. Cela peut entraîner des situations de pauvreté extrême : prenons l'exemple d'une famille qui bénéficie d'une bourse d'études pour leur fille. L'année suivante, le père voit son salaire augmenter de CHF 100.00 par mois, ce qui a pour conséquence de dépasser le seuil autorisé pour l'obtention d'une bourse. Ainsi, pour une différence minime de salaire, le service en question n'accorde plus la prestation et laisse les personnes dans une situation très compliquée, car leur revenu n'est tout de même pas suffisant pour faire face à toutes les dépenses du quotidien. Ainsi, c'est ce seuil de pauvreté qui donnera accès ou non aux prestations sociales, avec tous les effets

néfastes qu'on lui connaît. Pour contrer ce phénomène, différents outils ont été développés, mais ils ne sont pas appliqués de la même manière dans tous les services et les cantons. L'exemple des prestations complémentaires, dont l'application diffère passablement selon les cantons, vient confirmer de tels propos.

3.3.4 LA PAUVRETE EN SUISSE

La pauvreté en Suisse reste un sujet délicat et très tabou, car elle fait référence à une notion que les pays développés cherchent à éradiquer. Comme déjà mentionné plus haut, il n'existe pratiquement plus de pauvreté absolue en Suisse, car la Constitution Fédérale protège les citoyen-ne-s suisses avec l'article 12, qui stipule que celui qui est dans une situation de détresse « *a le droit d'être aidé, assisté et de recevoir des indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine* ».

Au contraire, la pauvreté relative existe bel et bien, comme le confirme l'affirmation suivante tirée du site de l'Office Fédéral de la Statistique :

« Personne ne meurt de faim ou de maladies aisément traitables en Suisse, contrairement à ce qui se passe dans beaucoup de pays sur terre. Parler de pauvreté en Suisse revient donc à essayer de situer un niveau de revenu permettant certes de couvrir les dépenses pour l'alimentation, l'habillement, le logement et les soins médicaux, mais ne permettant toutefois pas d'assurer les dépenses nécessaires à une pleine participation à la vie sociale » (Office Fédéral de la Statistique, 2007).

Cette phrase nous démontre bien toute la difficulté à cerner la pauvreté en Suisse. En effet, que veut dire exactement « *pleine participation à la vie sociale* » ? N'est-ce pas une notion totalement subjective ? Ceci peut justifier les différences de seuils de pauvreté évoquées dans le sous-chapitre précédent.

S'ajoutent à ces différences d'appréciation les effets de seuil, définis ci-dessus, qui complexifient encore plus l'appréhension de la pauvreté en Suisse et son système assurantiel, perpétuant ainsi certaines inégalités sociales. De fait, certaines familles, ou personnes, qui se trouvent au-dessus du seuil, peuvent tout de même se trouver dans une situation de pauvreté, bien qu'elles ne soient pas reconnues comme telles dans les statistiques suisses.

Pour CARITAS (Knöpfel & Schuwey, 2014), même si la Suisse fait partie des pays les plus riches au monde, le problème de la pauvreté est bien présent, malgré des apparences plutôt trompeuses. Cette pauvreté repose en partie sur les inégalités de salaires et de la fortune entre les habitant-e-s suisses. En effet, il existe également un problème avec l'imposition à la fortune en Suisse : une personne ayant énormément d'argent ne sera proportionnellement pas beaucoup plus taxée (montants plafonnés à partir d'une certaine fortune) qu'une personne avec des ressources financières très limitées. Ceci perpétue par conséquent les inégalités.

La problématique du divorce peut donc amener à des situations de pauvreté relative qui, à terme, peuvent amener les personnes concernées à être exclues socialement.

3.4 LE DIVORCE ET LA PAUVRETE

Les deux thématiques ayant été traitées séparément, il est désormais pertinent de les croiser, car c'est précisément cette combinaison qui se trouve au centre de la question de recherche.

Comme vu précédemment, en Suisse, le fait que les gens divorcent ne constitue pas un problème en soi. En revanche, ce qui est problématique, c'est la précarisation de leur situation à la suite du divorce. Ceci est d'autant plus préoccupant que le phénomène du divorce tend à augmenter depuis quelques décennies, comme le confirment les chiffres de l'OFS (voir chapitre 4.2.4). Ainsi, en 2012, ce n'est pas moins de 41.9% des mariages qui ont abouti à un divorce.

A ces chiffres vient encore s'ajouter une précarisation de la situation des ex-épouses et époux dans un grand nombre de cas, ce que relaient les statistiques de l'OFS dans le tableau ci-dessous (voir Statistique 4), qui montre que 5,7% des personnes divorcées touchent l'aide sociale, alors que 2,7% de toute la population la touche. Les divorcé-e-s sont donc sur-représenté-e-s parmi les bénéficiaires de l'aide sociale. Le risque de pauvreté touche donc plus fortement les personnes divorcées que les autres catégories d'état civil.

Bénéficiaires de l'aide sociale dès 18 ans selon l'état civil, en 2013		T 13.05.01.01.05
	Bénéficiaires de l'aide sociale	
	Proportion (%)	Taux d'aide sociale (%)
Total	100	2.7
Célibataire	41.9	3.7
Marié/e	36.6	1.9
Veuf/veuve	1.5	0.7
Divorcé/e	20.0	5.7
Remarques:		
<ul style="list-style-type: none"> - Dossiers ayant reçu une prestation durant la période d'enquête, sans les doubles comptages. Pour les autres membres de l'unité d'assistance, seules les prestations de type aide sociale régulière sont prises en compte. - Les personnes séparées et les personnes liées par un partenariat enregistré font partie de la catégorie "marié(e)". - Le taux d'aide sociale représente le rapport entre le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale et la population. - A la suite du changement de référence de la population résidente selon ESPOP à la population résidente permanente selon STATPOP en 2011, le taux d'aide sociale ne peut plus être comparé avec les années précédentes concernant les groupes d'âges et l'état civil. 		
Sources: OFS, Statistique de l'aide sociale 2013, STATPOP 2012		
© OFS		

Statistique 4 : Bénéficiaires de l'aide sociale dès 18 ans selon l'état civil, en 2013

Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

De plus, le divorce va de paire avec la situation familiale monoparentale dans un nombre important de cas. Or, être famille monoparentale constitue un facteur de risque non-négligeable pour la pauvreté en Suisse : « Quand l'un des parents (généralement la mère) assume seul la responsabilité de la garde des enfants après un divorce ou une séparation, le risque de pauvreté s'en trouve considérablement accru » (Knöpfel & Schuway, 2014, p. 110). En effet, ces familles représentent également une clientèle non-négligeable de l'aide sociale avec ses 19% en 2013 (voir Statistique 5).

Taux d'assistance selon la structure de l'unité d'assistance, en 2013			T 13.05.01.01.07
	Dossiers d'aide sociale		
	Taux d'assistance (%)	Proportion (%)	
Total pour les ménages privés	4.6	100	
Dossiers concernant 1 personne	...	64.8	
Familles monoparentales	18.8	19.0	
Couples avec enfant(s)	1.8	10.8	
Couples sans enfant	0.9	5.2	
Non attribuables	...	0.1	
Remarques: - Dossiers de ménages privés ayant reçu une prestation durant la période d'enquête, sans les doubles comptages. - Taux d'assistance: rapport entre le nombre d'unités d'assistance et le nombre de ménages privés selon le recensement de la population de l'année 2000. - ... = aucune information n'est disponible car les chiffres de référence pour la population manquent. - En raison des arrondis, il peut arriver que la somme des pourcentages ne s'élève pas exactement à 100% mais soit quelque peu supérieure ou inférieure.			
Sources: OFS, Statistique de l'aide sociale 2013, Relevé structurel 2012 © OFS			

Statistique 5 : Taux d'assistance selon la structure de l'unité d'assistance, en 2013
Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

Ceci est d'autant plus inquiétant que l'OFS mentionne que les familles monoparentales ont plus que doublé de 1970 à 2000 (de 36'000 à 90'000) et qu'elles se retrouvent bien souvent à l'aide sociale sur du long terme, puisqu'elles sont souvent confrontées à des difficultés en lien avec la réinsertion professionnelle et la garde des enfants (voir Statistique 6)

Durée d'octroi des dossiers actifs selon la structure de l'unité d'assistance, 2013							T 13.05.01.01.50
	Total (%)	Moins d'un an (%)	1-2 ans (%)	2-4 ans (%)	4-6 ans (%)	6 ans et plus (%)	
Total	100.0	32.4	19.5	21.9	10.7	15.6	
En institution, home	100.0	27.3	21.5	23.0	12.5	15.7	
Types de logements particuliers	100.0	39.8	22.6	19.7	8.2	9.7	
Ménages privés	100.0	32.5	19.3	21.9	10.6	15.8	
Dossiers concernant 1 personne	100.0	33.9	19.7	21.4	9.9	15.1	
Familles monoparentales	100.0	28.3	18.4	23.2	12.4	17.7	
Couples avec enfant(s)	100.0	31.7	18.9	22.1	11.3	16.0	
Couples sans enfant	100.0	31.9	17.9	22.2	11.1	17.0	
Remarque: - Dossiers actifs ayant reçu une prestation durant la deuxième partie de l'année, y compris les doubles comptages.							
Sources: OFS - Statistique de l'aide sociale 2013 © OFS							

Statistique 6 : Durée d'octroi des dossiers actifs, selon la structure de l'unité d'assistance, en 2013
Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

Mais plus que la proportion, c'est surtout le taux d'assistance qui nous intéresse. En effet, l'intérêt du taux d'assistance par rapport au taux d'aide sociale est qu'il se concentre sur les ménages et non plus sur les individus. Il montre que 18,8% des familles monoparentales sont bénéficiaires de l'aide sociale, contre seulement 4,6% de tous les ménages. Ceci soulève que au-delà des situations individuelles des personnes divorcées, la pauvreté est une réalité des familles monoparentales, ce qui renforce l'inquiétude importante que l'on peut avoir pour cette catégorie de la population, qui suscite énormément de débats dans le milieu de l'aide sociale à l'heure actuelle. En effet, en plus de toucher des personnes adultes, la problématique des familles monoparentales touche également des enfants, une population très fragile qui ne peut subvenir seule à ses propres besoins. Ainsi, au-delà de toucher la sphère des responsabilités familiales, elle vient également heurter le principe de responsabilité sociétale face à cette précarité. Ce n'est donc pas étonnant de voir les enfants à la première place des personnes au bénéfice de l'aide sociale, comme nous le confirme le « Manuel sur la pauvreté en Suisse » (Kehrli & Knöpfel, 2007, p. 107) et les statistiques de l'OFS (voir Statistique 6). En effet, avec 57,8% (catégorie 0 à 17 ans) en 2013, les enfants sont réellement touchés par la problématique des familles monoparentales. Or, *« chez les enfants, la pauvreté induit en premier lieu davantage de troubles alimentaires, de surpoids, de caries, de contacts fréquents et précoces avec les psychotropes et de pathologies psychiques. Beaucoup d'enfants en situation de pauvreté se sentent stressés et ont une mauvaise estime d'eux-mêmes »* (Knöpfel & Schuway, 2014, p. 129). Ce contexte peut donc favoriser une certaine reproduction sociale : les enfants qui ont grandi à l'aide sociale resteront des bénéficiaires de cette dernière une fois adultes. Ceci représente un risque extrêmement important pour la société.

Bénéficiaires de l'aide sociale selon la structure de l'unité d'assistance et la classe d'âge, 2013									
T 13.05.01.01.45									
Classes d'âge (proportion en %)									
Structure de l'unité d'assistance	Total	0-17 ans	18-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-55 ans	56-64 ans	65-79 ans	80+ ans
Total	100.0	29.6	12.0	16.5	16.6	15.7	8.5	0.7	0.4
En institution, home	100.0	32.3	18.2	12.2	10.7	9.4	5.0	4.0	8.2
Types de logement particuliers	100.0	9.7	20.4	22.9	20.2	17.3	8.4	1.0	0.2
Ménages privés	100.0	29.9	11.5	16.5	16.8	15.9	8.7	0.5	0.1
Dossiers concernant 1 personne	100.0	1.6	20.1	19.9	18.6	23.6	15.2	0.8	0.2
Familles monoparentales	100.0	57.8	6.9	13.7	14.3	6.7	0.7	0.0	0.0
Couples avec enfants	100.0	47.8	5.4	15.7	18.2	10.7	2.1	0.1	-
Couples sans enfant	100.0	0.1	5.9	12.2	12.0	33.9	32.9	2.9	0.2
Remarques: - Dossiers ayant reçu une prestation durant la période d'enquête, sans les doubles comptages. - 1.2% des cas sont des données manquantes ou ne peuvent être attribués à une catégorie existante. Sources: OFS - Statistique de l'aide sociale 2013 © OFS									

Statistique 7 : Bénéficiaires de l'aide sociale selon la structure de l'unité d'assistance et la classe d'âge, en 2013
Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

Mais quels sont exactement les facteurs qui influencent directement la précarité des personnes divorcées ? Tout d'abord, le prix du logement semble être une grosse difficulté. En effet, ces frais, qui étaient divisés par deux avant le divorce, se multiplient par le même nombre à la suite d'un divorce. Le travail constitue également un facteur important, puisque, bien souvent dans les couples, une personne travaille plus que l'autre, soit pour s'occuper des enfants, ou alors pour des questions d'organisation. Ainsi, au moment du divorce, il sera difficile pour la personne qui ne travaille pas, ou peu, de se réinsérer convenablement et rapidement dans le milieu professionnel. Ceci est d'autant plus complexe, lorsque des enfants en bas âge se trouvent liés à cette problématique, puisque la conciliation travail-famille est compliquée en raison de la faible autonomie des enfants. Ainsi, le divorce induit donc une multiplication des facteurs de risque de pauvreté, qui assemblés, peuvent s'avérer destructeurs.

Il est également à noter que les personnes vivant seules présentent également un risque élevé face à la pauvreté, comme l'affirment les données de la Statistique 5, qui stipulent que 64.8 % des dossiers de l'aide sociale concernent des personnes seules. Or, suite à un divorce, il n'est pas rare de se retrouver seul, soit parce que les enfants sont déjà grands, ou tout simplement parce que le couple n'avait pas eu d'enfants. On peut donc considérer qu'un certain nombre de personnes seules sont en fait des personnes divorcées. Malheureusement, aucun chiffre exact ne donne leur proportion.

En conclusion et au vu des observations qui précèdent, il semble évident que le divorce constitue un risque majeur de pauvreté. D'ailleurs, certains événements nous démontrent bien que cette problématique sociale est au cœur du débat politique actuellement. Ainsi, ces dernières années, beaucoup de débats (télévisés, à la radio, presse écrite)⁶ ont eu lieu, notamment avec la CSIAS, qui a donné une conférence à ce sujet en 2008. Ceci démontre bien que le problème n'est donc pas nouveau et inquiète de plus en plus la société.

En allant chercher dans la littérature, je me suis rendue compte qu'un certain nombre d'inégalités (entre conjoints) autour du divorce existaient et pouvaient en partie expliquer la précarisation des ménages divorcés. Etant donné que ces inégalités ne sont pas au centre de ma problématique, vous pourrez trouver un bref aperçu de mes observations en Annexe B.

⁶ 4 émissions du magazine « Temps Présent » en l'espace de deux ans / Enormément d'articles dans les journaux et magazines, notamment dans le magazine « Bilan ».

3.5 LE VEUVAGE

Dans le cadre de la problématique, analyser le veuvage paraît très intéressant, car il induit certaines caractéristiques similaires au divorce (solitude, potentiel appauvrissement, etc.), à la différence fondamentale que le veuvage est considéré comme un risque social. Il est donc pris en charge par la collectivité à travers le système assurantiel suisse.

Une brève définition du veuvage sera dans un premier temps exposée. Elle sera par la suite complétée par les statistiques suisses et par les différentes mesures de protection du système assurantiel suisse suite au veuvage.

3.5.1 DEFINITION

Selon le Robert Collège (Drivaud, 2005), le veuvage peut être défini comme la « *situation, état d'une personne dont le conjoint est mort.* »

3.5.2 HISTORIQUE

Analyser le développement de l'assurance veuvage semble particulièrement important dans le cadre du divorce, car cela permettra de mieux comprendre la méthodologie nécessaire à l'élaboration d'une prestation sociale qui aurait le même but, soit de couvrir un risque de pauvreté suite à une perte de revenu.

Les informations qui suivent sont tirées du « Manuel 1er pilier » du Centre d'information AVS/AI et du site « Histoire de la sécurité sociale » (ce site est publié par l'OFAS).

En Suisse, la première assurance liée au veuvage est entrée en vigueur en 1948, dans le cadre de l'Assurance-Vieillesse et Survivants (AVS). Cette nouvelle assurance remonte en réalité à bien plus longtemps, puisque le peuple et les Cantons acceptèrent déjà en 1925 la mise en place d'une telle assurance. La Confédération se vit ainsi chargée de l'introduire par la voie législative.

En juin 1931, les Chambres fédérales adoptèrent une loi d'exécution du nouvel article constitutionnel. Mais des opposants initièrent un référendum et cette loi fut rejetée par le peuple la même année. Par la suite, la crise économique et l'insécurité politique placèrent l'AVS en second plan.

Contrairement à ce qu'ils connurent durant la Première Guerre mondiale, les salarié·e·s bénéficièrent, durant la Seconde Guerre mondiale, d'un régime d'allocations pour perte de salaire et de gain (APG) qui couvrit les risques d'incapacité de gain liés à la guerre. C'est ce régime, introduit en 1940, qui servira de base, au niveau organisationnel et financier, à l'AVS. En effet, l'organisation et le financement n'étant plus contestés, on ne tarda pas à songer que cette œuvre de solidarité pourrait servir dans l'AVS une fois la paix rétablie. Ainsi, en 1944, le Conseil Fédéral chargea le Département Fédéral de l'Economie Publique de reprendre l'examen des possibilités de l'introduction d'une AVS fédérale.

Le Conseil Fédéral soumit aux Chambres, en 1946 déjà, un projet de loi. Ce dernier fut adopté la même année par l'Assemblée fédérale. Mais, de nouveau, un comité lança un référendum contre cette loi. La votation eut lieu le 6 juillet 1947 et ce fut à une majorité

écrasante que le peuple suisse adopta la loi sur l'AVS. Elle entra en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

L'instauration de l'AVS a donc pris du temps mais s'est avérée plus que nécessaire. Ainsi, c'est dans le contexte d'après Seconde Guerre Mondiale qu'elle a vu le jour, car elle répondait à un besoin. Mais pourquoi à cette période ?

Comme déjà abordé dans l'histoire de l'Etat Social, en 1942, le Plan Beveridge était publié au Royaume-Uni par son auteur, l'économiste William Henry Beveridge, qui avait été chargé par le gouvernement britannique d'analyser les systèmes de sécurité sociale. Ce plan dessinait un modèle dans lequel tous et toutes les citoyen-ne-s versaient une contribution hebdomadaire à une institution nationale et étaient ainsi assuré-e-s contre la maladie, l'invalidité et le chômage. Selon Beveridge, il appartenait à l'État de soutenir les citoyen-ne-s durant leur existence et de lutter contre les cinq « *grands maux* » qu'étaient la pauvreté, la maladie, l'ignorance, l'insalubrité et l'oisiveté. Le plan Beveridge rencontra un vif intérêt dans toute l'Europe et particulièrement en Suisse, mais se heurta rapidement au souci de respecter les spécificités nationales : il fut ainsi totalement incompatible avec le régime fédéraliste de la Suisse. En revanche, l'idée d'une assurance enchantait le peuple suisse qui fit pression sur le Gouvernement, particulièrement les femmes veuves qui n'arrivaient pas à subvenir aux besoins de leur famille. Ce dernier point est particulièrement intéressant pour la comparaison entre assurance veuvage et assurance divorce, car c'est bien la population la plus touchée par le phénomène du veuvage qui s'est rassemblée pour faire pression sur le milieu politique. Cette manière de faire, plus communément connue sous l'appellation « lobbying », est donc une piste à envisager pour la mise en place d'actions politiques contre la précarisation des ménages divorcés.

3.5.3 CHIFFRES

Selon les statistiques de l'OFS (2014), il y a actuellement environ 407'600 personnes veuves en Suisse, soit 4.9% de la population. Or, seules 138'000 ont touché une rente de veuf ou de veuve en 2014 (Office Fédéral des Assurances Sociales / OFAS, 2015), comme le démontre le tableau ci-dessous (voir Statistique 8).

	Nombre de bénéficiaires en début d'année	Entrées Nouvelles rentes de veuves/veufs	Rentes éteintes Total	Dont Sorties pour l'AV	Nombre de bénéficiaires à la fin de l'année
2011	120'600	10'200	6'100	4'300	124'700
2012	124'700	10'500	6'400	4'500	128'700
2013	128'700	10'700	6100	4100	138'000
2014	133'300	10'800	6100	4'100	138'000

Statistique 8 : Dynamique des rentes AVS, 2011-2014, rentes de veuves et veufs
Source (tableau refait) : <http://www.bsv.admin.ch/?lang=fr>

3.5.4 SITUATION ACTUELLE – MESURES AUTOMATIQUES

Actuellement, le veuvage est assuré « automatiquement » par deux assurances sociales : l'Assurance-Vieillesse et Survivants (AVS) et La Prévoyance Professionnelle (LPP). A noter que le terme automatique ne signifie pas que les ayant droits seront directement contactés par les assurances, mais ils devront eux-mêmes faire les démarches pour bénéficier des prestations de ces deux assurances.

3.5.4.1 ASSURANCE VIEILLESSE ET SURVIVANTS (AVS)

Le veuvage est assuré de manière automatique par l'AVS lorsque l'un des deux conjoint·e·s décède et que la personne veuve répond aux différents critères pour l'obtention de la rente. Une condition générale est néanmoins nécessaire pour toute prétention à l'octroi d'une rente de survivants : « *Vous avez droit à une rente de survivants seulement si la personne décédée pouvait justifier d'au moins une année entière de cotisation* » (Centre d'information AVS-AI, 2014). Néanmoins, si la personne décédée était assurée et que son conjoint a payé le double de la cotisation minimale (960 CHF) pendant au moins un an ou si la personne décédée pouvait justifier des Bonifications pour tâches éducatives (BE) ou des Bonifications pour tâches d'assistance (BA), la ou le survivant·e peut tout de même prétendre à une rente.

Il est néanmoins à noter que des différences existent au niveau des conditions d'octroi selon le sexe et l'état civil (marié·e ou divorcé·e). Les différentes situations envisageables sont présentées ci-dessous :

Conditions pour la rente de veuve en étant mariée

- Avoir un ou plusieurs enfants – l'âge n'est pas déterminant – lors du décès du conjoint, ou
- Avoir 45 ans révolus lors du décès du conjoint après avoir été mariée au moins pendant 5 ans.

Conditions pour la rente de veuve en étant divorcée

- Avoir des enfants et que le mariage dissout ait duré au moins 10 ans, ou ;
- Avoir plus de 45 ans lors du divorce et que le mariage dissout ait duré au moins 10 ans, ou ;
- Avoir un enfant dont l'âge ne dépasse pas 18 ans tout en ayant au moins 45 ans.

Les différences d'octroi entre mariée et divorcée sont intéressantes, car elles mettent évidence que la durée du mariage doit être plus longue pour les femmes divorcées.

Conditions pour rente de veuf en tant que marié ou divorcé

- Avoir des enfants de moins de 18 ans

Les orphelin·e·s ont eux aussi le droit à une rente d'orphelin afin d'assurer la couverture des besoins suite à une perte de revenu de l'un des deux parents décédé. Si les deux parents décèdent, ils ont droit à deux rentes. Néanmoins, une condition est nécessaire pour toucher cette rente : l'enfant doit avoir moins de 18 ans ou 25 ans s'il est en formation. Le droit à

une rente de survivants prend naissance le premier jour du mois qui suit le décès de l'un des parents.

De ce chapitre, il faut retenir que la différence de traitement femme mariée, femme divorcée et homme est criante. Elle reflète clairement des valeurs de l'ordre de la famille traditionnelle. Ceci pourra donc être un obstacle à la création d'une assurance divorce.

3.5.4.2 LOI SUR LA PREVOYANCE PROFESSIONNELLE (LPP)

Concernant la LPP, le veuvage est également assuré de manière automatique pour autant qu'une des conditions suivantes soient respectée :

- La ou le défunt-e était affilié-e à une institution de prévoyance à son décès ou au moment où l'incapacité de travail à l'origine du décès s'est déclarée, ou percevait une rente de vieillesse ou d'invalidité.
- La ou le conjoint-e survivant-e a des enfants à charge, ou est âgé-e de 45 ans au moins et a été marié-e pendant 5 ans au moins.
- Les personnes divorcées peuvent percevoir des prestations de survivants au décès de leur ex-conjoint-e si le mariage a duré au moins 10 ans et si elles ont bénéficié d'une rente ou d'une indemnité en capital en lieu et place d'une rente viagère, en vertu du jugement de divorce.

Le montant de la rente de veuf ou de veuve annuel équivaut au 60% de la rente d'invalidité qu'aurait pu toucher l'assuré-e (rente d'invalidité théorique). Si la ou le défunt-e percevait déjà une rente de vieillesse ou d'invalidité, le veuf ou la veuve perçoit le 60% de cette rente.

Si le veuf ou la veuve ne répond pas aux conditions d'octroi d'une rente, il ou elle se verra tout de même attribuer une allocation unique, sous la forme de trois rentes annuelles.

En ce qui concerne les orphelin-e-s, une condition doit également être respectée pour bénéficier d'une rente d'orphelins :

- Les enfants du défunt ou de la défunte (enfants recueillis inclus lorsque la ou le défunt-e était tenu-e de pourvoir à leur entretien) jusqu'à l'âge de 18 ans ou jusqu'à l'âge de 25 ans au plus tant que l'orphelin-e fait un apprentissage ou des études ou tant que l'orphelin-e, invalide à 70 % au moins, n'est pas encore capable d'exercer une activité lucrative.

En conclusion, un certain nombre de prestations existent pour assurer la perte du revenu de la personne qui est décédée afin de ne pas mettre les survivants en situation de pauvreté et ainsi leur assurer une sécurité financière pour la suite de leur quotidien. En revanche, le système semble être inégal en termes de genre et traduit essentiellement des valeurs de la famille traditionnelle. Il s'agit dès lors d'évaluer si un tel modèle pourrait s'appliquer par analogie au divorce, alors même que ce dernier ne répond pas tellement aux caractéristiques de la famille traditionnelle.

3.5.5 COMPARAISON ENTRE DIVORCE ET VEUVAGE

Ayant décidé de prendre le veuvage comme point de comparaison pour l'éventualité de la mise en place d'une assurance divorce, il semble intéressant de s'intéresser aux similitudes et aux différences qui séparent les deux situations.

Comme mentionné en introduction, une seule, mais grande, similitude est à recenser entre divorce et veuvage : les deux induisent des caractéristiques semblables, comme le fait de devoir assumer seul·e ce qui était assumé à deux auparavant.

La statistique ci-dessous (voir Statistique 9) démontre bien que le divorce semble être un phénomène social bien plus présent que celui du veuvage en Suisse. En effet, parmi la population résidente permanente suisse, soit 8'237'666 personnes, à la fin du mois d'août 2015, 669'047 personnes (8,1%) étaient divorcées, alors que 407'583 personnes (4,9%) étaient veuves.

Population résidente permanente selon l'état civil, le sexe et la catégorie de nationalité, au 31.12.2014			
<i>Résultats annuels définitifs</i>			
Etat civil	Total		
	Total	Homme	Femme
Total	8 237 666	4 073 880	4 163 786
Célibataire	3 593 986	1 908 190	1 685 796
Marié	3 551 926	1 795 312	1 756 614
Veuf	407 583	76 636	330 947
Divorcé	669 047	283 756	385 291
Non marié 2)	549	194	355
Lié par un partenariat enregistré	13 282	8 982	4 300
Partenariat dissous	1 132	723	409
Sans indication	161	87	74

1) Y c. apatride et sans indication

2) L'état civil "non marié" peut résulter d'une déclaration d'invalidité d'une union antérieure ou d'une déclaration de disparition de l'ancien conjoint.

Etat au 27.08.2015

Source: STATPOP

Renseignements: Centre d'information, section Démographie et migration, 058 463 67 11

© OFS - Encyclopédie statistique de la Suisse

Statistique 9 : Population résidente permanente, selon l'état civil, le sexe et la catégorie de nationalité, au 31.12.2014
Source : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

Mais alors pourquoi le divorce n'est-il pas assuré ? La réponse se trouve certainement dans les différences qui séparent le divorce du veuvage. De plus, selon moi, identifier ces différences est primordiale, car c'est sur ces dernières que s'appuieront les politiques pour construire ou non un problème social.

Une notion importante est au centre des différences qui séparent divorce et veuvage : celle de choix. Il suffit en effet de poser la question aux personnes qui nous entourent pour que cette notion ressorte instantanément. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre que « *c'est de la faute des époux s'ils divorcent : ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes* ». Pour illustrer cette notion de choix, revenons à nos deux situations. Le veuvage est la perte du conjoint qui n'est pas prévue à l'avance et qui ne découle d'aucune volonté individuelle. Le divorce est, quant à lui, associé à la notion de choix personnel, individuel de deux époux qui désirent

mettre fin à leur union en divorçant. Cette différence est centrale, car c'est souvent sur cette base que l'on définit le problème social et le risque assurantiel (cf. supra).

Les récentes évolutions du droit de la famille nous démontrent également que les notions de responsabilités individuelles sont mises en avant actuellement. En effet, avec la disparition de la notion de faute dans le divorce – avant ce changement, le juge cherchait absolument à savoir qui était le coupable de la rupture du couple –, le système juridique responsabilise au maximum les personnes. Cette notion de responsabilité individuelle reste néanmoins très floue, car elle est très difficilement objectivable. Or, elle est primordiale, car c'est elle qui va définir si la société assure un risque ou non.

Devant cette évolution, il est donc à réfléchir si le fait de divorcer est considéré comme une responsabilité individuelle, ou si la société, à travers ses organismes politiques, souhaite investir cette problématique.

Mais au vu de l'ampleur gigantesque que prend le divorce dans notre société, est-ce que ce phénomène ne porte aujourd'hui pas plus les caractéristiques d'une problématique sociétale plutôt qu'individuelle ? Pour répondre à cela, je me rappelle d'une image qui m'a beaucoup interpellée. Sur cette dernière figurait un couple de personnes âgées qui fêtaient leurs 80 ans de mariage. Le journaliste leur posait la question : « *Mais comment avez-vous fait pour vous aimer autant longtemps ?* ». La réponse du couple : « *Nous sommes issus d'une génération qui, lorsque nous cassons quelque chose, nous le réparons. Nous n'allons pas sans cesse acheter quelque chose de neuf* ». Devant une telle réaction, nous pourrions émettre l'hypothèse que l'individualisme et l'hédonisme, qui caractérisent désormais notre société, ont un rôle dans l'augmentation exponentielle du divorce durant ces dernières décennies. Dans ce cas, la société aurait peut-être un rôle à jouer dans la prévention de la précarisation des ménages divorcés.

3.6 LE DIVORCE : UN PROBLEME SOCIAL ?

A l'aide des nombreux éléments théoriques relevés ci-dessus, il est désormais possible de savoir partiellement si le divorce est actuellement un problème social ou non.

Pour rappel, pour qu'un phénomène soit reconnu comme problème social, elle doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- Les désavantages que cette problématique engendre ;
- Le nombre de personnes concernées ;
- Qu'il soit désirable et possible d'atténuer ;
- L'incompatibilité avec certaines valeurs ;
- Le problème est en voie de « construction », c'est-à-dire que son caractère problématique est relativement récent et qu'il convient aujourd'hui de le traiter

Afin de vérifier si le divorce est un problème social, je l'ai soumis aux conditions ci-dessus.

3.6.1 LES DESAVANTAGES QUE CETTE PROBLEMATIQUE ENGENDRE

L'ensemble du cadre théorique a mis en évidence que le divorce avait énormément de conséquences négatives :

- Les divorcé·e·s sont sur-représenté·e·s parmi les bénéficiaires de l'aide sociale : 5,7% des personnes divorcées touchent l'aide sociale, alors que 2,7% de toute la population y ont recours.
- Être famille monoparentale, une catégorie de famille qui peut résulter d'un divorce, constitue un facteur de risque non-négligeable pour la pauvreté en Suisse. Les chiffres de l'aide sociale, qui stipulent qu'en 2013 19% des bénéficiaires de l'aide sociale vivaient dans une famille monoparentale, sont d'ailleurs là pour étayer cet argument. Mais plus que la proportion, c'est surtout le taux d'assistance qui nous intéresse. Il montre que 18,8% des familles monoparentales étaient bénéficiaires de l'aide sociale, contre seulement 4,6% de tous les ménages.
- Le divorce touche une frange très fragile de la population : les enfants. En 2014, 11'979 enfants mineurs étaient concernés par un divorce. Ce n'est donc pas étonnant de les voir à la première place des personnes au bénéfice de l'aide sociale. En effet, 57,8% des enfants de 0 à 17 ans étaient bénéficiaires de prestations de l'aide sociale dans les familles monoparentales en 2013, ce qui démontre qu'ils sont réellement touchés par la problématique des divorces.

En plus de ces considérations purement économiques, le divorce a également des impacts sur la santé psychologique et parfois même physique des divorcé·e·s. Ceux-ci ont également des retombées financières importantes pour la société, d'autant plus quand l'on voit que les enfants des familles divorcées souffrent eux aussi de telles conséquences et qu'une certaine reproduction sociale s'observe dans l'aide sociale.

Cette caractéristique rejoint la notion de risque social (voir chapitre 3.1.1.3) défini comme « *l'éventualité d'un événement qui pourrait causer un dommage* ». Et comme vu dans ce même chapitre, cette notion est centrale dans le système assurantiel suisse, puisque c'est sur la base de cette dernière que les assurances se créent.

3.6.2 LE NOMBRE DE PERSONNES CONCERNEES

Les différents éléments théoriques mentionnés ci-dessus ont permis de mettre en évidence qu'entre 1970 et aujourd'hui, il y a eu une augmentation exponentielle des divorces en Suisse (10'910 divorces prononcés en Suisse en 1980, 16'737 divorces en 2014).

De plus, sur l'entier de la population résidente permanente suisse, soit 8'237'666 personnes à la fin du mois d'août 2015, 669'047 personnes étaient divorcées, soit 8,1% de la population. Cependant, ce chiffre est encore loin de cerner la véritable ampleur du phénomène du divorce, puisqu'il ne montre pas le nombre de personnes (les enfants mineurs notamment) touchées directement par le divorce.

Ces quelques données nous démontrent bien que le divorce touche de plus en plus de monde et constitue également un facteur de risque de pauvreté. Il est donc totalement envisageable de réfléchir à la manière la plus adéquate afin de prévenir ce risque social.

3.6.3 QU'IL SOIT DESIRABLE ET POSSIBLE D'ATTENUER

La question de la désirabilité renvoie précisément à ce que les politiques pensent : est-il désirable de leur point de vue d'atténuer les conséquences du divorce ? La réponse à cette question renvoie inévitablement aux valeurs qu'ils défendent. Pour ma part, au regard des coûts que le divorce implique pour la société (la population des divorcé-e-s est sur-représentée dans l'aide sociale) et du nombre de personnes qu'il touche, il me semble en effet désirable que la tendance du divorce diminue. Les entretiens auprès des politiques seront donc très intéressants et permettront de répondre à cette question de désirabilité.

Mais cela est-il réellement possible ? L'exemple du veuvage montre qu'il est effectivement possible d'atténuer les effets du divorce (en particulier la pauvreté) au travers d'un système assurantiel. Selon moi, au vu des similitudes que le divorce présente avec le veuvage, la création d'une assurance pourrait donc être une solution intéressante qui permettrait de limiter les risques de pauvreté liés au divorce. Il reste encore à définir la forme.

3.6.4 L'INCOMPATIBILITE AVEC CERTAINES VALEURS

C'est certainement là que se joue la volonté politique ou non d'investir la problématique du divorce. En effet, dans le cadre de ce dernier, un ensemble de valeurs viennent se heurter et c'est, je suppose, pour cette raison que rien n'a réellement, pour l'heure, été entrepris par le milieu politique.

Tout d'abord, même si à l'heure actuelle ils sont moins présents, je reste persuadée que les aspects religieux du divorce (au travers du mariage) jouent un rôle dans l'immobilisme face à cette problématique. En effet, notre société s'étant construite sur la base de valeurs judéo-chrétiennes, valeurs qui n'encouragent pas, voire « punissent », le divorce, il peut paraître évident qu'une certaine réticence à soutenir indirectement le divorce puisse encore exister à

l'heure actuelle. Pour ma part, je pense que les principes religieux ne doivent pas empêcher d'investir une problématique sociale importante, car l'idéal d'une société se trouve bien dans le bien-être et le bon-vivre de ses membres.

La notion de choix est également centrale. En effet, comme mentionné plus haut, le divorce, au contraire du veuvage, fait appel à cette dernière. Il est donc à prévoir que certains partis politiques s'appuieront sur elle pour justifier le fait de ne pas assurer le divorce.

La question de responsabilité individuelle ou collective est également centrale dans le cadre du divorce, car c'est sa réponse qui va permettre à la société, à travers ses organismes politiques, de prendre en charge cette problématique ou non. Pour ma part, au vu du nombre de personnes concernées et des coûts énormes qu'il implique pour la société, je suis convaincue qu'actuellement le divorce dépasse la simple notion de responsabilité individuelle et qu'il est donc nécessaire de le « traiter » au niveau sociétal.

Un dernier élément peut également avoir son poids dans la balance : les enfants. En effet, comme relevé plus haut, au-delà des adultes, le divorce touche également les enfants, une population très fragile qui ne peut subvenir seule à ses besoins. Ainsi, au-delà de toucher la sphère des responsabilités familiales, le divorce vient également heurter le principe de responsabilité sociétale face à cette précarité.

Le choix de certaines valeurs aux dépens d'autres permettra de déterminer si le divorce doit être assuré par le système assurantiel suisse. Le contexte (personnes politiques au pouvoir, autres problématiques sociales plus importantes, canton d'étude, temporalité, etc.) sera donc déterminant de la suite du projet.

3.6.5 LE PROBLEME EST EN VOIE DE « CONSTRUCTION »

La problématique du divorce ne semble pas forcément être en construction, puisque le phénomène existe depuis très longtemps, comme expliqué dans son historique. En revanche, sa construction comme problème social est plutôt récente et les multiples débats (dans les médias) actuels autour de cette thématique en sont une belle preuve. Les arguments qui seront avancés par les différents partis politiques constitueront une part de ce processus de construction d'un problème social.

En conclusion, il est possible de dire que le divorce semble bel et bien s'inscrire dans la définition du problème social, même si des questions restent encore ouvertes par rapport à l'incompatibilité avec certaines valeurs et la désirabilité politique d'atténuer ses conséquences négatives. C'est selon moi ces deux derniers points qui vont justifier ou non la mise à l'agenda politique de la problématique du divorce.

Pour ma part, je suis persuadée qu'au vu de l'évolution du divorce, il est impératif d'y porter une attention toute particulière en l'assurant dans le système assurantiel suisse. La prestation qui serait selon moi la plus à même de survenir au risque de pauvreté suite à un divorce est celle de l'assurance sociale publique, au vu des similitudes que nous avons pu établir en termes de conséquences entre veuvage et divorce. Pour mettre en place une telle assurance, je vais donc aller interroger des politicien-ne-s de différents partis, afin de voir si la problématique du divorce est déjà présente dans le débat politique ou si l'inscription de cette dernière pourrait être envisageable dans le contexte actuel.

4 METHODOLOGIE

Afin de répondre à la question de recherche, il a été nécessaire de fixer les aspects contextuels qui allaient l'entourer. Ainsi, différentes méthodes de récolte de données ont été analysées, pour trouver celle qui serait la plus adéquate. J'ai également dû analyser quel serait le terrain de recherche qui serait le plus à même de donner les informations recherchées.

4.1 POPULATION CONCERNEE ET TERRAIN D'ENQUETE

Dans le cadre de la recherche, il a été décidé d'interroger des politicien·ne·s de plusieurs partis, afin d'avoir leur avis sur la question du risque de pauvreté que constitue le divorce. De plus, un projet d'assurance sociale pour le divorce leur a été présenté pour mieux saisir la faisabilité d'un tel projet.

Ainsi, quatre partis politiques ont été approchés (les plus en vue dans le contexte politique valaisan), pour mieux cerner la problématique et les intérêts qu'elle présente pour les différents acteurs de la politique en Suisse :

- **Le Parti Démocrate-Chrétien (PDC)** : c'est un parti situé au centre de l'échiquier politique. Les racines du PDC remontent à l'époque de la création de l'État fédéral de 1848. Très proche de l'Eglise, il a gardé durant toute son histoire une attitude fédéraliste sur les questions institutionnelles. Aujourd'hui, il poursuit l'idée d'une Suisse libérale et sociale en respectant les droits sociaux fondamentaux. Le PDC s'organise autour de quatre piliers : pour une Suisse favorable aux familles, pour une Suisse du plein emploi, pour une Suisse socialement sûre et pour une Suisse écologiquement durable (Parti Démocrate Chrétien suisse).
- **Le Parti Libéral Radical (PLR)** : c'est un parti que la presse qualifie régulièrement du centre ou du centre-droit. Résultat de la fusion du Parti Libéral suisse et du Parti Radical-Démocratique en 2009, il prône une économie et une politique sociétale libérales. Les valeurs qu'il soutient sont donc la responsabilité individuelle, l'engagement individuel et la liberté de choix. Les thèmes pour lesquels il se bat au quotidien sont : plus d'emplois et de meilleure qualité, la cohésion de notre société et la santé de nos assurances sociales, un Etat plus efficace au service des citoyen·ne·s (Parti Libéral Radical suisse).
- **Le Parti Socialiste (PS)** : c'est le premier parti fondé au niveau national. Dit de gauche et fondé en 1888 sous l'impulsion du Parti Socialiste européen, le PS n'est pas issu d'un groupement de partis cantonaux qui existaient déjà, mais s'est développé tout de suite au niveau national. Il s'est, depuis sa création, entièrement consacré aux intérêts des ouvriers en défendant de meilleures conditions de travail, la mise en place d'institutions sociales et des salaires plus élevés. C'est lui qui a permis notamment l'introduction en Suisse des assurances sociales obligatoires. Aujourd'hui, ses préoccupations pour la Suisse sont : un Etat social fort, une

ouverture vers l'étranger et une forte protection de l'environnement (Parti Socialiste suisse).

- **L'Union Démocratique du Centre (UDC)** : c'est un parti dit conservateur et nationaliste. Il se positionne comme le plus à droite de tous les partis présents sur la scène de la politique suisse. Il est également né d'une fusion en 1971 entre le Parti des Paysans, artisans et bourgeois et deux partis de Suisse alémanique des cantons de Glaris et des Grisons. Parmi les thèmes souvent mis en avant par l'UDC, on trouve l'immigration (il défend une politique beaucoup plus restrictive en termes d'asile), l'indépendance nationale, la neutralité suisse et la réduction du poids de l'État (Union Démocratique du Centre suisse).

Ces quatre partis sélectionnés, les plus populaires en Valais, permettront de bien cerner les différentes positions du milieu politique suisse quant à la question du divorce. De plus, leurs différents regards seront très intéressants car chacun d'entre eux a une lecture de l'individu et du collectif qui est très différente.

Bien qu'une brève présentation des partis soit pertinente, il est également à noter que ces derniers sont représentés par des personnes qu'il est nécessaire de connaître pour mieux appréhender leurs positions face à la question du divorce :

Entretien N°	AGE	PARTI POLITIQUE
1	21-30	Parti Démocrate-Chrétien
2	41-50	Parti Socialiste
3	21-30	Union Démocratique du Centre
4	41-50	Parti Socialiste
5	51-60	Parti Libéral Radical

Tableau 1 : Caractéristiques des personnes interrogées

L'échantillon est hétérogène du point des professions. Par respect de l'anonymat, elles ne sont pas mentionnées.

Le contexte de mon étude est uniquement valaisan et les conclusions qui en résulteront ne concerneront donc que ce canton.

J'ai également souhaité, dans le cadre du PS, questionner la variable « genre », en interrogeant un homme et une femme d'un même parti politique. En effet, il est possible qu'une différence en termes de perception soit observable dans le cadre du divorce.

4.2 OUTILS DE PRODUCTION DES DONNEES

Ce chapitre vise à expliciter les différents outils de production des données qui seront utilisés dans le cadre de cette étude et à justifier leur utilisation. Pour ce faire, je me suis inspirée de l'ouvrage « *Manuel de recherches en sciences sociales* » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011).

Ma volonté de pouvoir interroger le milieu politique et la relative difficulté à trouver, dans ces périodes d'élections, des politicien·ne·s prêt·e·s à rencontrer une étudiante pour une recherche m'ont amenée à faire le choix d'une démarche qualitative en utilisant un outil de production de données : l'entretien semi-directif.

Il s'agit d'une méthode de recueil de données basé sur un échange direct entre observateur et observé, laissant ainsi la place à une dimension émotionnelle pas forcément présente dans l'observation. Il existe plusieurs types d'entretiens (directif, semi-directif et libre), mais j'ai choisi d'utiliser l'entretien semi-directif. Ce dernier est très intéressant, car il allie la volonté de l'observateur de répondre à certaines thématiques précises, tout en laissant un degré de liberté à l'observé pour lui permettre d'amener des éléments auxquels l'observateur n'aurait pas pensé. Ainsi, c'est une méthode de recueil de données qui laisse l'interviewé·e plus libre dans son discours, favorisant ainsi une expression plus profonde de ses opinions. Le fait de pouvoir jongler entre rigueur, pour pouvoir réorienter l'entretien par des questions ouvertes lorsque la personne entretenue s'éloignera des objectifs de ma recherche, et liberté, pour garantir un échange d'informations riche.

Pour ce faire, il a donc été nécessaire d'élaborer une grille de questions. C'est un outil très intéressant, mais il est primordial que les questions soient bien pensées, afin qu'elles livrent les informations que nous attendons d'elles. Mes différentes expériences professionnelles, les cours dispensés par la HES-SO // Valais-Wallis ainsi que les ouvrages théoriques consultés m'ont énormément aidée dans l'élaboration de la grille de questions sur laquelle je me suis appuyée durant mes entretiens. Vous pourrez trouver cette dernière en Annexe C.

4.2.1 LA GRILLE D'ENTRETIEN

Pour permettre à mes interlocuteurs de mieux cerner ma problématique, j'ai pris quelques minutes en début d'entretien pour introduire brièvement mon sujet et pour leur demander s'ils avaient des questions à me poser. Je leur ai également exposé les raisons qui m'ont amenée à choisir cette thématique et les objectifs que je poursuivais, afin qu'ils puissent mieux saisir les enjeux de ma recherche. Par la suite, je leur ai posé les questions de ma grille d'entretien. Il est à noter que pour chacune des questions, j'avais à ma disposition des questions de relance qui permettaient à la discussion de ne pas trop tourner en rond. Ces dernières m'ont été d'une grande aide durant les entretiens.

1) De nos jours, le veuvage est assuré par le système de protection sociale suisse à travers l'AVS. Pensez-vous qu'il y ait une différence en matière de politique sociale entre le risque de pauvreté lié au veuvage et celui lié au divorce ?

- a. Autrement dit, pourquoi, continue-t-on de protéger le veuvage alors, que selon les statistiques, il présente moins de risques en termes de pauvreté que le divorce ?*
- b. Comparer veuvage et divorce : une folie ou un véritable point d'appui ?*
- c. Considérez-vous le veuvage encore actuellement comme un risque de pauvreté ? Ne constitue-t-il pas une problématique hors de notre temps ?*

A travers cette première question, je désirais obtenir les différents points de vue des interlocuteurs sur la comparaison veuvage-divorce que j'avais établie dans mon cadre théorique. L'objectif était également d'introduire les notions de responsabilité et de choix, deux éléments qui sont ressortis comme très importants du cadre théorique. Mon souhait était réellement de rentrer dans le vif du sujet assez rapidement, pour ne pas permettre aux interlocuteurs de trop penser à leurs réponses. Ce type de questions assez fermé m'a permis d'avoir rapidement les visions de chacun-e des politicien-ne-s, mais n'a pas nécessairement favorisé une expression libre et ouverte. Il a donc fallu que j'utilise mes questions de relance pour faire vivre le débat.

2) Est-ce que le parti politique que vous représentez investit ou a pour projet d'investir la thématique du divorce ?

- a. Considère-t-il le divorce comme un problème social ?*

Cette question visait avant tout à cerner si le parti politique, que chacun-e des politicien-ne-s représentait, cernait déjà le divorce comme un problème social et l'investissement politique qui en résultait. J'ai également profité de cette question pour sonder les intérêts, les valeurs et les causes politiques que chacun des partis soutenait, pour me faire une idée un peu plus précise des différentes visions face à ma question de recherche.

3) (Si oui à la question précédente, passer à la question suivante) En tant que politicien du parti _____, verriez-vous la possibilité d'investir dans ce domaine ?

- a. Si oui, comment ?*
- b. Si non, pourquoi ?*

Cette question avait pour objectif de mesurer l'intérêt que portait chaque politicien-ne à l'égard la problématique du divorce. De plus, je souhaitais sonder une première fois leur créativité en termes de possibilités étatiques pour assurer le risque de pauvreté lié au divorce. Cette question a été très intéressante, car elle a permis aux différents interlocuteurs de véritablement se pencher sur la question du divorce. Ce type de questions très ouvertes favorisait une expression libre et ouverte et m'a permis de recueillir des informations auxquelles je n'aurais pas nécessairement pensé.

4) Est-ce que la création d'une assurance divorce est un projet qui pourrait s'inscrire dans le système de protection sociale suisse actuel, qui vise plutôt à diminuer les interventions étatiques et à renforcer les libertés individuelles ?

- a. Faire intervenir l'Etat dans la vie privée des individus dans le cadre du divorce ne va-t-il pas à contrepieds de la volonté du peuple, qui milite de plus en plus pour renforcer son indépendance vis-à-vis de l'Etat ?*

A travers cette question, je souhaitais comprendre la logique dans laquelle chacun des partis se situait par rapport à la gestion des risques. Mon cadre théorique ayant mis à jour les différents changements idéologiques de ce dernier siècle, cette question allait me permettre d'encore mieux cerner l'idéologie actuelle par rapport aux nouveaux risques de la société. De plus, je désirais, à travers cette question et comme pour la première, interroger la notion de responsabilité. Cette question a été très intéressante, car elle a réellement mis en évidence des différences de vision, notamment entre partis de gauche et de droite qui ne situent pas l'Etat de la même manière au sein de la société.

5) En tant que politicien·ne sans parti politique, que penseriez-vous de la mise en place d'une assurance divorce pour prévenir le risque de pauvreté lié à ce phénomène ? Réalisable ?

La pression des partis politiques étant selon moi très forte, j'ai jugé pertinent de poser une question où les interlocuteurs ne devaient pas se positionner par rapport à leur parti, mais bien par rapport à leur vision politique. Hélas, je me suis bien vite rendue compte que les politicien·ne·s portaient les mêmes arguments. Il est alors à se demander : est-ce que les politicien·ne·s s'identifient tellement à leur parti qu'ils n'ont plus de vision propre ou alors est-ce que les partis vont exactement dans le sens de la vision de chacun·e d'entre eux ? Je n'ai hélas pas de réponse à cette question.

6) En tant que citoyen·ne suisse, que pensez-vous du divorce ?

- a. Doit-il être assumé par la société ou appartient-il à la responsabilité individuelle de chacun ?*
- i. (Si risque individuel), est-ce que cela constituerait un frein pour la mise en place d'une assurance divorce ?*
- ii. (Si risque collectif), est-ce que le peuple irait dans le sens d'une assurance divorce ou vers une autre solution ?*
- b. Selon vous, comment se positionnerait le peuple suisse face à la problématique du divorce ?*

Cette dernière question avait pour objectif de situer l'homme ou la femme qui se cachait derrière la politicienne ou le politicien. Mais comme pour la précédente, je me suis également vite rendue compte que la vision politique rejoignait fortement la vision personnelle. En revanche, cette question m'a permis de mettre en évidence une autre dimension : celle du peuple suisse. En effet, la problématique du divorce touchant bon nombre de ménages en Suisse, il était intéressant d'interroger la pensée politique quant à la vision du peuple. Des éléments très intéressants sont ressortis de cette question très ouverte qui a permis à chacune et chacun de s'exprimer de manière libre.

4.2.2 DEROULEMENT DES ENTRETIENS

Dans un premier temps, j'ai contacté les politiques par téléphone ou par mail pour établir un premier contact. J'ai alors fait parvenir aux personnes intéressées par mon projet un courrier de présentation de ma thématique de recherche. Ce dernier contenait une lettre de présentation du projet avec un bref résumé de la problématique (voir Annexe D).

Par la suite, après avoir rédigé ma grille d'entretien, j'ai contacté les différents interlocuteurs qui avaient répondu favorablement à ma demande pour fixer un rendez-vous. Certains entretiens se sont déroulés chez moi, d'autres sur le lieu de travail de mes interlocuteurs ou dans des lieux publics, aux conditions propices pour le bon déroulement d'un entretien. J'ai garanti aux interlocuteurs que l'ensemble des informations récoltées seraient anonymes, qu'elles seraient uniquement utilisées aux fins de cette recherche et que l'enregistrement de l'entretien serait immédiatement effacé après la validation de mon travail de recherche.

J'ai eu la chance de pouvoir réaliser mes cinq entretiens sur un délai de trois semaines, ce qui m'a permis de véritablement être efficace et de ne pas perdre trop de temps. Je me suis également vite investie dans la retranscription de ces derniers, afin que je puisse commencer mon analyse des données le plus rapidement possible et que je n'oublie pas certaines informations contextuelles autour des entretiens.

L'ensemble des entretiens s'est très bien déroulé. Bien que j'aie senti une certaine réticence chez certains de mes interlocuteurs au départ, ils se sont par la suite pris au jeu et je les ai sentis en confiance vers la fin des entretiens. Moi également ! Je me suis sentie, au fil des rencontres, de plus en plus à l'aise et c'est donc tout naturellement que j'estime que mes derniers entretiens étaient de meilleure qualité que les premiers. J'ai ainsi eu plus de facilité à me limiter à l'essentiel et à recadrer l'entretien lorsqu'il était nécessaire de le faire. La durée des entretiens a été variable : de vingt minutes à une heure. Cela ne dépendait pas uniquement de ma volonté, mais également du temps à disposition de mes interlocuteurs, de leur envie de partager ou non certaines choses, ou de leurs connaissances sur le sujet. En effet, je me suis bien vite rendue compte que certains d'entre eux semblaient plus à même de me donner certaines informations, car ils avaient plus d'expérience au sein de leur parti. Néanmoins, une chose est également à souligner : le temps n'était pas forcément représentatif de la richesse des entretiens, car l'ensemble de ces derniers ont été très importants pour la réalisation de mon analyse.

En résumé, je suis donc très satisfaite de mes entretiens, car ils m'ont permis, à l'aide des différentes lectures effectuées dans le cadre théorique, d'analyser et de répondre à mes hypothèses de recherche en adoptant une véritable posture réflexive.

Il est à noter que l'étude a été faite en Valais, un canton où les valeurs religieuses sont encore très présentes. Ceci peut donc avoir eu un impact en termes de positions politiques.

5 ANALYSE

Pour analyser mes différentes interviews, j'ai élaboré un tableau qui m'a permis de séparer les différentes thématiques intéressantes pour mon travail de recherche. J'ai alors distribué les arguments des interlocuteurs dans les items prévus à cet effet, ce qui a facilité la lecture et l'analyse des données.

Mon analyse s'articulera autour de trois parties principales :

1. Le divorce : un problème social ?
2. La mise en œuvre d'une assurance divorce
3. Les autres pistes d'actions envisagées

Chacune de ces parties sera analysée de deux manières : dans un premier temps, de façon descriptive, en exposant les arguments des interlocuteurs, et de façon analytique, en reliant les propos retenus pour la partie descriptive aux différents éléments du cadre théorique.

Je certifie que toutes les données récoltées ont été retranscrites en l'état et que seules quelques corrections de syntaxe ont été apportées aux propos des personnes interviewées lors de la retranscription.

5.1 LE DIVORCE : UN PROBLEME SOCIAL ?

Cette partie de l'analyse va s'intéresser à la vision du divorce des différents partis politiques interrogés. Ainsi, elle sera séparée en trois chapitres :

1. **Les regards croisés sur le divorce**, qui exposera de façon descriptive les valeurs défendues par chacun des partis et leur point de vue quant à l'analogie entre le divorce et le veuvage.
2. **Les enfants au cœur du dilemme**, qui reprendra les éléments de la première partie pour mettre en évidence un levier à l'action.
3. **Les notions de choix et de responsabilité individuelle**, qui reprendra également les éléments de la première partie, mais cette fois-ci pour mettre en évidence une menace à l'action.

5.1.1 REGARDS CROISES SUR LE DIVORCE

Lors des entretiens, j'ai demandé aux politicien·ne·s interrogé·e·s si, au sein de leur parti, quelque chose avait déjà été entrepris dans le cadre du divorce. Ceci dans le but de découvrir si la problématique du divorce était reconnue ou non comme un problème social au sein de leur parti respectif. De plus, ayant pris appui sur le système assurantiel autour du veuvage pour étayer ma réflexion, une question sur la comparaison du veuvage et du divorce a été posée aux différent·e·s politicien·ne·s. A travers ces deux questions, il s'agissait avant tout de vérifier s'il est, au sein des partis, désirable de s'attaquer au divorce et de vérifier si les valeurs défendues par les partis vont dans ce sens ou non. Cette partie s'articulera donc autour de ces deux axes.

5.1.1.1 VALEURS DEFENDUES

Pour le PDC, qui se décrit comme « *parti de la famille* », la personne interrogée ne savait pas si une réflexion avait déjà été menée autour du divorce. En revanche, elle a pu me dire qu'au PDC, « *on défend la famille en priorité donc s'il n'y a pas des choses qui ont été faites dans ce sens je trouve qu'ils devraient en tout cas y réfléchir, peut-être que ça aboutirait à un non-sens ou à un non dû... mais je pense que c'est une problématique qui mérite réflexion, qui mérite qu'on se penche dessus et puis... oui... s'il y a un Parti qui doit prendre parti là-dessus... c'est le PDC* ». En plus de cela, elle a également mis en évidence un aspect déjà relevé dans le cadre théorique : les enfants. « *Je pense que le but premier ce serait, pour moi, ce serait de défendre les enfants en fait, qui eux, en fait, c'est pour moi les premiers lésés là-dedans parce que les enfants sont là* ».

Concernant le PS, les deux personnes interrogées ont donné plusieurs exemples d'actions concrètes, mais pas directement en lien avec le divorce qui ont été entreprises par leur parti :

« Ce que j'ai beaucoup entendu aussi, c'est qu'au parlement, c'est que la position du PS, enfin il me semble qu'elle évoque moins la question des personnes divorcées que la question de la famille monoparentale. Cela par contre, c'est une résultante du divorce indirectement mais on aborde souvent la question de la famille

monoparentale comme on aborde celle des travailleurs pauvres, par exemple, parce que c'est des catégories de personnes qu'on sait statistiquement être touchées au niveau financier. Comme on est dans des questions d'élaboration de budgets cantonaux, d'élaboration de budgets d'aide et de fiscalité pour savoir quel impôt, quel degré d'impôt, on va maintenir. En fait, on prend souvent l'exemple de la famille monoparentale où, en fait, on a des personnes seules qui doivent s'occuper de leurs enfants, qui doivent avoir un emploi, qui doivent concilier énormément de choses ensemble et qui, au final, n'arrivent pas forcément à joindre les deux bouts. [Le divorce], je l'ai toujours entendu abordé par le biais de la famille monoparentale en difficultés financières, mais pas forcément dans le sens du divorce lui-même. »

« La question de la paupérisation, c'est quelque chose qui, oui, c'est déjà un thème qui a été réfléchi. Maintenant, pas en termes d'une assurance comme tu pourrais proposer là. Par contre, on s'est posé la question d'avoir des prestations complémentaires pour les gens, pour les ménages qui n'ont plus le revenu minimum, comme on fait pour les gens qui sont à l'AI... ça c'est quelque chose qui a été proposé mais qui, malheureusement, ne passe pas la rampe mais, oui, une forme de prestation pour les ménages qui n'arrivent pas à..., pour les familles ça c'est quelque chose qui a été proposé et qui pourrait rentrer, par exemple, tout à fait en ligne de compte au moment d'un divorce où des revenus des deux ménages qui baissent énormément »

Le représentant de l'UDC n'a quant à lui pas pu me dire si des choses avaient été entreprises par le parti dans le cadre du divorce – bien qu'il pense que non –, mais il a essayé de créer une hypothèse sur la base des valeurs que son parti défend :

« Je sais que nous, on est plutôt pour la simplification et la favorisation de la garde des enfants au niveau de la famille... et donc on avait lancé une initiative, sauf erreur, pour que si tu gardes... si tu fais garder tes enfants au sein de la famille, que tu puisses déduire des frais de garde comme tu peux le faire actuellement si tu les mets dans une crèche. Nous, on est aussi un peu le Parti de la famille dans le sens où on tient au noyau familial et à sa solidité. »

Ce qui m'a également interpellée, c'est le propos que ce représentant de l'UDC tenait à l'égard de l'émancipation de la femme :

« Je ne suis pas du tout machiste ou du tout d'avis que la femme doit rester à la maison, être cloîtrée chez elle, mais d'avoir voulu cette émancipation cela a amené beaucoup de problèmes aussi... D'un côté l'émancipation de la femme avec le travail et ce genre de choses, c'est juste un moyen pour faire plus d'argent... sans forcément que le pouvoir d'achat du ménage augmente, car quand tu calcules la voiture en plus, le stress... Il y avait une émission qui parlait de ça justement, la femme elle rentre le soir, elle est fatiguée, elle en a marre, elle fait un bisou à ses enfants qui sont déjà au lit et elle se fâche avec son mari parce qu'elle n'a pas envie de faire quoique ce soit et elle va crier parce qu'il laisse traîner ses chaussettes et voilà ! »

Pour le PLR, la question de la responsabilité individuelle a été au centre de la réponse de son représentant : *« Le modèle suisse, c'est la responsabilité, chacun essaye de se débrouiller même... le modèle suisse, ce n'est pas une économie un peu à la russe où l'Etat intervient*

trop ». Il a également relevé, au même titre que la représentante du PDC que « *le problème, c'est quand on a des enfants* ». En revanche, aucune information claire ne m'a été donnée en lien avec des actions qu'aurait pu mener le PLR dans le cadre du divorce, même si son représentant reconnaît que le divorce, « *c'est une problématique qui est sociale* ».

5.1.1.2 ANALOGIE ENTRE VEUVE ET DIVORCE

La représentante du PDC s'est exprimée de manière assez tranchée à l'évocation de la comparaison :

« Je pense que le divorce, c'est vraiment quelque chose lié à la liberté individuelle de chacun et à ses responsabilités, contrairement à une assurance invalidité, AVS ou le veuvage, vois-tu ? Ce sont des choses qui te tombent dessus, que tu n'as pas choisi tandis que le divorce c'est un choix que tu fais. Et puis, je me dis que tu ne choisis pas de mourir mais tu choisis de divorcer, donc quand tu te maries t'es au courant que peut-être un jour tu vas te divorcer mais pour moi en tout cas tu ne te maries pas dans l'optique de divorcer ».

Elle a d'ailleurs été rejointe dans ses propos par la représentante du PS qui m'a dit que le divorce « *engendre des problèmes sociaux qui sont importants mais à mon sens quand même, comme on est dans une société où on peut faire des choix, notamment on n'a plus des mariages arrangés, des choses comme ça et bien on doit vivre avec* ». Cette notion de responsabilité individuelle est tellement forte que le représentant du PS a également souligné que c'est à cause de cette dernière qu'il n'a jamais pensé à une assurance divorce.

Toujours dans le sens de la responsabilité individuelle, les différents partis ont relevé qu'au-delà d'assurer un risque, il faudrait plutôt sensibiliser les personnes à la prise de responsabilités et ses conséquences : « *le PLR préconise la responsabilité individuelle et c'est des gens qui doivent tout faire pour ne pas se trouver dans une mauvaise situation. Il y a un filet social, après qui existe... C'est... comment appelle-t-on cela ? C'est l'aide sociale. Voilà oui, voilà. Mais on ne peut pas mettre en place quelque chose qui facilite, qui donne envie de faciliter plus vite* » comme le souligne le représentant du PLR. En début d'entretien, il était donc très intéressant de constater que tous les partis représentés, de droite ou de gauche, allaient dans la même direction, dans un premier temps du moins.

En effet, au fil des minutes, les politicien·ne·s représentant·e·s du PS sont revenu·e·s sur leurs propos et ont notamment mentionné que, dans certaines situations, le divorce pouvait « *tomber* » sur l'un des deux conjoints de manière brutale, comme un décès. Cette affirmation est d'ailleurs très bien étayée par une affirmation de l'un deux :

« En effet, si je tire un peu plus loin la réflexion, cela peut être potentiellement un choix mais potentiellement subi par un des deux conjoints, alors que ce n'est pas du tout son souhait. Donc, dans ce cas-là, je me dis finalement qu'un choix de rupture de l'un des deux conjoints, sans que l'autre y soit préparé ou décidé, sans doute que cela a un effet assez proche du fait de perdre quelqu'un et d'un coup se retrouver finalement avec des questions liées à : quelles sont mes ressources, quelle est mon indépendance, comment je peux faire les choses après ? ».

De plus, le représentant du PS a également tenu à nuancer ce côté de responsabilité individuelle : « *Les gens sont responsables de leurs choix mais pas forcément de ce qu'il leur arrive* ». De plus, il a également relevé que le divorce était un « *miroir de la façon dont nos vies ont évolué, que ce soit en termes de mobilité, de changements professionnels ou personnels* ».

Les représentants du PS ont également été d'accord sur le fait que, malgré que le choix de divorcer repose sur la responsabilité individuelle de chacun-e, le divorce implique déjà à l'heure actuelle la société. En effet, les personnes dans des situations de détresse suite à un divorce touchent vraisemblablement l'aide sociale, elle-même financée en partie par la société.

La comparaison veuvage-divorce m'a également permis de souligner le fait que le divorce était bien plus présent que le veuvage à l'heure actuelle en Suisse, mais c'était bel et bien ce dernier qui est assuré. Pour justifier cela, les aspects historiques ont été abordés, notamment par la représentante du PS : « *je pense que c'est aussi très historique la question des veufs et des orphelins en fait... par ce que peut-être à l'époque on imaginait moins les femmes disons, indépendantes financièrement* ». Le représentant du PS a, quant à lui, expliqué que « *avant, il y avait une majorité de gens qui vivaient en famille traditionnelle. Et donc, la question du veuvage, elle s'est posée dans ce cadre-là et la réponse sociale qui a été donnée était juste* ». Il a également souligné le fait que remettre en question l'assurance veuvage à l'heure actuelle était dangereux dans la mesure où politiquement, on prenait le risque de n'avoir ni assurance divorce, ni assurance veuvage. En revanche, aucun justificatif concret ne m'a été donné sur la raison actuelle d'assurer le veuvage, si ce n'est le représentant du PLR qui a expliqué que le veuvage induit à l'heure actuelle bel et bien un risque de pauvreté. Ce dernier se détermine « *selon le degré de formation de la personne et la situation au moment où elle devient veuve, si elle a beaucoup d'enfants ou pas* ».

5.1.2 LES ENFANTS AU CŒUR DU DILEMME : UN LEVIER A L'ACTION ?

Du côté du PDC, bien que sa représentante n'ait pas pu me dire si la problématique du divorce avait déjà été investie comme problème social par le parti, il apparaît assez clairement qu'agir pour le divorce semble être important, car le PDC se définit comme « *le parti de la famille* ». Il est également intéressant de voir que la problématique des enfants a été évoquée, tant par la représentante du PDC que par le représentant du PLR. Ceci démontre qu'il y a véritablement un dilemme éthique sociétal avec le phénomène du divorce : quelle place doit prendre la société à l'égard des enfants, une population qui ne peut subvenir seule à ses besoins ? Cette question, déjà évoquée dans mon cadre théorique, n'a pas forcément trouvé de réponse durant les entretiens, mais les enfants restent un bon levier à l'élaboration de pistes d'actions pour le divorce. En effet, ils constituent certainement « *une des valeurs incompatibles avec la société* », nécessaires pour qu'une problématique sociale devienne un problème social.

Du côté du PS, il est intéressant de voir que la problématique du divorce n'est pas forcément relevée au niveau politique, mais qu'elle est abordée sous d'autres angles, comme la problématique des familles monoparentales ou des personnes seules. N'est-on pas en train de traiter plus des symptômes que des causes ? Je n'ai pas de réponse à cette question, mais je pense qu'une telle réflexion devrait peut-être être menée.

Les propos du représentant de l'UDC peuvent, quant à eux, être interprétés de deux manières : soit la réalité des familles, de tout type (monoparentale, recomposée, « normale...), est importante aux yeux du parti et le divorce doit donc être considéré au niveau sociétal ou alors uniquement la réalité des familles traditionnelles est importante et le divorce n'est donc pas à mettre à l'agenda politique. Selon les informations relatives à la notion de responsabilité (voir ci-dessous) et les idéologies politiques du parti (voir chapitre 5.1), il me paraît évident que la deuxième proposition semble la bonne, mais je ne peux l'affirmer clairement. En ce qui concerne la seconde citation, il apparaît clairement que l'UDC soutient des valeurs conservatrices. Par conséquent, nous pourrions émettre l'hypothèse que le divorce est, au même titre que pour la religion, très mal perçu par l'UDC, mais ceci ne reste bien entendu qu'au stade hypothétique. En revanche, ce qui est intéressant, c'est que le représentant de l'UDC identifiait, malgré tout, bien le divorce comme un problème social : « *Bien sûr c'est un problème social... et c'est déplorable. Après comment palier à ça ?* ».

Pour ce qui est du PLR, il est compliqué de connaître les véritables intentions du parti, puisque très peu d'informations m'ont été données par son représentant. En revanche, il apparaît tout de même assez clairement que la question de la responsabilité individuelle est très importante et peut être un frein à l'identification de la problématique comme problème social.

Le droit des enfants, relevé par la représentante du PS, est également quelque chose de positif dans le cadre du divorce : « *une des choses positives de notre code civil c'est que les droits des enfants sont sauvegardés, le fait qu'ils soient reconnus et que le père qui reconnaît son enfant a des devoirs, donc ça c'est quelque chose de positif* ».

Je suis passablement étonnée que la variable genre n'ait pas été abordée durant les entretiens, car, comme abordé dans le cadre théorique, les femmes ont tendance à plus souffrir du divorce puisqu'elle obtient la garde des enfants dans 60% des cas.

5.1.3 LA QUESTION DU CHOIX ET DE LA RESPONSABILITE INDIVIDUELLE : UN OBSTACLE ?

Comme prévu dans le cadre théorique, la notion de responsabilité a été un élément central des différents entretiens, car elle est au centre de la différence entre le veuvage et le divorce et elle est très importante dans le système assurantiel suisse.

A l'unanimité, à la simple évocation des similitudes des deux situations, elle et ils ont relevé qu'on ne pouvait pas les comparer, car dans le veuvage les notions de choix et de responsabilité n'existent pas, tout le contraire du divorce : si le couple marié se retrouve dans une situation précaire suite à un divorce, c'est de sa responsabilité, car le divorce n'est en rien subi, mais voulu. Cette idéologie de responsabilité individuelle est tellement forte que même le représentant du PS a avoué ne jamais avoir pensé à une telle comparaison.

Seul le PS est revenu sur sa manière de voir les choses. J'ai particulièrement apprécié l'argumentaire de son représentant qui a mis en évidence que le divorce pouvait être comparé au veuvage, du moins par l'un des deux conjoints. En effet, qui dit divorce ne dit pas forcément choix à l'amiable et il arrive donc régulièrement qu'un membre du couple décide de divorcer, sans que l'autre y soit forcément préparé. En termes de fulgurance et d'imprévisibilité, le divorce peut donc être apparenté à un décès. Ce d'autant plus qu'il y a,

comme abordé dans le cadre théorique (voir chapitre 4.5.6) plus de personnes divorcées que veuves à l'heure actuelle en Suisse.

J'ai également été interpellée par la suite de l'argumentaire du représentant du PS, qui a stipulé que les gens sont responsables de leur choix, mais pas forcément de ce qui leur arrive par après. En effet, choisir de divorcer ne doit pas signifier prendre le risque d'être pauvre. C'est donc là que, selon moi, la société a un rôle à jouer : elle doit dispenser des prestations qui empêchent cet amalgame.

La comparaison de l'évolution du phénomène du divorce avec celle de la société m'a paru également très intéressante, car elle met en évidence le fait que la société a une certaine responsabilité. En effet, actuellement, tout va tellement vite dans la société (changements professionnels, politiques, économiques) qu'il n'est pas étonnant de voir que le divorce prend de plus en plus d'ampleur. De plus, l'individualisme et l'hédonisme caractérisant notre société, il est donc, à l'heure actuelle, plus concevable de tolérer les divorces qu'il y a quelques décennies en arrière, où la morale religieuse occupait une place très importante.

Le fait que le divorce impacte quand même la société, puisque les personnes qui se retrouvent dans des situations précaires sont bien souvent des bénéficiaires de l'aide sociale – elle-même financée par la population –, m'amène à me poser la question suivante : réagir en amont ne serait-il pas une bonne idée ? En effet, ceci permettrait de soulager considérablement l'aide sociale qui, comme vu dans le cadre théorique, souffre du phénomène du divorce, avec notamment les familles monoparentales.

Ce contexte nous démontre donc bien qu'il est, pour l'heure, compliqué d'impliquer la société dans le phénomène du divorce, tant les notions de responsabilité individuelle et de choix sont importantes dans les discours des partis, particulièrement dans ceux dits de droite. Ces derniers allaient même plus loin, en intégrant plutôt la notion de mariage dans leur réflexion. Ils mentionnaient notamment qu'il faudrait peut-être repenser le mariage, car les gens ne savent plus réellement ce qu'ils font lorsqu'ils se marient, à tel point qu'au-delà de l'acte religieux ou légal, le mariage trouve régulièrement racine dans des principes beaucoup moins valables, tels que la fête avec les amis, la belle cérémonie, le gâteau ou encore la belle robe. Le représentant de l'UDC disait notamment : « (...) *je suis encore d'avis qu'avant de se marier, il faut bien réfléchir (...)* ». Je le rejoins sur ce principe, car, comme abordé dans le cadre théorique (voir chapitre 3.2.1), les conditions du mariage, régies par le Code Civil Suisse, sont très peu contraignantes :

- Avoir la capacité de discernement ;
- Avoir 18 ans révolus au minimum ;
- Être de sexe différent de la personne qu'elle souhaite épouser ;
- Ne pas être parent avec la personne qu'elle souhaite épouser ;
- Ne pas être déjà marié ;

5.1.4 EN CONCLUSION...

A l'heure de conclure ce chapitre, je remarque donc qu'il est désirable de se pencher sur le phénomène du divorce, puisque toutes et tous étaient d'accord pour le reconnaître comme problématique. En revanche, les valeurs défendues par les partis montrent qu'il y a encore du chemin à faire avant que le divorce soit véritablement reconnu comme un problème social et, par conséquent, assumé au niveau étatique, tant la notion de responsabilité individuelle semble importante. Une mise à l'agenda de la problématique du divorce semble donc bien compromise à l'heure actuelle. Cependant, il est à relever que le PS pousse un bout plus loin sa réflexion et considère que le divorce n'est pas toujours souhaité et décidé par les deux membres du couple, à tel point qu'une comparaison serait envisageable avec le veuvage. Ceci pourrait donc constituer une base pour invoquer « l'incompatibilité avec certaines valeurs », une des caractéristiques d'un problème social.

De plus, certaines modifications légales récentes au niveau des assurances sociales existantes sont d'ailleurs là pour prouver que le divorce est bel et bien une problématique actuelle, comme le confirment les propos de la représentante du PS : « *Après, il y a eu quand même des avancées, parce qu'au moins il y a le splitting pour le deuxième pilier. Heureusement que ça c'est intervenu, ce qui permet par exemple aux femmes qui sont restées à s'occuper des enfants qu'elles soient quand même couvertes au moment de la retraite.* Le splitting est « *un système qui reconnaît à chaque personne le droit individuel à une rente. Il consacre ainsi le droit à une rente indépendante de l'état civil* » (Bodenmann & Perrez, 1996, p. 152). Cette dernière se fixe, selon les informations de l'OFAS, comme suit :

- Les revenus réalisés hors mariage sont comptés à 100%
- Les revenus réalisés par le couple durant les années de mariage sont partagés et attribués pour moitié (50%) aux deux conjoints
- Des bonifications pour tâches éducatives et des bonifications pour tâches d'assistance – « *les tâches éducatives et le travail au foyer sous l'angle de la contribution à l'entretien sont assimilées à des prestations en espèces. Son but est de compenser les pertes de revenu subies par la personne qui se consacre à l'éducation des enfants* » (Bodenmann & Perrez, 1996, p. 153) – sont ajoutées au calcul du revenu déterminant, à 50% lors des années de mariage et à 100% hors des années de mariage, au compte de la personne qui détient l'autorité parentale et dont les enfants ont moins de 16 ans, ou qui assume des tâches d'assistance.

En conclusion, je peux sans autre affirmer que le divorce est un phénomène social digne que l'on s'y intéresse, mais il n'est, pour l'heure, pas un problème social en tant que tel. En revanche, la pauvreté des ménages (et donc des enfants), comme conséquence du divorce, pourrait devenir un problème social.

Au moment d'écrire ces lignes, je remarque également que les notions de « problématique sociale » et de « problème social » portent à confusion et que mes interlocuteurs n'étaient pas forcément au courant des nuances qui les séparent.

5.2 MISE EN OEUVRE D'UNE ASSURANCE DIVORCE

Toujours dans l'idée du système assurantiel autour du veuvage et des similitudes que je relève entre les deux problématiques, j'ai souhaité sonder les politiques autour de la création d'une assurance divorce. Cette partie de l'analyse s'articulera autour de deux parties :

1. **Les regards croisés sur l'assurance divorce**, qui exposera de façon descriptive les visions quant à l'éventualité de la création d'une assurance divorce, qu'elle soit publique ou privée.
2. **L'assurance publique ou privée**, qui reprendra les éléments de la première partie et les analysera pour évaluer la piste d'action la plus pertinente.

5.2.1 REGARDS CROISES SUR UNE ASSURANCE DIVORCE

Durant mes différents entretiens, dans la même lignée que pour la thématique précédente, la question de la création d'une assurance publique, au même titre que pour le veuvage, a très vite été écartée par une majorité des partis politiques représentés. Ci-dessous, vous trouverez les différentes raisons :

« C'est une problématique qui est sociale et ça doit être réglé par l'aide sociale de chaque ville, de chaque commune. » (Représentant du PLR).

« Est-ce que c'est une assurance publique ? Je pense que le contexte n'est pas trop favorable au lancement d'une assurance de ce type-là. » (Représentant du PS).

« Pour moi, en fait, je pense que je ne serais pas favorable à une assurance comme ça parce que, enfin dépend comment c'est tourné, pour une assurance privée peut-être mais disons ce qui me dérange c'est que maintenant les gens... je ne veux pas qu'on fasse de notre société, une société d'assistés... Ce n'est pas grave, on peut se marier, de toute façon on fait une assurance divorce et c'est bon. Dans cinq ans, si on ne s'entend plus, je me tire... » (Représentante du PDC).

« Non. Je pense que ce n'est pas à la société d'assumer les choix personnels des gens. Chacun est libre de choisir ce qu'il veut faire et ce n'est pas à la société d'assumer les coûts entre guillemets de ses erreurs. Justement, le veuvage ce n'est pas une erreur, tu n'as pas fait le mauvais choix, c'est la fatalité. » De plus, *« Trop d'assistanat te maintient dans l'assistanat »* (Représentant de l'UDC).

Le représentant de l'UDC est allé un bout plus loin dans sa réflexion en essayant de trouver d'autres arguments contre la création d'une assurance publique : *« De toute façon, dès que c'est l'Etat qui paie, qui s'occupe de quelque chose, tu as beaucoup plus de frais de fonctionnement, tu as beaucoup moins d'optimisations et c'est coûteux »*. Pour lui, le problème réside essentiellement dans le fait que ce n'est pas à l'Etat de porter les décisions individuelles de chacun. De plus, *« je ne vois pas pourquoi imposer non plus les riches à outrance pour assumer les mauvais choix de parcours de la décadence de la société »*. Dans sa démarche, il a également été accompagné par le représentant du PLR : *« Ce n'est pas une bonne idée parce que ça pousserait encore plus les gens à divorcer... C'est déjà trop facile à*

divorcer, alors si en plus on met en place, on crée un lit pour les divorces, c'est contreproductif. ».

Le représentant du PLR a également mentionné un autre aspect qu'il m'a paru bon de souligner : le risque des abus. *« Après, il y a des gens qui vont faire exprès de se marier pour divorcer et après ils vivent ensemble comme ils font pour l'AVS. (...) Le type, il divorce cinq fois et il a peut-être plus de revenu que celui qui bosse normalement et qui n'a jamais divorcé. ».*

L'unique personne qui semblait au final – car au départ, elle ne pensait pas de cette manière – éventuellement d'accord pour investir cette éventualité était la représentante du PS : *« Mais pourquoi pas, parce que finalement on doit se dire, on fait des assurances pour des choses, on fait des assurances pour les voitures, pour les chiens et on ne pense pas à des assurances sociales pour l'être humain. Au vu des effets collatéraux que ça engendre, notamment pour les individus qui doivent avoir recours à l'aide sociale et d'autres choses, pourquoi pas repenser toute cette question ? ».* Néanmoins, elle semblait également très négative à l'idée que le projet aboutisse à quelque chose de concret : *« En tenant compte des finances actuelles, tout ce qui est assurances sociales est revu à la baisse...je pense sincèrement que ça ne passerait jamais la rampe. ».* Ces propos ont d'ailleurs été confirmés par son collègue de parti : *« On est plutôt dans les mesures d'économie sur les assurances existantes ».* Ce dernier ne s'est pas non plus montré catégorique à l'idée d'une assurance publique, mais il a relevé que si une telle assurance devait voir le jour, le principe de rente automatique et linéaire ne devrait pas être adopté. La rente devrait être étroitement liée avec la situation de vie que vit la personne divorcée.

J'ai beaucoup apprécié l'argumentaire du représentant du PS pour justifier le caractère improbable de l'émergence d'une telle assurance dans le contexte politique actuel

« Ce n'est pas un pas progressif dans la lecture des choses... c'est un pas complet. C'est un peu comme de dire, par exemple, on pourrait faire un revenu de base unique. Je trouve que dans l'esprit, il y a quelque chose qui est assez intéressant car ça prend en compte une problématique, mais dans la réalisation il me semble que c'est tellement radical comme proposition, que ça me paraît compliqué à mettre en œuvre. »

La question du financement semblait également poser problème : *« C'est toujours la question du financement. On prend sur quoi pour financer cette assurance ? Ce n'est pas comme l'AVS où tu travailles et tu cotises. Là, ceux qui ne voudront jamais se marier ou qui seront célibataires à vie, est-ce qu'ils seront tenus de cotiser par solidarité ? Là il y aura des gens qui refuseront ».* Ces paroles, prononcées par la représentante du PS, ont également été reprises par le représentant de l'UDC : *« Comment tu la finances ? C'est toujours ce même problème d'équilibre entre les entrées et les sorties et au fond quand tu vas chercher de l'argent, tu péjores tout le monde. Que ce soit une augmentation de la TVA, ou une augmentation des taxes ».* Le représentant du PS a tempéré ces arguments de la manière suivante : *« Oui, mais cela est le propre d'une assurance, parce que quand on le fait pour les accidents et les maladies, c'est pareil. On va peut-être payer toute sa vie pour rien. Donc cela, ne me paraît pas fondamentalement un problème. ».* Le PLR était lui beaucoup plus radical. Selon lui, l'assurance divorce publique *« n'est pas finançable. Ça coûte trop cher. A mon avis, la Suisse n'a pas les moyens. On arrive déjà juste à payer l'AVS, les rentes AVS et les rentes de*

veuves. Je vois mal mettre encore en place un système pour ça. Sachant qu'il y a un couple sur deux qui divorce. Alors, c'est impossible financièrement de faire ça. Ce dossier pour moi, il est indéfendable ».

Les entretiens m'ont également permis de sonder les politicien-ne-s autour de la faisabilité du projet d'assurance publique auprès de la population suisse. Ceci a été un point de concordance pour l'ensemble des partis représentés : la population suisse n'irait pour l'heure pas dans le sens d'une assurance publique. La phrase de la représentante du PDC illustre d'ailleurs très bien ces propos : *« Je pense que c'est beaucoup trop innovateur et que de toute façon, si on met ça maintenant au concours ou maintenant aux votations, ça risque bien de se planter. Je pense qu'il faut d'abord que les gens prennent conscience du problème, prennent conscience qu'il y a une possibilité et je pense que c'est quelque chose qui ne se fera pas avant une dizaine d'années ».*

La représentante du PS a souligné, en plus de la patience nécessaire, qu'un changement de mentalité serait également primordial pour qu'un tel projet aboutisse : *« Je pense que si on était dans un changement de vision de la société ça pourrait tout à fait s'inscrire dans des mesures de sécurité pour l'individu. Je pourrais tout à fait y adhérer, car je pense que surtout en Suisse l'argent existe, sauf qu'il faut voir où on veut le mettre. Maintenant, c'est quelque chose qui va être un travail énorme sur des années pour pouvoir réussir à faire passer ça à la société ».* Son collègue a également mis en évidence cette notion de mentalité : *« C'est l'évolution des réalités qui va dicter les images qu'on a du divorce ».*

L'idée d'une assurance publique ayant été balayée, les politiques se sont tournés vers d'autres alternatives comme l'assurance privée :

« Moi je serais plutôt partisane d'une assurance privée que les gens peuvent choisir de faire ou non parce que... quand ils se marient ils doivent être au courant de tous les risques... oui, je vois ça plutôt privé. » (Représentante du PDC).

« Maintenant, je verrais plus alors éventuellement des accords qui se prendraient en terme d'assurance individuelle, voire éventuellement si dans le cadre d'un régime matrimonial on pourrait envisager... je ne sais pas... de décider de peut-être conclure des assurances qui n'existent actuellement pas, pourquoi pas. Mais je pense, que si ça reste dans le domaine du privé, une assurance, si tu veux privée, pourquoi pas » (Représentante du PS).

« Bien sûr ! Tout ce qui est privé, je suis prêt à être entièrement pour. C'est comme une assurance vie en cas de décès ». (Représentant de l'UDC).

« Alors moi, je suis pour l'assurance privée parce que pour moi, c'est de la responsabilité individuelle. Par contre, je vous garantis déjà maintenant qu'il n'y aura aucune compagnie d'assurance qui va faire le produit ». (Représentant du PLR).

Le représentant de l'UDC allait même plus loin dans sa réflexion, en imaginant déjà une forme pour la mise en place d'une assurance privée. Selon lui, elle devrait être conclue au moment du mariage sous forme d'assurance complémentaire. Le couple marié cotiserait alors mensuellement et récupérerait le capital au moment de la retraite.

En revanche, la représentante du PS a tout de même signalé qu'une assurance privée ne comblerait pas nécessairement le risque de pauvreté lié au divorce : « *Non, le problème c'est que toutes les assurances privées, c'est seulement les gens qui ont pas mal de revenus qui peuvent les conclure* ».

5.2.2 ASSURANCE PUBLIQUE OU ASSURANCE PRIVEE ?

Par rapport à la question de la création d'une assurance publique, l'ensemble des politiques s'est montré très critique à la simple évocation de cette idée, à l'exception de la représentante du PS qui ne s'est pas montrée catégorique face à l'idée.

J'ai été passablement choquée par les arguments du représentant de l'UDC, qui n'a pas hésité à comparer le divorce à la « *décadence de la société* ». Au vu du nombre toujours plus important de divorces – selon l'OFS, nous sommes passés de 10'910 divorces dans les années 1980 (soit un divorce pour 3,2 mariages) à 16'737 en 2014 (soit un divorce pour 2,5 mariages) -, cette notion de décadence me semble en effet un peu réductrice. Cependant, cela s'inscrit plutôt bien dans la volonté de l'UDC de responsabiliser la population et de protéger au maximum la classe riche de toute imposition.

En ce qui concerne le PLR, j'ai particulièrement été interpellée par le fait que son représentant considère que c'est à l'aide sociale de prendre en charge le phénomène du divorce, car, comme abordé dans le chapitre sur le système de protection sociale (voir chapitre 3.1.3), l'aide sociale constitue le tout dernier filet de protection sociale et devrait aider à faire face à des situations de crises temporaires et non pas durables. Ceci rejoint les propos de Christin Kehrli, qui je le rappelle, disait que « *le catalogue des prestations complémentaires de l'aide sociale s'étend également, de plus en plus, vers l'aide complémentaire et permanente* » (Kehrli & Knöpfel, 2007, p. 167). Néanmoins, si l'on s'en tient aux statistiques, c'est effectivement de telle sorte qu'est pensée la prise en charge du divorce, puisque les chiffres de l'OFS stipulent que 5,7% des personnes divorcées touchent l'aide sociale, alors que 2,7% de toute la population la touche. Les divorcé-e-s sont donc sur-représenté-e-s parmi les bénéficiaires de l'aide sociale. Je trouve cela très interpellant et je ne comprends pas réellement cette manière de penser, même si je sais que les valeurs mobilisées pour justifier une telle réflexion sont celles de la responsabilité individuelle.

La réflexion du représentant du PLR autour de l'augmentation des divorces me semble également intéressante à relever : est-ce qu'instituer une assurance divorce signifierait favoriser encore plus l'émergence des divorces ? Pour ma part, je ne pense pas, car l'assurance n'est, à mon sens, pas un moteur de notre manière d'agir, mais plutôt un élément visant à pallier les conséquences fâcheuses de nos actions. Mais cela peut effectivement être un risque d'une assurance divorce publique. La question des abus a également été abordée dans le cas de l'instauration d'une assurance publique. En effet, dans tout système assurantiel, il existe un certain nombre d'abus, mais cette minorité de profiteurs doit-elle péjorer une majorité de personnes honnêtes ? Pour ma part, je pense que non, mais les décisions juridiques actuelles nous montrent le contraire (Via Sicura, décisions en lien avec les assurances sociales, etc.). En bref, ces propos démontrent encore une fois que le représentant du PLR estime que les choses d'ordre privé doivent le rester et que, par conséquent, la problématique du divorce ne doit pas être prise en charge par la

société. Il est donc de la responsabilité individuelle de chacun que de se prémunir contre les risques liés au divorce.

Pour le PS, il est intéressant de voir que le parti ne ferme pas complètement la porte à une telle idée, même si le contexte actuel leur fait douter de la réalisabilité du projet. Son représentant a même imaginé une forme à cette dernière, notamment en évoquant la nécessité de ne pas avoir recours aux principes de rente linéaire et automatique. Ceci me semble particulièrement important, car en effet, certaines personnes, à la suite d'un divorce, peuvent avoir assez de moyens pour subvenir à leurs propres besoins.

Les notions de temporalité et de processus mises en avant par le représentant du PS me semblent également centrales dans l'élaboration d'un projet autour de la réduction des risques de pauvreté suite à un divorce. En effet, une assurance publique constitue un énorme saut : il serait peut-être nécessaire de favoriser progressivement l'émergence d'actions dans ce milieu avant de proposer un tel projet. L'exemple du veuvage abonde d'ailleurs dans ce sens, puisqu'une première réflexion avait été menée en 1931 et qu'il a fallu dix-sept ans pour qu'un texte légal voie le jour. Et c'est surtout le contexte particulier d'après-guerre qui a facilité l'émergence de l'AVS, avec notamment le plan Beveridge, qui était très influent dans le contexte européen à l'époque, mais surtout le lobbying des femmes veuves, qui n'arrivaient pas à subvenir aux besoins de leur famille. Ceci est particulièrement intéressant, car il s'agit bien de la population la plus touchée par le phénomène du veuvage qui s'est rassemblée pour faire pression sur le milieu politique.

La question du financement a également été abordée par les politiques et cette dernière semblait particulièrement poser problème. Toutes et tous se rejoignent pour dire que l'assurance publique n'était pas finançable et qu'elle rencontrerait un vif refus des personnes ne souhaitant pas se marier notamment. Pour ma part, je suis assez d'accord avec le représentant du PS qui soulignait que pour toute assurance, nous nous assurons contre des risques dont nous ne sommes pas persuadés qu'ils surviennent (maladie, accident ou même veuvage). Je ne pense donc pas qu'une telle assurance serait autant critiquée, mais il me paraît néanmoins primordial d'échelonner le plan d'action en étapes, car l'option assurance publique peut effectivement paraître brutale de premier abord.

Du côté de la population, selon les politicien-ne-s interrogé-e-s, il semble évident que le projet d'une assurance publique serait pour l'heure voué à l'échec et qu'il faudrait un véritable travail de sensibilisation autour de la problématique pour faire changer les mentalités qui sont très individualistes. Ceci peut passer par l'émergence d'actions un peu moins drastiques autour de la réduction des risques de pauvreté suite à un divorce.

5.2.3 EN CONCLUSION

L'émergence de la création d'une assurance privée démontre donc bien que l'ensemble des partis semble opposé à l'idée de trop faire intervenir l'Etat dans la problématique du divorce. Pour ma part, je ne suis pas persuadée par cette solution et je rejoins la représentante du PS dans son argumentaire : est-ce que les personnes qui souffrent de pauvreté après un divorce sont des personnes au revenu assez importantes pour conclure une assurance au moment du mariage ? Rien n'est moins sûr. Je ne pense donc pas qu'une telle action aurait des effets positifs sur les risques de précarisation des ménages divorcés, mais je retiens tout de même que cela pourrait être une potentielle piste d'action.

5.3 AUTRES PISTES D'ACTIONS

En plus de l'assurance divorce privée, les différents entretiens se sont également tournés vers d'autres alternatives :

1. **La prévention des risques avant que les gens se marient**
2. **La prévention de la précarité pour la population**

5.3.1 REVALORISATION DU MARIAGE : PREVENTION DES RISQUES EN AMONT

La représentante du PDC s'est manifestée de la manière suivante à l'égard de la prévention des risques :

« Je pense que les gens doivent vraiment réfléchir : "est-ce que ça a du sens pour moi ? Est-ce que je fais juste ça pour avoir une jolie fête, une jolie robe ? Est-ce que je réfléchis vraiment aux conséquences qui sont derrière ? " Et tu sais... ça me fait beaucoup rire, parce que en fait quand tu te maries à l'église, tu dois faire toute une préparation, réfléchir à plein de choses... alors que quand tu te maries à l'Etat Civil, tu arrives, tu te maries, point final vois-tu ? Pourquoi ? Pour un mariage religieux, on fait toute une préparation au mariage mais pas pour un mariage civil qui a des conséquences qui sont fortes sur l'économie des gens, tu vois ? Pourquoi est-ce qu'on ne leur expliquerait pas tous les tenants et les aboutissants ? Après c'est vraiment prendre les gens pour des gamins mais peut-être que certaines personnes ont besoin de ça ou offrir en tout cas la possibilité de le faire aux gens ? ».

Le représentant de l'UDC soutenait également l'idée d'une prévention des risques liés au mariage, afin de non seulement redonner du sens à celui-ci, mais également de diminuer le divorce et ses conséquences négatives. *« Le problème, il faudrait l'empoigner autrement, faudrait savoir pourquoi les gens divorcent et faire de la sensibilisation, à mon avis, sur le fait que quand tu te maries ce n'est pas juste pour... ».* Selon lui, cette augmentation des divorces est principalement dû à une perte d'identification aux principes religieux de la société : *« Je pense que tout ce qui est religion musulmane ou juive sont beaucoup moins en train de divorcer que la religion chrétienne qui a perdu toute sa valeur, tous ses symboles. »*

Le représentant du PS a également abondé dans ce sens :

« Maintenant, en vous entendant juste compléter votre propos tout à l'heure... je me disais, en fait ça pourrait être quelque chose, une façon de sensibiliser les gens au départ plutôt qu'une assurance. Ou bien de dire "quels sont les moyens qui, dans le cadre d'un contrat de mariage, permettraient d'anticiper les risques liés au mariage lui-même ?". Cela, j'imagine que c'est quelque chose qui, par contre, pourrait être entendu en termes d'action sociale ou soutenu en terme de prévention. Pragmatiquement, c'est ce qui permettrait d'avoir le meilleur effet sur les risques évoqués autour du divorce ».

Ceci renverrait à considérer le mariage plus comme un pacte social, que comme un pacte religieux, car la religion ne tolérerait pour l'heure pas « d'anticiper » d'éventuels divorces selon lui.

Pour le PLR, la question de la prévention des risques liés au mariage au niveau étatique n'était pas, au même titre que l'assurance publique, non plus primordiale : « *Oui, je pense qu'il faut réfléchir aussi en se disant est-ce que dans quinze ans on sera... on aura les mêmes idées, les mêmes passions (...) Il ne faut pas socialiser le mariage* ».

Il apparaît donc assez clairement que la prévention des risques pourrait être une potentielle action à mettre en place pour les politicien·ne·s interrogé·e·s. Du côté du PS, il s'agirait même de la solution avec les meilleurs effets sur les risques évoqués autour du divorce.

La comparaison entre le mariage religieux et le mariage civil de la représentante du PDC m'a particulièrement interpellée, car effectivement, actuellement rien n'est mis en place pour sensibiliser les couples aux risques que présente le mariage. Une telle prévention ne se ferait bien entendu pas sans frais, mais elle serait peut-être rentable sur le long terme, car elle porterait à une certaine réflexion et prise de conscience.

Le représentant de l'UDC soulignait que la perte de la valeur de la religion dans notre société judéo-chrétienne était sans aucun doute l'une des causes de l'augmentation des divorces. Je le rejoins sur ce point, dans la mesure où, comme vu dans son historique, le divorce était très mal perçu par la société jusqu'à il y a encore une trentaine d'années en arrière. En effet, c'est seulement vers la fin du 20^{ème} siècle, avec les mouvements féministes des années 1970 notamment, que la place de la femme commença à changer et qu'elle put, au-delà de mettre au monde et d'éduquer les enfants, jouir d'une certaine liberté individuelle. Ainsi, alors que le mariage avait auparavant des visées de reproduction, il célébrait aujourd'hui l'amour, ce qui bouleversa l'équilibre familial : une famille qui avait à la base une visée d'unité dirigée par une autorité patriarcale devint alors une unité de consommation et d'aide mutuelle. Or, c'est précisément à cette période (voir Statistique 3) que les divorces se multiplièrent de manière exponentielle. Bien que le divorce soit un phénomène de société actuellement, il n'en demeure pas moins que la religion a encore une vision très critique du divorce (le fait de ne plus pouvoir communier par exemple une fois divorcé·e est une réalité qui se pratique encore dans certaines églises catholiques). Il faut donc s'attendre à des oppositions du milieu religieux, selon moi.

Quand le représentant du PLR met en garde contre la socialisation du mariage, je dénote là une certaine inquiétude quant à l'évolution du divorce. En effet, ce n'est ainsi pas moins de 3'565'208 personnes qui étaient mariées à la fin de 2014, soit 43,3 % de la population résidente suisse. Il est donc normal qu'avec l'évolution du divorce actuelle, les conséquences pourraient être dramatiques si rien n'est entrepris.

5.3.2 PREVENTION DE LA PRECARITE POUR LA POPULATION

En plus de la prévention des risques liés au mariage et la création d'une assurance privée, d'autres pistes ont également été évoquées par les politicien·ne·s. Ces dernières sont listées par parti politique :

- **Le Parti Socialiste** a notamment relevé qu'il faudrait se battre sur d'autres niveaux pour combler au risque de précarité suite à un divorce, comme les subventions des caisses maladies, les bourses d'études, la revalorisation des salaires, les barèmes qui sont utilisés pour le calcul du minimum vital, une meilleure évaluation du travail des personnes qui ne peuvent pas travailler à l'extérieur, l'augmentation des logements sociaux aux loyers raisonnables, l'exonération d'impôts sur les pensions alimentaires qu'obtient le parent ayant les enfants à charge, ou encore le fait de favoriser l'émergence de formes de garde d'enfants différentes comme des crèches collectives de parents.

Une autre piste du représentant du PS a également retenu toute mon attention par son originalité: « *Maintenant, fondamentalement, je préférerais qu'on avance vers des contrats de mariage sociaux plutôt que religieux, peut-être avec des durées limitées dans le temps et des reconductions ou des choses comme ça qui soient plus adaptées à la vie d'aujourd'hui.* ».

- **L'Union Démocratique du Centre**, très partisane de l'assurance privée, voyait pour sa part des solutions beaucoup plus pragmatiques pour diminuer le risque de pauvreté à la suite d'un divorce : « *Pour moi, c'est presque un luxe de divorcer parce que tu sais pertinemment que ça va poser problème et tout ce qui est garde d'enfants, vacances... Faut vraiment décourager les gens à divorcer* ».
- **Le Parti Libéral-Radical**, pas du tout preneur du projet, était quant à lui d'avis que le divorce ne devait pas nécessairement être traité par un système assurantiel propre à lui. Selon lui, les pistes à explorer se trouvent plus dans le renforcement de la formation : « *Faire en sorte que tout le monde ait une formation qui lui permette de retomber sur ses pattes. Pour moi, il n'y a que la formation qui compte* ». Il a également relevé le fait que selon lui, pour les personnes en situation de détresse suite à un divorce, l'aide sociale était là pour elles, mais qu'il faudrait peut-être songer « *à la renforcer* ».

Toutes les pistes du PS me font sourire, car elles ne traitent du divorce qu'indirectement. Est-ce une manière d'éviter le réel problème ou alors une volonté de contourner un système que l'on sait réfractaire à l'idée de la création d'une assurance divorce ? Une partie de la réponse se trouve dans une citation de la représentante du PS : « *Mais moi, je vois gros comme une maison si on commençait à se battre pour ça, que la droite nous dirait "de toute manière c'est de votre responsabilité personnelle, il n'y aucune raison que l'Etat rentre en ligne de compte pour cela, sinon vous ne vous mariez pas et c'est tout"* ». Dans ce cadre, investir des problématiques parallèles pourrait par conséquent être une stratégie des partis de gauche.

L'idée, émise par le représentant du PS, de « pactes sociaux » avec des clauses bien précises et une reconduction du contrat après un certain nombre d'années m'a particulièrement interpellée, car elle est très originale, mais je doute de son efficacité, dans la mesure où l'organisation de la famille serait toujours la même : un membre du couple devra travailler plus que l'autre, qui devra s'occuper du ménage et des éventuels enfants. Au moment de la résiliation du pacte, un des conjoints serait donc inévitablement lésé.

L'autre alternative envisagée par le représentant de l'UDC est assez étonnante, car elle ne vise pas à combler le risque de pauvreté lié au divorce – un problème sociétal -, mais elle cherche plutôt à éradiquer le divorce lui-même – une liberté individuelle -. Pour un parti qui se dit proche de la population, c'est tout de même particulier que de vouloir limiter une liberté individuelle plutôt que de prendre en charge un problème qui apparaît comme de société.

Les renforcements de l'aide sociale et de la formation, deux idées émises par le représentant du PLR, me semblent également être deux idées qui ne répondraient pas forcément à la problématique de la précarisation des ménages divorcés. La première, car elle ne traite pas la cause, mais vise plutôt à atténuer un symptôme, et la seconde, car bien que formée, la personne ayant à charge les enfants aura tout de même du mal à concilier vie professionnelle et vie privée, comme vu dans le cadre théorique.

En conclusion, aucune de ces idées alternatives ne me semblent pertinentes dans le cadre de la problématique, mais il n'en demeure pas moins qu'elles peuvent constituer des leviers à l'action pour la suite.

6 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Cette partie du travail me permettra d'exposer une brève synthèse des résultats de mon analyse de données et de les soumettre à mon hypothèse de recherche de départ ainsi qu'à ma question de recherche. Je terminerai ensuite par énumérer quelques pistes d'actions professionnelles, qui me semblent intéressantes et pertinentes à la suite de ce travail de recherche.

6.1 HYPOTHESE DE RECHERCHE

**Le politique ne défend pas l'investissement dans la couverture du risque de pauvreté en cas de divorce, car les valeurs défendues par les partis politiques ne vont pas dans ce sens.
Le divorce n'est donc pas considéré comme un problème social.**

L'hypothèse soulignait que le divorce n'est pas construit comme un problème social, car il s'oppose aux valeurs défendues par les partis politiques (et la population qu'ils représentent). C'est pourquoi investir dans une assurance-divorce n'est pas réaliste.

L'ensemble des entretiens a montré de manière assez claire que la question du divorce est, à l'heure actuelle, très compliquée, tant les valeurs autour du phénomène changent entre les différents partis, voire entre les différents représentants d'un même parti. Néanmoins, pour objectiver un peu tout cela, il me paraît primordial de revenir sur les notions théoriques abordées dans mon cadre théorique. Par exemple, revenons sur la notion de risque social. Le Dictionnaire suisse de politique sociale en ligne définissait le risque social comme « *un risque qui met en question l'ordre symbolique d'une société à un moment précis, ce qui engendre la mobilisation de différents acteurs et groupements sociaux* » (Bachmann, s.d.). J'avais alors relevé que la notion « symbolique » allait prendre tout son sens dans le cadre de cette recherche et justifiait à elle-seule les interviews des différent·e·s politicien·ne·s. Ces derniers ont justement mis en évidence qu'un risque social ne fait souvent pas état de vérité partagée et, bien que tous les partis aient été d'accord pour dire que le divorce était bel et bien un risque social, peu d'entre eux semblaient enclins à engager des actions concrètes et donc à le considérer comme un véritable problème social (bien qu'un flou entre les deux notions ait pu exister). Et c'est bien là que réside l'explication de la non-existence de véritables mesures contre la précarisation des ménages divorcés.

En effet, comme vu dans le cadre théorique, c'est uniquement quand un phénomène social est reconnu comme problème social, que la politique sociale va mettre en place des mesures dans le cadre du système de sécurité sociale pour prévenir les différents risques évalués. Mais pourquoi le phénomène du divorce n'est pas considéré comme un problème social ? Pour répondre à cette question, revenons aux divers déterminants d'un problème social :

- **Les désavantages que cette problématique engendre :** les politiques interviewés étaient d'accord pour dire que la problématique du divorce engendre véritablement, en plus des désavantages psychologiques, des désavantages financiers énormes, comme le recours à l'aide sociale. De plus, la situation des enfants dans le cadre du divorce semblait également les inquiéter.

- **Le nombre de personnes concernées** : conscients de l'augmentation incessante du divorce en Suisse, les politiques semblaient d'accords pour dire que le phénomène prenait véritablement de l'ampleur. Au vu des réalités statistiques évoquées dans le cadre théorique, cet état de fait semble évident.
- **Qu'il soit désirable et possible d'atténuer** : la désirabilité constitue, selon moi, le premier obstacle à l'élaboration d'actions concrètes autour des risques de paupérisation des ménages divorcés. En effet, intimement liée à l'item ci-dessous, deux des quatre partis représentés (UDC et PLR) ne semblaient pas tellement désireux d'investir la problématique. Pour le PDC, le projet d'assurance sociale publique posait problème, mais elle jugeait important de pouvoir investir la problématique. Quant à la « possibilité », même le parti qui semblait le plus partisan du projet (PS) semblait un peu emprunté face à la manière de faire, notamment en termes de financement, dans le contexte actuel d'économies.
- **L'incompatibilité avec certaines valeurs** : c'est, comme prévu, bien là que le projet rencontre des difficultés. Ceci entre autres au nom de la différence qu'il existe entre un risque individuel – qui fait appel à la notion de responsabilité individuelle et doit donc être assumé par la personne elle-même – et un risque collectif – qui fait appel à la notion de responsabilité collective et doit donc être assumé par la société. En effet, trois partis (UDC, PDC, PLR) sur quatre se rejoignent sur le fait que le divorce reposait sur la responsabilité de chacun·e et que l'Etat ne devait ainsi pas nécessairement intervenir. Seul le PS semble un peu plus enclin à engager des actions. En retournant dans l'historique de l'Etat social, une telle vision semble totalement justifiée puisqu'un changement idéologique a eu lieu à la fin des années 1970 – des Trente Glorieuses –, en passant de l'Etat Providence d'après-guerre à un Etat incitateur. En effet, dans cette période de crise économique, l'idée était véritablement de réduire le poids de l'Etat dans la société et de renforcer les libertés individuelles des individus, avec les bienfaits et les méfaits qui en découlent. Aujourd'hui, nous sommes encore dans ce paradigme et il est donc totalement normal que la période actuelle ne soit pas propice à l'arrivée de nouvelles prestations sociales.
- **Le problème est en voie de « construction »** : ceci signifie que son caractère problématique est relativement récent et qu'il convient aujourd'hui de le traiter. Au vu de la surprise des interlocuteurs et interlocutrices à l'évocation de mon sujet de recherche, il semble assez clair que la problématique du divorce est véritablement en « construction ». Le peu de littérature dédiée aux conséquences du divorce est également là pour le prouver.

En conclusion, je peux donc sans autre affirmer que c'est avant tout une question de valeurs qui fait qu'aujourd'hui, aucun investissement politique n'ait réellement été entrepris dans le milieu du divorce, si ce n'est pour la protection des enfants. Les notions de responsabilité individuelle et de choix sont tellement prégnantes dans ce milieu qu'il paraît compliqué d'engager des actions et de traiter le divorce comme un véritable problème social, même si les risques qu'il induit sont bel et bien identifiés et reconnus par le milieu politique. A l'heure d'aujourd'hui, les issues du divorce sont donc jugées comme acceptables par une majorité des politiques et ne constituent donc pas une menace à l'égard de l'équilibre social. Néanmoins, l'ensemble des partis semblait d'accord pour dire que le divorce constituait à l'heure actuelle un phénomène social important et préoccupant. Là se trouve toute

l'ambivalence du divorce : des valeurs font qu'il est compliqué pour les politiques de s'investir dans cette problématique, mais, en même temps, ils sont conscients des enjeux autour de cette dernière (notamment les familles monoparentales) et semblent s'en inquiéter.

6.2 QUESTION DE RECHERCHE

En comparaison avec le veuvage, une assurance divorce publique peut-elle répondre de manière réaliste aux nombreux risques que présente le divorce ?

La question de recherche visait à interroger la faisabilité d'une assurance divorce publique, sur le modèle du modèle assurantiel autour du veuvage.

Du côté du PLR et l'UDC, la création d'une assurance divorce publique ne va, en aucun cas dans le sens de leur idéologie, qui soutient une responsabilité individuelle forte et qui ne souhaite pas que l'Etat entre dans la vie privée des individus. Pour le PDC, trop peu d'informations m'ont été données pour que je puisse véritablement me positionner à l'égard des éventuelles envies d'investir la problématique du divorce, même si la question de responsabilité individuelle semblait également un frein à l'élaboration d'une telle assurance. Pour le PS, la discussion semble déjà plus ouverte et laisse entrevoir des pistes d'action au niveau étatique, même si l'assurance divorce publique ne semble pas non plus être l'idéal des représentants du parti. Tous étaient néanmoins d'accord pour dire qu'actuellement, le projet d'une assurance publique serait voué à l'échec. En effet, de nos jours, tout vise à réduire les coûts du social et le système assurantiel suisse repose de plus en plus sur la notion de responsabilité, qui définit si tel ou tel risque doit être pris en charge par le système assurantiel suisse, ou non. Ceci s'explique nécessairement par le changement idéologique de l'Etat : d'un Etat Providence d'après-guerre (jusque dans la moitié des années 1970), considéré comme l'âge d'or de l'Etat social, où l'Etat n'hésitait pas investir dans les causes sociales grâce au contexte économique très favorable des Trente Glorieuses à l'Etat Incitateur (de la moitié des années 1970 à nos jours), un système beaucoup moins paternaliste qui vise avant tout à réduire le poids de l'Etat dans la société et institue donc des exigences pour bénéficier de prestations sociales, il est évident que la manière de percevoir et d'appréhender les problématiques sociales n'est plus la même. Or, c'est précisément dans les années 1970 qu'est apparue la problématique du divorce. Il est donc plutôt normal que les partis politiques ne l'aient pas investie, car elle ne semble pas urgente à l'heure actuelle. Les entretiens avec les politicien-ne-s sont d'ailleurs là pour le démontrer : peu d'entre eux étaient au courant d'actions concrètes menées au sein de leur parti. De plus, comme relevé plus haut, la notion de responsabilité individuelle semble encore avoir le dessus sur la nécessité de prendre en charge la problématique du divorce au niveau sociétal.

La question du financement semblait également poser problème, puisque les différents partis politiques relevaient le fait qu'il serait très difficile de faire passer le projet au niveau de la population, car les couples mariés persuadés de finir leur vie ensemble refuseraient très certainement de cotiser pour une assurance dont ils estiment ne pas avoir besoin. En conclusion, je peux donc sans autre affirmer que la question d'une assurance publique pour prévenir le risque de pauvreté suite au divorce semble être une idée trop éloignée de la réalité politique actuelle.

Tout ceci va même dans le sens du système assurantiel autour du veuvage, puisque, si l'on se rappelle des mesures automatiques en lien avec ce dernier, les différences dans les conditions d'octroi de rente entre femmes mariées, femmes divorcées et hommes montraient déjà clairement un soutien de valeurs de l'ordre de la famille traditionnelle.

Pour les différentes raisons évoquées ci-dessus, le projet d'assurance sociale publique semble pour l'heure voué à l'échec, car, comme relevé dans l'analyse, il s'agit d'un pas de géant. Au contraire, une autre mesure semble plus réalisable.

6.3 PISTES D'ACTIONS PROFESSIONNELLES

Le premier élément à relever est qu'actuellement, le divorce ne semble pas reconnu comme un problème social. En effet, les valeurs actuelles du milieu politique ne vont pas dans ce sens, car les notions de choix et de responsabilité individuelle sont trop présentes pour qu'il soit véritablement considéré comme un risque social. Néanmoins, je ne suis pas totalement négative et l'historique du système assurantiel autour du veuvage (voir chapitre 3.5.2) me laisse entrevoir une porte à ouvrir, celle du lobbying. En effet, dans le cadre du veuvage, ce sont les femmes veuves qui ont fait pression sur le Gouvernement pour que des choses se mettent en place. En utilisant les enfants comme levier d'action, nous pourrions par conséquent imaginer que les familles divorcées fassent à leur tour du lobbying, organisées autour par exemple d'une association soutenue par un parti politique. Ce lobbying devrait s'axer autour des causes et des conséquences du divorce.

D'un point de vue des actions à mettre en place, la création d'une assurance publique étant difficilement réalisable à l'heure actuelle, l'instauration d'une prévention des risques autour du mariage et du divorce semble être une mesure beaucoup plus envisageable sur le moyen terme et il s'agit de celle, au vu des entretiens, qui pourrait être le plus entendu en terme d'action sociale à l'heure actuelle. C'est donc cette piste qui semble la plus réaliste. Cette prévention pourrait s'organiser en amont, notamment dans le cadre d'un contrat de mariage ou à travers l'assurance privée.

Pour mener un projet autour de cette dernière autour du mariage, le parti qui semble le plus sensible à la problématique est sans aucun doute le PS. Les paroles de son représentant vont d'ailleurs dans ce sens : *« Ce qui est intéressant du côté du PS, c'est que nous on est des défenseurs des personnes qui ont des fragilités, des bas revenus ou qui ont moins d'opportunités de faire leur propre place. Dans ce sens-là, je pense que c'est vraiment une catégorie de personnes à laquelle on pourrait s'intéresser »*. Il pourrait donc être important de prendre contact avec le parti pour voir de quelle manière une prévention des risques liée au mariage pourrait être apportée au niveau étatique.

Pour ma part, j'imagine que cette prévention des risques doit faire partie d'un processus avant le mariage. En effet, à l'heure actuelle, les conditions pour se marier sont très peu contraignantes et il faudrait peut-être que le mariage soit beaucoup plus préparé, un peu sur le modèle religieux, comme l'indiquait la représentante du PDC. Investir le champ des causes du divorce me semble dès lors essentiel pour que la prévention soit au plus proche des réalités des couples mariés. Néanmoins, toutes ces modalités doivent être discutées avec le parti politique qui voudra bien s'investir dans la problématique.

7 BILAN DE LA RECHERCHE

Je vais tout d'abord aborder les différents objectifs de la recherche et je terminerai par identifier les limites de ma recherche.

7.1 OBJECTIFS DE RECHERCHE

Les objectifs de recherche que je m'étais fixés au début de la recherche ont tous été atteints.

- ➔ Déterminer si le divorce est construit à l'heure actuelle comme un problème social.

A travers ce travail, j'ai pu établir assez clairement les différents déterminants d'un problème social pour les soumettre à la problématique du divorce.

- ➔ Comprendre pourquoi et comment le phénomène du divorce a pris une telle ampleur dans la société.

J'ai passablement fouillé dans la littérature et je suis en mesure aujourd'hui de dire que j'ai pu, sur la base de mes lectures, bien comprendre les enjeux autour de la problématique du divorce. Le livre de Colette Holstein a particulièrement été intéressant pour comprendre l'histoire du divorce et du mariage.

- ➔ Développer et analyser les enjeux de la thématique au niveau politique pour mieux comprendre les réticences qu'elle peut provoquer chez certains acteurs sociaux.

A travers mes lectures et les entretiens, je cerne aujourd'hui les véritables enjeux autour de la thématique du divorce et ai une bonne compréhension de ces derniers. Les nombreux écrits juridiques m'ont également permis de comprendre les différentes restrictions en lien avec le divorce.

- ➔ Comprendre la structure de la politique suisse ainsi que de son système d'assurances sociales.

A travers la littérature, j'ai véritablement eu accès aux informations explicites de notre système politique et ai saisi son fonctionnement de manière plus approfondie. Les entretiens m'ont, quant à eux, permis d'avoir accès à des informations plus implicites quant à ce fonctionnement. En effet, toutes les questions autour des valeurs ne font pas forcément partie des choses mentionnées dans les articles et les ouvrages, et pourtant, je me suis rendue compte de leur importance tout au long de cette recherche.

7.2 LIMITES DE LA RECHERCHE

J'ai identifié plusieurs limites à mon travail de recherche :

→ Le faible échantillon interrogé

Au cours de mon analyse de données, je me suis aperçue qu'il aurait été nécessaire que je m'entretienne avec un plus grand nombre de politicien·ne·s pour pouvoir réellement avoir un point de vue plus approfondi sur la question du divorce de la part des différents partis représentés. De plus, en choisissant l'entretien semi-directif, j'ai choisi de favoriser l'information qualitative plutôt que quantitative. Ce parti pris, bien qu'il soit méthodologiquement justifiable, ne donne néanmoins accès qu'à une petite frange de la « vérité » de chacun des partis politiques interrogés.

→ Le degré de connaissance du sujet de mes interlocuteurs et de mes interlocutrices

Les politicien·ne·s n'étant pas forcément au courant de certaines informations recherchées, il m'a été passablement compliqué de réaliser une analyse de données qui puisse répondre aux différents enjeux soulevés dans le cadre théorique. Il faut dire qu'il n'a pas été facile de trouver des politiques enclins à répondre à mes questions, surtout que les entretiens ont eu lieu durant les élections pour le Conseil National et le Conseil d'Etat. Je fais aussi l'hypothèse que le courrier que je leur ai fait parvenir n'était peut-être pas assez explicite et que certaines informations manquaient.

→ La question du genre autour du divorce

La variable genre, que je souhaitais interroger, au vu du peu d'interlocuteurs, n'a pas pu être visitée, ce que je trouve dommage. En effet, il aurait été intéressant de voir si les points de vue différaient entre hommes et femmes, étant donné la tendance à plus souffrir des conséquences du divorce des secondes citées. Ainsi, ce n'est qu'au sein du PS que j'ai pu effectuer une telle analyse et ceci n'était de loin pas suffisant pour arriver à des résultats exploitables.

→ La manière dont j'ai posé les questions

En définissant des questions d'entretien assez précises, j'ai peut-être orienté les réponses des interlocuteurs et interlocutrices. Ceci m'a certainement empêchée d'avoir accès à certaines informations. Par exemple, au moment où j'ai rédigé l'analyse de mes données, je me suis rendue compte qu'il n'était pas forcément clair dans chacune de mes questions, si je parlais d'assurance publique ou privée. Néanmoins, je pense quand même avoir pu cerner l'essentiel des informations.

→ La confusion entre assurance divorce et assurance contre la pauvreté des suites du divorce

Tout au long de mon analyse, je me suis aperçue que cette petite nuance grammaticale avait toute son importance au niveau du sens. En effet, les différent·e·s politicien·ne·s se rejoignent sur le fait que, plus que le divorce, c'est la précarisation des ménages divorcés, comme conséquence du divorce, qui pourrait devenir un problème social, et non pas le divorce lui-même.

7.3 POSITIONNEMENT PERSONNEL

Pour ma part, je suis intimement persuadée que le divorce est un problème social et qu'il est, par conséquent, nécessaire de le traiter à un niveau macro. En effet, tous les indicateurs démontrent que ce phénomène prend de plus en plus d'ampleur dans la société depuis quelques décennies, avec les conséquences qui en découlent (risque accru de pauvreté pour le couple et les enfants, conséquences psychologiques pour le couple et les enfants, changements organisationnels drastiques pour les parents, etc.).

Selon moi, nous vivons dans une société trop dure envers les personnes qui y vivent. En effet, sous le prétexte de la responsabilité individuelle de chacun-e, je trouve que l'Etat se désinvestit de problématiques qui semblent beaucoup plus être sociales – les chiffres du divorce sont d'ailleurs là pour le démontrer – que d'ordre individuel. Le divorce par exemple est une étape très difficile émotionnellement parlant. En plus de cela, les personnes qui « en souffrent », car oui, il s'agit bel et bien d'une souffrance, doivent affronter une réalité administrative et financière qui semble, malgré une certaine évolution de la morale, toujours vouloir « punir » le ou la divorcé-e. Des procédures pénales très longues et coûteuses en sont l'exemple le plus parlant. Il est compliqué pour moi de voir que la législation et la mentalité des gens ne va pas autant vite que ne bouge la société. Ainsi, quand j'entends certains partis qui ne semblent vouloir soutenir que les formes de famille traditionnelles, cela me pose réellement question, tant la forme des familles a évolué ces dernières années. Notre société a énormément de ressources et est capable de beaucoup de choses, mais pour cela, il faut accepter que notre monde change, sans le craindre, mais en considérant que chaque changement nécessite une évolution du système dans lequel nous vivons. Actuellement, ceci pose encore et toujours problème. L'exemple du divorce n'en est qu'un parmi tant d'autres.

Néanmoins, à travers ma position d'assistante sociale, je veux me battre encore et toujours pour les causes que j'estime justes. Le divorce en fait d'ailleurs partie. Cette société individualiste me questionne énormément et me laisse à croire qu'un changement de mentalité nécessitera du temps, beaucoup de temps. Mais je veux en être ! Ceci me rappelle un systémicien français que j'affectionne tout particulièrement, Jean-Paul Gaillard, qui considère qu'une mutation doit absolument s'accompagner. Pour ce faire, il estime qu'il faut être capable « *d'abandonner la posture d'observateur extérieur qui fait de nous des acteurs irresponsables* ». L'engagement d'un TS passe selon moi par cette posture réflexive si chère à la HES-SO // Valais-Wallis en Travail Social.

A travers ce travail de mémoire, j'ai eu la chance de pouvoir explorer une problématique de manière approfondie. J'ai pu en définir les tenants et les aboutissants et me suis construit un avis critique. Je suis persuadée que le but de ce travail réside essentiellement dans le fait qu'il doit nous permettre à nous, TS, de prendre conscience de notre réalité professionnelle et de poser un regard critique face à cette dernière, pour émettre des possibilités de changement. Nous sommes des acteurs de changement qui devons sans cesse nous battre pour un bien-être sociétal, car si nous, nous ne nous battons plus, qui le fera ? Notre travail ne consiste pas uniquement à soutenir l'Homme sur une courte période, mais bien de penser un monde meilleur sur le long terme. Et si cela est fait avec sagesse et intelligence, je suis sûre que tout est possible et que les mentalités peuvent changer.

8 CONCLUSION

Parvenue au terme de ce travail de recherche, un bilan s'impose. Le but de cette conclusion ne consiste pas à réaliser un résumé de l'étude – déjà fait plus haut –, mais plutôt à exprimer mes sentiments à l'égard de la recherche elle-même.

Très optimiste et ravie d'avoir trouvé un sujet qui me parlait au départ, j'ai néanmoins très vite été confrontée à certaines difficultés qui m'ont poursuivie durant une bonne partie de la réalisation de mon travail. En effet, devant la masse d'informations qui s'offraient à moi, il était très difficile de cerner celle qui était pertinente. Cela m'a donc pris énormément de temps et il a été très difficile pour moi de prendre conscience que je n'avançais pas à la vitesse que je voulais. Ce d'autant plus que j'ai commencé à travailler à un haut pourcentage, à la moitié de la réalisation de mon Travail de Bachelor. Le rythme très contraignant du travail et le stress qui en découlait n'ont pas été des choses faciles à gérer, mais j'ai tout de même réussi à m'organiser de sorte à parvenir à la fin de la rédaction, même si j'avais parfois l'impression de perdre un peu pied. La crainte de ne pas réussir à terminer dans les temps m'aura, par conséquent, accompagnée durant l'entier de la réalisation de mon Travail de Bachelor. Je ressens donc un sentiment de satisfaction et énormément de soulagement à la minute où je rédige ces dernières lignes.

Ce travail m'a permis de mener à terme un processus scientifique et a été une réelle initiation au travail de recherche. Définir une problématique, une question de recherche, des hypothèses et des objectifs de recherche, reformuler le tout, choisir un outil pour la récolte de données, le construire ou encore analyser de manière approfondie des résultats ont été autant d'éléments relativement nouveaux pour moi. Chacune de ces étapes, bien qu'elles ne furent pas tout le temps évidentes, ont été formatrices et m'ont permis de véritablement adopter une posture de praticienne réflexive.

Tout au long de mon travail, je me suis également rendue compte de la relative difficulté d'avoir choisi d'aborder une thématique plutôt innovante. La littérature autour des conséquences financières du divorce est en effet plutôt maigre et il a donc fallu que je me recadre à plusieurs reprises pour garder une ligne claire pour l'élaboration de mon travail de recherche.

La conduite d'entretiens a également été un exercice formateur pour ma pratique professionnelle. Stressée au départ, je me suis sentie prendre de plus en plus d'assurance et j'appréhende les entretiens de manière totalement différente à l'heure actuelle.

Ce travail de recherche m'a également permis de mettre un pied dans un système de lois et d'assurances sociales qui ne m'était pas étranger, mais dans lequel j'avais un certain nombre de lacunes. J'ai encore plus saisi la complexité du système dans lequel nous évoluons, car, si la démocratie est un système politique très valorisant pour ses membres, il n'en demeure pas moins que tout changement nécessite du temps.

Tout au long du travail, j'ai également appris à me réajuster en permanence, autant lors des entretiens, que durant mes recherches théoriques. Ceci m'a aidé à développer ma capacité d'adaptation et mon esprit d'analyse.

Ce Travail de Bachelor a été à la source d'énormément de questionnements, de réflexions, de conflits éthiques qui m'ont amenée dans des recoins de ma personnalité qui m'étaient encore inconnus.

Aujourd'hui, même si tout ne fut pas facile, je sors grandie tant personnellement que professionnellement de ce Travail de Bachelor. Il m'a permis de véritablement adopter une posture de praticienne réflexive, tout en apprenant à mieux me connaître et à cerner mes besoins en termes de méthodologie de travail. Cette posture, bien que nous l'entraînions tout au long de la formation, a vraiment pris du sens pour moi durant ce Travail de Bachelor, dans la mesure où, durant les derniers mois, j'exerçais comme travailleuse sociale. Ceci m'a donc sensibilisée au fait que notre esprit critique doit faire partie intégrante de notre pratique professionnelle, et m'a permis de faire des liens entre les situations que je vivais au quotidien et les éléments qui ressortaient de mon travail de recherche. Je ne peux donc qu'être contente en voyant tout le chemin que j'ai accompli.

En termes de perspectives de recherches, je pense qu'il serait très intéressant de mener ce même type de recherche – peut-être de manière quantitative - auprès de la population. Ceci pourrait en effet donner lieu à des résultats intéressants en vue de la constitution du divorce comme problème social. De plus, il pourrait s'agir d'une première esquisse de lobbying au niveau politique.

9 BIBLIOGRAPHIE

Artias et les cantons romands. (2014, Mars). *Entretien : obligation d'entretien des pères et des mères*. Consulté le Février 17, 2016, sur guidesocial.ch: <http://www.guidesocial.ch/fr/fiche/100/>

Aubert, J.-F. (1978). *Exposé des institutions politique de la Suisse a partir de quelques affaires controversées*. Lausanne: Payot.

Bachmann, C. (s.d.). *Risques sociaux*. Consulté le décembre 13, 2015, sur Dictionnaire suisse de politique sociale: <http://www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?id=709>

Baumann, K., & Lauterburg, M. (2007). *Divorce, caisse de pension, AVS/AI - Ce qu'il vous faut savoir*. Berne: Conférence suisse des déléguées à l'égalité.

Beer Charles, Bianda Dianela, Felix François, & Gianors Nadia. *Face à la pauvreté Politique sociale, assistance publique et travail social*.

Belorgey, J.-M. (1976). *Clefs pour demain la politique sociale*. Seghers.

Bodenmann, G., & Perrez, M. (1996). *Le divorce et ses conséquences*. Fribourg: Universitätsverlag Freiburg Schweiz.

Cadolle, S. (2005/2). La transformation des enjeux du divorce. *La coparentalité à l'épreuve des faits*, 136-147.

CARITAS. (2015). *Pauvreté en Suisse*. Consulté le novembre 15, 2015, sur <http://www.caritas-pauvrete.ch>.

Carnal, P.-Y. (2004). Les assurances sociales, la politique sociale et la sécurité sociale: essai de définitions et de présentation générale. *Actualités du social*, 22-33.

Cassiers, I., & Reman, P. (2007). Ambivalences de l'Etat-providence : à l'horizon d'un Etat social actif. *Informations sociales*, 18-24.

CDR divorce.ch Sàrl. (s.d.). *Le divorce par consentement mutuel*. Consulté le Février 15, 2016, sur Divorce.ch: <http://divorce.ch/tout-sur-le-divorce/le-divorce-par-consentement-mutuel>

Centre d'information AVS/AI . *Manuel 1er pilier (AVS / AI / APG / PC / AF)*. Freienbach: Centre d'information AVS/AI.

Centre d'information AVS-AI. (2014, décembre). Mémento - Rentes de survivants de l'AVS. *Rentes de survivants de l'AVS - Etat au 1er janvier 2015*. Berne, Suisse: OFAS.

Christinat, R. (2014, avril). *Concubins, de la trame de fond au premier plan*. Consulté le novembre 15, 2015, sur droit matrimonial.ch: http://www.droitmatrimonial.ch/fileadmin/user_upload/matrimonial/Fiches/2014_Avril/0_Analyse_Concubins.pdf

Confédération suisse. (2014). *Code Civil Suisse*. Berne: Chancellerie Fédérale.

Confédération suisse. (2015). *Statistique de l'aide sociale*. Consulté le janvier 28, 2015, sur Admin.ch: <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/03/03/dos/04.html>

Conférence Suisse des Déléguées à l'Egalité entre Femmes et Hommes. (2008). *Révision du droit du divorce : propositions de la CSDE*. Berne: CSDE.

Conseil Fédéral suisse. (2006, janvier). Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté. Rapport du Conseil fédéral en réponse à la motion (06.3001) de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil National (CSSS-N) du 13 janvier 2006. Berne, Suisse: Conseil Fédéral.

Coray, J., de Weck Haddad, S., & Reich, B. (1994). Divorce quelles conséquences financières pour les femmes. *F-Information Genève*.

CSIAS. (2005). *Concepts et normes de calcul de l'aide social*. Consulté le Février 14, 2016, sur Site officiel de la CSIAS: www.csias.ch

CSIAS. (2015). *Pauvreté et seuil de pauvreté*. Consulté le janvier 21, 2015, sur Site officiel de la CSIAS (Conférence Suisse des Institutions de l'Action Sociale): <http://www.skos.ch>

CSIAS. (2008). *Retour sur la journée nationale "Pauvreté après le divorce"*. Berne: CSIAS.

Dafflon, B. (2003). *La politique familiale en Suisse: enjeux et défis*. Réalités sociales.

Doucet-Bon, L. (1975). *Le mariage dans les civilisations anciennes*. Paris: Albin Michel.

Drivaud, M.-H. (2005). *Le Robert Collège*. Paris: Dictionnaires le Robert.

Girod, R. (2002). *Dictionnaire suisse de politique sociale*. Lausanne: Nouvelle édition.

Golay, V. (2009). *Institutions politiques Suisses*. Berne: Editions Loisirs et Pédagogie.

Greber, P.-Y. (1982). *Droit suisse de la sécurité sociale*. Lausanne: Réalités sociales.

Guide Social Romand. (2013, Juin). *Prévoyance professionnelle*. Consulté le Février 16, 2016, sur Guide Social Romand: <http://www.guidesocial.ch/fr/fiche/126/>

Holstein, C. (1996). *Le divorce*. France: Flammarion.

Kehrli, C., & Knöpfel, C. (2007). *Manuel sur la pauvreté en Suisse*. (CARITAS, Éd., & I. S. Lausanne/Zurich, Trad.) Lucerne: CARITAS.

Keller, V. (2005). *Aider et contrôler, Les controverses du travail social*. Lausanne: Les cahiers de l'EESP.

Knöpfel, C., & Schuwey, C. (2014). *Nouveau manuel sur la pauvreté en Suisse*. Lucerne: CARITAS.

Knüsel, R., & Tabin, J.-P. (2014). *Lutter contre les pauvres. Les politiques face à la mendicité dans le canton de Vaud*. Lausanne: Edition d'En Bas.

Lambert, A. (2009/1). Des causes aux conséquences du divorce: histoire critique d'un champ d'analyse et principales orientations de recherches en France. *Population*, 64.

L'Assemblée Fédérale de la Confédération Suisse. (2013, juillet). *Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe*. Consulté le novembre 15, 2015, sur www.admin.ch: <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20022194/index.html>

Lévy, C. (2003). *Vivre au minimum enquête dans l'Europe de la précarité*. Paris: La dispute.

Marazzi, C. (s.d.). *Définition de la précarité*. Consulté le Février 15, 2016, sur Dictionnaire de politique sociale en ligne: <http://www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?id=604>

Molénat, X. (2015, Septembre). Famille : le coût du divorce. *Alternatives économiques*, pp. 32-34.

Neyand, G. (2005/4). Monoparentalité et précarité. *60*, 51-57.

OFAS. (2013, Janvier). *Histoire de la sécurité sociale*. Consulté le février 8, 2016, sur Histoire de la sécurité sociale: <http://www.histoiredelasecuritesociale.ch/accueil/>

Office Fédéral de la Statistique. (2007). *La pauvreté des personnes en âge de travailler*. Consulté le Février 14, 2016, sur Site officiel de l'Office Fédéral de la Statistique: www.bfs.ch

Office Fédéral de la Statistique. (2005). La pauvreté des personnes en âge de travailler. Taux de pauvreté et de working poor parmi les personnes âgées de 20 à 59 ans, en Suisse, entre 2000 et 2005. Neuchâtel, Suisse.

Office Fédéral de la Statistique. (2008). *Les familles en Suisse - Rapports statistique 2008*. Berne: Confédération suisse.

Office Fédéral de la Statistique. (2014, décembre). *Etat et structure de la population – Indicateurs*. Consulté le novembre 15, 2015, sur Office Fédéral de la Statistique : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/02/blank/key/zivilstand.html>

Office Fédéral des Assurances Sociales / OFAS. (2015). *Statistiques de l'AVS 2014*. Consulté le novembre 15, 2015, sur Office Fédéral de la Statistique : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=6585>

Parti Démocrate Chrétien suisse. (s.d.). *Le PDC*. Consulté le décembre 15, 2015, sur Site officiel du Parti Démocrate Chrétien suisse: <https://www.cvp.ch/fr>

Parti Libéral Radical suisse. (s.d.). *Présentation*. Consulté le décembre 15, 2015, sur Site officiel du Parti Libéral Radical suisse: <http://www.plr.ch>

Parti Socialiste suisse. (s.d.). *Programme de parti*. Consulté le décembre 15, 2015, sur Site officiel du Parti Socialiste suisse: <http://www.sp-ps.ch/fr>

Reuse, S. (2013). Quand travailler rime avec pauvreté: regard croisés sur la problématique des woorking poor bénéficiant de l'aide sociale en Valais. Sierre.

Rosanvallon, P. (1981). *La crise de l'Etat providence*. Paris: Edition du Seuil.

Rosanvallon, P. (1995). *La nouvelle question sociale : repenser l'Etat providence*. Paris: Edition du Seuil.

Rossini, S. (1999). *Défis et débats sociaux à propos des réformes de la politique sociale*. Berne: Réalités sociales.

Rossini, S., & Favre Baudraz, B. (2004). *Les oubliés de la protection sociale*. Berne: Réalités sociales.

S. Sandoz, M. Ducrot, G.-A Bernasconi, D. Tappy, M. Stettler, P. Gardaz, et al. (2000). *Le nouveau droit du divorce* (Vol. 41). Lausanne: Ceditac.

Union Démocratique du Centre suisse. (s.d.). *Positions*. Consulté le décembre 15, 2015, sur Site officiel de l'Union Démocratique du Centre suisse: <http://www.udc.ch/>

Van Campenhoudt, L., & Quivy, R. (2011). *Manuel de recherches en sciences sociales*. Paris: Dunod.

Walther, B. (2006). Le sort de l'enfant après séparation conflictuelle des parents: quel rôle des Services de protection de l'enfant ? de. *Travail de Bachelor*, 127.

10 ANNEXES

Ci-dessous, vous trouverez l'ensemble des annexes mentionnées dans le travail.

ANNEXE A : HISTORIQUE DU DIVORCE

La notion d'union existe depuis que les premières sociétés primitives sont apparues. Mais à l'époque, l'union visait essentiellement la procréation. C'est plus tard, environ au 17^{ème} siècle avant J.-C., lorsque les sociétés se sont organisées avec des fonctions politiques plus spécifiques, que la notion de mariage telle que nous la connaissons aujourd'hui émergea. La notion de protection familiale est également apparue dans les nombreuses préoccupations politiques de l'époque. Afin d'assurer cette protection, la famille devait être définie, de manière à ce que l'État puisse répondre aux besoins de celle-ci. C'est donc à ce moment que la notion de mariage permit de définir la famille avec le couple conjugal et sa descendance. Toutefois, le mariage n'était alors pas comme il l'est de nos jours, un mariage d'amour, mais visait plus des intérêts sociaux et économiques.

C'est, par conséquent, dans cette même idée que le divorce est apparu. En effet, si les fins que le mariage visait n'étaient pas remplies, la possibilité d'y mettre fin était envisageable. Ainsi, en se référant aux recherches les plus anciennes, il est possible de trouver des traces de rupture de couple, mais qui n'étaient pas toujours nommées par le mot « divorce ». En revanche, les recherches prouvent que des documents formels afin de désunir le couple existaient déjà. Le divorce, en tant que rupture d'une union, existe donc depuis plusieurs milliers d'années.

Plusieurs points différencient néanmoins les premières dissolutions de mariage du divorce actuel. Une première règle permettait la dissolution uniquement si le mariage ne pouvait pas atteindre les buts sociaux et religieux qui lui étaient assignés. De plus, seul le mari pouvait répudier son épouse, car, à cette époque, les femmes n'avaient de statut qu'en tant que mère de famille et cette considération leur permettait uniquement de remplir les différents rôles qui leur étaient attribués. Cependant, plus tard, notamment influencé par la philosophie grecque et la croissance de l'Empire Romain, le divorce perdit de sa rigidité. Cela entraîna par conséquent un nombre important de divorces durant cette période (6^{ème} siècle avant J.-C.). Devant cette évolution, certains essayèrent de lutter contre ce phénomène, en instaurant notamment des peines sévères en cas de divorce sans raisons valables. C'est donc dans cette même période que la notion de divorce par consentement mutuel apparut pour la première fois.

Par la suite et afin de reprendre les situations familiales en mains, l'Église catholique voulut instaurer certaines règles, dans le but de mieux gérer le phénomène du mariage et du divorce. Il fallut cependant quelques siècles avant qu'elle puisse réinstaurer l'indissolubilité du mariage. Pour ce faire, elle commença par travailler sur la moralisation religieuse et citoyenne du mariage, en instaurant par exemple l'interdiction de la polygamie, un phénomène fréquent avant la réforme. Durant plus de cinq cents ans, l'Église fut la seule en Occident à légiférer sur le mariage et à régler toutes les questions s'y rapportant. C'est notamment durant cette période que l'Église fit apparaître la notion de l'indissolubilité absolue du mariage. Il s'agissait alors d'un retour en arrière : le mariage ne pouvait être rompu à la seule condition que le but de celui-ci ne soit atteint (procréation, éducation). L'Église fit donc du mariage un sacrement qui obéissait à ses propres règles et il ne pouvait être rompu.

Cette mainmise de l'Église s'arrêta dès le seizième siècle. En effet, des controverses politiques et philosophiques apparurent durant cette période. La première thèse civile sur le mariage émergea à cette époque et, petit à petit, le pouvoir laïc prit de plus en plus de place dans la notion du mariage,

et puis, par la suite, dans celle du divorce. En premier lieu, le pouvoir laïc instaura la notion de séparation des corps et puis, un peu plus tard, celle de nullité du mariage. En 1559, la Royauté donna la responsabilité de régler les notions du divorce au pouvoir civil et aux tribunaux. Malgré ce changement radical, la notion d'indissolubilité du mariage persistait dans la morale des citoyens qui accordaient encore beaucoup d'importance à la tradition chrétienne.

Par la suite, une nouvelle remise en question réapparut. En effet, en 1884 la notion de divorce-sanction vit le jour en France. Cette nouvelle législation visait à réduire la liberté individuelle au sein des questions liées à la famille. La société devait être la garante de la pérennité de la vie familiale. C'est par cette volonté que les tribunaux décidèrent d'instaurer la notion de faute comme seul motif pour divorcer. L'un des époux devait avoir fait une grave erreur pour que son conjoint puisse demander le divorce. Cependant, au fil du temps, les avocats et les tribunaux aidèrent déjà à maquiller certains divorces afin de le faire passer dans les règles en vigueur. Cela amena un grand flou entre droits et libertés individuelles.

Durant le 10^{ème} siècle, la place de la femme commença également à changer. Dès lors, la femme n'était plus assignée à la mise au monde et à l'éducation, mais également à une autre ouverture au monde : elle avait donc, tout comme l'homme, sa liberté individuelle. Cela entraîna un changement considérable dans la pensée collective et les droits des personnes et de la famille n'échappèrent pas à cette véritable révolution. La notion de famille fut totalement bouleversée : une famille qui avait à la base une visée d'unité dirigée par une autorité patriarcale devint alors une unité de consommation et d'aide mutuelle.

Ainsi, la place du couple se vit totalement bousculée, tout comme celle de l'enfant d'ailleurs. Dorénavant, son éducation devait être assurée par les deux parents et plus uniquement par la mère. Le couple conjugal devait non seulement être fort, mais il devait également prendre une place encore inconnue : celle du couple parental. Le couple conjugal avait pour seule et unique base l'amour et cela entraîna des conséquences importantes pour le divorce. Alors que le mariage avait auparavant des visées de reproduction, il trouvait désormais, une notion de liberté individuelle : être heureux en se mariant avec la personne que l'on aime. Dès lors, il devint évident, que si l'amour n'était plus présent, la possibilité de divorcer devait exister. C'est donc également dans cette période que la notion de divorce par consentement mutuel apparut, avec les conséquences que nous connaissons actuellement.

En Suisse, le premier droit du divorce remonte à 1907. A l'époque, il était considéré comme progressiste, ce qui n'était plus du tout le cas en 1999, étant le plus vieux d'Europe. Le nouveau droit sur le divorce, toujours actuellement en vigueur, fut introduit dans le Code Civil suisse le premier janvier 2000. Il y a certes eu des modifications du droit du nom en 2013, mais aucune conséquence directe sur le divorce n'est à recenser, si ce n'est que le législateur a assoupli les démarches pour changer de nom après un divorce. Alors que jusque-là, la notion de faute prévalait dans l'invocation du divorce, dès cette date, elle disparut pour laisser place à la notion d'échec. Ce nouveau droit marqua donc un changement idéologique de taille : il considère que le divorce est un acte qui fait appel à la responsabilité individuelle de chacun·e. Il incite donc les époux à trouver eux-mêmes des solutions à l'amiable pour régler leurs conflits, tout en renforçant la protection de l'enfant.

Ces explications nous démontrent bien que l'histoire du divorce en Europe est passablement chaotique, tantôt remise en question par l'Etat, tantôt par l'Eglise. L'histoire du divorce est, par conséquent, passée par de multiples législations au cours du temps, avant d'être le divorce de notre société actuelle.

L'instauration du nouveau droit du divorce en Suisse est particulièrement importante pour ce travail de recherche, car les changements idéologiques peuvent justifier certaines réticences des milieux politiques pour la couverture du risque liée à la précarisation des ménages suite à un divorce.

ANNEXE B : INEGALITES AUTOUR DU DIVORCE

Pourquoi le divorce est à la source d'inégalités entre conjoints ?

Les données du cadre théorique nous ont montré que le divorce représente bel et bien un risque de paupérisation. Mais existe-t-il des raisons qui peuvent clairement le justifier ? En allant fouiller dans la littérature, je me suis rendue compte qu'un certain nombre d'incohérences et de dysfonctionnements autour du divorce participaient au phénomène. Il est à noter que toutes ces inégalités ont été relevées par des organismes qui se battent pour l'égalité hommes-femmes, car bien souvent, elles touchent plus les femmes. Cependant, il n'est pas à exclure le fait que les hommes peuvent également souffrir de telles inégalités. Ces dernières se situent principalement à deux niveaux : les contributions d'entretien et les assurances sociales.

→ Les contributions d'entretien

Le contexte de tension autour des contributions d'entretien – décrit dans le chapitre sur les mesures légales autour du divorce (voir chapitre 3.2.4) – fait qu'énormément de jurisprudences se sont greffées au texte de loi. Par exemple, dans un article que j'ai trouvé sur Internet qui traitait de la proposition de révision du droit du divorce de Conférence Suisse des Déléguées à l'Egalité entre Femmes et Hommes, on peut lire que, conformément à la jurisprudence actuelle, les ex-époux qui ont à charge les enfants n'ont droit à des contributions d'entretien propres versées par l'ex-conjoint que durant la période pendant laquelle les enfants doivent être pris en charge (jusqu'à ce que le dernier enfant ait 10 ans environ). Ils sont, par conséquent, contraints de s'insérer professionnellement, aussitôt que la situation de garde le permet. Ceci conformément au principe du clean-break, qui vise à limiter au maximum l'interdépendance financière des époux après le divorce (Conférence Suisse des Déléguées à l'Egalité entre Femmes et Hommes, 2008).

Bien que la visée du principe du clean-break soit théoriquement positive, il n'en demeure pas moins que dans la réalité, ce n'est malheureusement pas si facile. En effet, l'ex-époux qui s'est consacré pendant de longues années au travail familial – dans le modèle traditionnel de la famille, il s'agit bien souvent de la femme – a été éloigné du milieu du travail et sa réintégration professionnelle sera d'autant plus difficile. Or, cette réalité n'est pas forcément prise en compte par le principe du clean-break.

Un autre document trouvé en ligne, qui résume la journée nationale « Pauvreté après le divorce » organisée par la CSIAS le 6 mars 2008, (CSIAS, 2008) mentionne également d'autres problématiques en lien avec les contributions d'entretien, notamment relevées par la Commission Fédérale pour les Questions Féminines (CFQF). Parmi ces dernières, nous pouvons citer le fait que la jurisprudence mette les cas de déficit – c'est-à-dire lorsque les revenus des deux conjoints ne suffisent pas à couvrir les besoins des deux ménages après le divorce – entièrement à la charge de la personne qui bénéficie de la contribution d'entretien, afin de maintenir le minimum vital du conjoint débiteur. Ceci a pour conséquence qu'il arrive régulièrement que des contributions d'entretien soient revues à la baisse. Ainsi, on privilégie l'interdiction faite par le Tribunal Fédéral d'empiéter sur les propres besoins de la personne tenue de pourvoir à l'entretien plutôt que les besoins des enfants.

Même si je comprends en partie la vision des juges qui, selon moi, essayent d'amenuiser les impacts du divorce sur l'aide sociale, je trouve tout de même incroyable que l'enfant ne soit pas mis au centre du système légal, lui qui n'a rien demandé à personne.

Le CFQF relève également la difficulté pour les femmes – respectivement l'ex-époux ayant à charge l'enfant – de se constituer une prévoyance vieillesse, dans la mesure où celle-ci n'est pas comprises dans le calcul des besoins.

De telles situations peuvent alors amener le parent ayant l'enfant à charge à recourir à l'aide sociale et, indirectement, à s'endetter. En effet, dans certains Cantons comme le Valais, les montants alloués par l'aide sociale doivent être remboursés une fois revenu à meilleure fortune.

→ Les assurances sociales

En plus des éléments en lien avec les contributions d'entretien, le divorce a également un impact sur les assurances sociales, plus précisément l'AVS et la LPP. Les informations ci-dessous proviennent de l'ouvrage « *Divorce, caisse de pension, AVS/AI – ce qu'il vous faut savoir* » (Baumann & Lauterburg, 2007). Il est de nouveau à noter que cet ouvrage s'adresse principalement aux femmes, car ce sont elles qui sont le plus touchées par les dysfonctionnements en lien avec le divorce. Néanmoins, j'estime que les modèles traditionnels commencent à changer et qu'il n'est donc plus adéquat d'intégrer uniquement les femmes à ces réflexions.

- **AVS** : cette prévoyance étatique constitue le premier pilier du système de protection sociale suisse. Son but est de couvrir les besoins vitaux des personnes assurées en cas de perte de revenu causée par la vieillesse ou par le décès. Elle est financée conjointement par les employeurs ainsi que les personnes assurées.

Au sein des couples, pour calculer les rentes, on attribue à chaque conjoint la moitié de la somme des revenus sur lesquels le couple a payé des cotisations durant le mariage – principe du partage de la prévoyance qui a été introduit en 1997, dans le cadre de la 10^{ème} révision de l'AVS –. Pour des questions d'équité, les bonifications pour tâches éducatives et pour tâches d'assistance sont également partagées. Ce partage, plus connu sous le terme de « *splitting* », est très intéressant, dans la mesure où il améliore considérablement les rentes des femmes mariées et divorcées. Mais alors où se situe le problème ? Si le couple vit ensemble, il n'y a pas tellement de problème, car la femme est assurée indirectement par la prévoyance de son mari, mais lors d'un divorce, tout se complexifie. En effet, les montants reçus dépendent principalement des cotisations versées, indirectement des revenus professionnels. Ainsi, étant donné que dans le modèle familial traditionnel les femmes ont tendance à moins travailler que les hommes, elles perçoivent des montants très inférieurs à ceux de leur mari. Au moment de la retraite, ces femmes se retrouveront, par conséquent, bien souvent dans des situations de précarité.

- **LPP** : « *La prévoyance professionnelle ou 2ème pilier est un système d'épargne et de couverture de risques constitué par les versements des travailleurs et des employeurs, destiné à compléter l'AVS et l'AI* » (Guide Social Romand, 2013). Ses prestations doivent donc permettre, avec la rente du premier pilier, de garantir le niveau de vie antérieur lors de la retraite ou en cas d'invalidité. Cette assurance dispense également un certain nombre de prestations dans le cadre d'un divorce. Les informations ci-dessous ont été prises de l'ouvrage « *Divorce, caisse de pension, AVS/AI – Ce qu'il vous faut savoir* » (Baumann & Lauterburg, 2007).

La première chose importante à savoir est que le partage du deuxième pilier est relativement récent, puisqu'il ne date que de la dernière révision sur le droit du divorce en 2000. Il a pour but d'assurer un partage équitable de la prévoyance constituée pendant le mariage. Néanmoins, certaines conditions sont nécessaires pour qu'un tel partage se fasse. Une d'entre elles est que l'époux ou l'épouse (ou les deux !) doivent être au bénéfice d'un deuxième pilier. Or, dans près de 9% des divorces, aucune compensation de la prévoyance n'intervient, car aucun des deux conjoints ne possède de deuxième pilier. Au contraire, si au moins un des deux époux a constitué un deuxième pilier pendant le mariage, la compensation de la prévoyance doit être exécutée. Elle est un droit impératif et les conjoints ne sont pas en droit de décider s'ils souhaitent partager ou non. Elle n'est pas non plus liée au régime matrimonial auquel le couple est soumis. La compensation peut être réalisée de deux manières. La situation la plus courante est que les prestations de sorties – capital de prévoyance que la personne assurée peut emporter lorsqu'elle change d'employeur – acquises durant le mariage sont partagées. Dans le cas où un écart existerait entre les capitaux des deux époux, la moitié de la différence est transférée au conjoint ayant le capital le plus faible. Une renonciation au partage est possible, mais à des conditions bien particulières. En effet, pour ce faire, la partie qui renonce à sa part doit impérativement être au bénéfice d'une prévoyance vieillesse et invalidité équivalente. Ce sont les tribunaux qui vérifient si tel est le cas.

Ce système semble bien pensé, mais dans l'application, certaines problématiques sont apparues :

- Les couples qui conviennent d'un partage, c'est-à-dire qui décident de séparer en deux ce qui a été cotisé durant les années de mariage, représente à peine la moitié des divorces.
- La proportion des renonciations est de ce fait extrêmement élevée, puisqu'elle concerne le tiers des divorces.

La renonciation a donc pris beaucoup plus d'ampleur que ne l'estimait le législateur à sa création. En plus de cela, toujours selon l'étude menée par Baumann et Lauterburg, les conditions légales de la renonciation ne sont pas respectées. Ainsi, alors qu'en 2013, en théorie, une indemnité équitable aurait été due dans au moins 11% des divorces, seuls 3% ont respecté ceci. Ceci met bien en évidence que les conceptions juridiques autour de l'indemnité varient et personne ne semble appliquer les mêmes règles.

ANNEXE C : GRILLE DE QUESTIONS

HYPOTHESE	QUESTION MAJEURES	SECONDAIRES	RELANCE	INDEX
<i>Le politique ne défend pas l'investissement dans la couverture du risque de pauvreté en cas de divorce, car les valeurs défendues par les partis politiques (la responsabilité individuelle, un retrait de l'Etat dans les problématiques sociales notamment) ne vont pas dans ce sens. Le divorce n'est donc pas considéré comme un problème social.</i>	1. De nos jours, le veuvage est assuré par le système de protection sociale suisse à travers l'AVS. Pensez-vous qu'il y ait une différence en matière de politique sociale entre le risque de pauvreté lié au veuvage et celui lié au divorce ?	a. Autrement dit, pourquoi, continue-t-on de protéger le veuvage alors, que selon les statistiques, il présente moins de risques en termes de pauvreté que le divorce ? moins source de pauvreté que le divorce ? b. Comparer veuvage et divorce : une folie ou un véritable point d'appui ? c. Considérez-vous le veuvage encore actuellement comme un risque de pauvreté ? Ne constitue-t-il pas une problématique hors de notre temps ?		

2. Est-ce que le parti politique que vous représentez investit ou a pour projet d'investir la thématique du divorce ?	a. <i>Considère-t-il le divorce comme une problématique sociale ?</i>		
3. <i>(Si oui à la question précédente, passer à la question suivante)</i> En tant que politicien du parti, vertiez-vous la possibilité d'investir dans ce domaine ?	<p>a. <i>Si oui, comment ?</i></p> <p>b. <i>Si non, pourquoi ?</i></p>		
4. Est-ce que la création d'une assurance divorce est un projet qui pourrait s'inscrire dans le système de protection sociale suisse actuel, qui vise plutôt à diminuer les interventions étatiques et à renforcer les libertés individuelles ?	a. <i>Faire intervenir l'Etat dans la vie privée des individus dans le cadre du divorce ne va-t-il pas à contrepieds de la volonté du peuple, qui milite de plus en plus pour renforcer son indépendance vis-à-vis de l'Etat ?</i>		

5. En tant que politicien(ne) sans parti politique, que penseriez-vous de la mise en place d'une assurance divorce pour prévenir le risque de pauvreté lié à ce phénomène ? Réalisable ?			
6. En tant que citoyen(ne) suisse, que pensez-vous du divorce ?	<p>a. <i>Doit-il être assumé par la société ou appartient-il à la responsabilité individuelle de chacun ?</i></p> <p>b. <i>Selon vous, comment se positionnerait le peuple suisse face à la problématique du divorce ?</i></p>	<p>I. <i>Si risque individuel, est-ce que cela constituerait un frein pour la mise en place d'une assurance divorce ?</i></p> <p>II. <i>(Si risque collectif), est-ce que le peuple irait dans le sens d'une assurance divorce ou vers une autre solution</i></p>	

ANNEXE D : COURRIER DE PRESENTATION

[Nom du représentant municipal]

[Titre]

[Adresse]

[Code postal] [Ville]

Sierre, le 2 octobre 2015

Entretien pour mon Travail de Bachelor

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous contacter, car je suis actuellement en train d'effectuer une recherche sur le phénomène de la paupérisation des familles divorcées pour l'élaboration de mon Travail de Bachelor. Ce dernier me permettra de finaliser ma formation d'assistante sociale à la Haute Ecole de Travail Social de Sierre.

Dans le cadre de cette étude, j'aurais aimé pouvoir interroger des personnes engagées politiquement ou appartenant à un parti politique sur cette problématique, afin d'appréhender le sujet de la manière la plus exhaustive possible et me permettre d'élargir mon horizon en termes de possibilités concrètes à mettre en place.

C'est pour cette raison que je souhaiterais m'entretenir avec vous, si possible ***avant la fin du mois d'octobre***, afin de vous soumettre quelques questions, dont le contenu est explicité ci-dessous :

Mon étude a pour but de chercher un moyen pour prévenir et réduire le risque de pauvreté suite à un divorce. En effet, que ce soit pour les hommes ou pour les femmes, il constitue un risque de pauvreté accru, puisqu'il est notamment à la source de nombreuses demandes d'aide sociale. De plus, le divorce est un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur dans la société actuelle, à tel point que cette épreuve est traversée par pratiquement la moitié des couples mariés, comme l'attestent les statistiques de l'Office Fédérale de la Statistique. De plus amples informations sur ma recherche se trouvent dans le document ci-joint.

A travers mes questions, je chercherai, par conséquent, non seulement à comprendre comment l'Etat, à travers son système de protection social, pourrait intervenir, ou intervient déjà dans cette problématique, mais également à ouvrir de nouvelles pistes de réflexion.

Dans l'espoir d'avoir éveillé votre intérêt, et en restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Laurie Luisier

PS : je serais disposée à vous rencontrer aux dates qui vous conviennent. Je suis atteignable à l'adresse mail suivante : **adresse e-mail** ou au numéro suivant : **numéro de téléphone**.

(Annexe au courrier)

Le divorce comme risque de pauvreté

Afin que vous puissiez être au courant de la direction générale de mon étude, vous trouverez ci-dessous un bref résumé de mon travail de recherche sur la problématique du divorce ainsi que les quelques hypothèses émises dans ce cadre.

Le divorce semble être de plus en plus présent en Suisse, à tel point qu'il concernait pas moins de 41.3% des couples mariés en 2013, selon les données de l'Office Fédéral de la Statistique.

Mais en quoi le divorce constitue-t-il un risque de pauvreté ? Cette question trouve également sa réponse dans les statistiques suisses, puisque ces dernières nous apprennent que pas moins de 20.1 % des personnes au bénéfice de l'aide sociale sont des personnes divorcées. De plus, ce sont, proportionnellement, les personnes qui touchent le plus haut taux d'aide.

Ces statistiques m'amènent donc à penser que le divorce constitue bel et bien un risque de pauvreté pour les citoyennes et citoyens suisses. Ces propos sont d'ailleurs relayés par le « Manuel suisse sur la pauvreté » : *« De nos jours, les séparations et les divorces font partie des facteurs les plus importants susceptibles de déclencher la pauvreté, cela pour toutes les personnes concernées : l'homme, la femme et les enfants. Hormis les frais administratifs, ce sont surtout les coûts supplémentaires induits par la gestion de deux ménages, de même que ceux engendrés par les coûts de garde des enfants et les pensions alimentaires, qui prennent de l'importance »* (2007, p. 94).

Ce constat a orienté mon travail de recherche et je me suis donc imposée le défi de réfléchir à différentes solutions pour réduire ce risque de pauvreté. Dans ce cadre, j'ai notamment réalisé une comparaison entre le risque de pauvreté présenté par le divorce et celui par le veuvage, qui lui est couvert par l'assurance vieillesse et survivants depuis quelques années déjà. Cette mise en exergue m'a permis de me rendre compte que la population des veufs et veuves est beaucoup moins nombreuse que celle des divorcés. Cela m'a donc amené au questionnement suivant : pourquoi le veuvage est-il assuré alors qu'il représente, à l'heure actuelle, un risque de pauvreté plus faible que le divorce ?

Sur la base de cette question de recherche, j'ai émis quelques hypothèses qui me paraissaient pertinentes :

- 1. Investir dans la couverture du risque de pauvreté en cas de divorce peut rencontrer l'opposition du politique, car elle remet en question le système actuel.**
- 2. Une assurance divorce a peu de chance de succès car les mentalités, la culture et les composantes sociologiques amènent une posture stricte qui estime que le divorce et les risques qui le composent sont du ressort de la responsabilité individuelle.**

Dans le but de pouvoir étayer mon argumentaire et d'infirmer ou confirmer mes hypothèses de recherche, je souhaiterais pouvoir rencontrer des personnes engagées dans le milieu politique, afin de connaître les différentes positions face à la question du divorce. C'est pour cette raison que je souhaiterais vous rencontrer. Est-ce que cela serait envisageable ?

Je reste bien évidemment à disposition pour tout complément d'information.

En vous remerciant d'avance de l'intérêt que vous porterez à mon travail.

Laurie Luisier